Éclairage
Histoire

– n° 12 –

L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes (1923-1938)

Tome II
1928-1938 : une lutte à mort contre le stalinisme

Pierre Merlet

les bons caractères lbc
6, rue Florian – 93500 Pantin

© Les Bons caractères – 2014
Imprimé par IMS – 93500 Pantin
ISBN 978-2-915727-40-1
Dépôt légal 1er trimestre 2014

Introduction

Au XV^e congrès du PC(b)[1] en décembre 1927, Staline fit exclure l'Opposition bolchevique-léniniste qui, dès 1923, avait entamé la lutte contre la dégénérescence bureaucratique de l'État né de la révolution d'Octobre[2]. L'Opposition avait toujours affirmé sa volonté de réformer le parti communiste et repoussé l'accusation de vouloir en créer un autre. Rejetée hors du parti, elle allait devoir défendre ses positions de l'extérieur car les exclusions massives s'accélérèrent : du 15 novembre à la fin du mois de janvier 1928, 2 288 militants furent exclus pour « *travail fractionnel* ».

De plus, le congrès décréta qu'outrepassant la « *légalité soviétique* », l'Opposition se livrait à une « *lutte ouverte contre le régime de la dictature du prolétariat* ». La police politique, le GPOu, accusa les trotskystes d'avoir entrepris « *la fondation d'une organisation très conspirative et illégale* » avec des partisans « *tant en URSS qu'à l'étranger* ». On pouvait désormais les inculper d'activité « *antisoviétique* », ce qui relevait de l'article 58 du code pénal : un motif valant prison et déportation, mais qui, bientôt, deviendrait synonyme de condamnation à mort.

Les mesures prises par le congrès sanctionnaient la victoire de la bureaucratie, et de son représentant politique Staline, sur l'aile révolutionnaire du parti.

Après « *l'écrasement thermidorien de l'Opposition en 1928* », selon l'expression de Trotsky, l'aile révolutionnaire du PC(b) allait

[1] Parti communiste (bolchevique). Il prendra le nom de Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) en 1952.

[2] Voir le tome I du présent ouvrage.

poursuivre son combat dans des conditions différentes, et de plus en plus difficiles. Elle milita sur le terrain, en s'adressant aux travailleurs dans les usines, les quartiers ouvriers, en réussissant à se faire entendre d'un nombre significatif de militants du PC(b). Tout cela, bien sûr, de façon conspirative pour parer à la répression. Mais celle-ci frappant à grande échelle, bien vite ce fut de plus en plus fréquemment dans les prisons et les camps que les communistes oppositionnels poursuivirent leur activité.

Malgré une répression féroce, durant la dizaine d'années qui suivit, il y eut toujours un noyau, bien souvent de plusieurs milliers de militants, entourés de sympathisants, pour continuer à se battre contre la dégénérescence stalinienne et la bureaucratie, pour maintenir un drapeau. Et ses combats, ses idées ont fait que, malgré tout, la filiation avec la révolution a pu être préservée.

Cette continuité avec le communisme révolutionnaire a plus été assurée par les prises de position de ces militants, transmises par leurs écrits et par les analyses qu'en a tirées Trotsky, que par un lien vivant entre les générations. En effet, ces combattants allaient pratiquement tous être liquidés physiquement par le bourreau de la révolution, Staline, de façon systématique entre 1936 et 1938.

Staline voulait anéantir leurs idées en même temps que les hommes, les femmes et le parti qui avaient *« ébranlé le monde »* en 1917[3] : un forfait plus terrible encore que celui qu'accomplit à la même époque Hitler, car ce dernier ne prétendait pas, à la différence de Staline, enterrer la révolution russe au nom même de la révolution russe. Et si Staline n'a pas pu parachever son crime en liquidant les idées communistes pour lesquelles, dans bien des pays, des générations de militants avaient combattu depuis les

[3] Pour reprendre le titre du livre de John Reed sur cette révolution : *Dix jours qui ébranlèrent le monde*.

débuts du mouvement ouvrier, c'est à ces femmes et à ces hommes qu'on le doit. Car, eux, malgré le sort que leur réservait Staline, ne cessèrent d'affirmer que le communisme ne pouvait rien avoir de commun avec cette dictature totalitaire, réactionnaire et anti-ouvrière qui étranglait la révolution au prétexte d'édifier le prétendu « socialisme dans un seul pays ».

C'est au nom du communisme que les militants de l'Opposition de gauche se sont dressés contre cette réalité monstrueuse, négation sanglante du bolchevisme, qui avait surgi dans le pays où, pour la première fois dans l'histoire, la classe ouvrière avait entrepris de construire son propre État. Militants de la cause de la classe ouvrière mondiale, ils n'avaient pas attendu des dizaines d'années, tels certains intellectuels d'aujourd'hui ou d'hier, pour « découvrir » l'horreur d'un régime stalinien que les mêmes parfois, ou certains de leurs prédécesseurs, avaient chanté quand il semblait au faîte de sa puissance.

Ce combat, les militants bolcheviks-léninistes le menèrent contre l'évolution réactionnaire de la société qui s'abattait sur l'Union soviétique, mais aussi sur la planète toute entière. Car il ne faut pas oublier qu'à la même période où le stalinisme étouffait la révolution vivante, avant de la briser, le capitalisme engendrait le fascisme, le nazisme et bien d'autres dictatures anti-ouvrières de par le monde. Et les camps de concentration de Staline avaient pour ainsi dire leur pendant dans ceux où Hitler expédia, dès 1933, des milliers de militants communistes, socialistes, syndicalistes.

Écrasée sous les bottes du stalinisme et du fascisme, l'humanité plongea dans la réaction la plus noire : il était « *minuit dans le siècle* », dira l'écrivain Victor Serge. Et si un rayon de lumière perça alors, c'est parce que des hommes, des femmes ont, avec

l'Opposition de gauche, tenté de défendre leurs idées, celles d'Octobre, auprès des travailleurs.

Bien sûr, la classe ouvrière étant elle-même écrasée, et pas seulement en Union soviétique, ces militants n'ont pu trouver auprès d'elle un soutien tel qu'il aurait permis d'envisager peser sur le cours des événements, et à plus forte raison l'inverser. *« Le noyau du nouveau parti en URSS,* écrivit Trotsky en octobre 1933, *au fond, celui du parti bolchevique régénéré* [...], *c'est le noyau du regroupement des bolcheviks-léninistes.*[...] *Mais des illusions seraient déplacées : le parti de l'internationalisme révolutionnaire ne pourra libérer les ouvriers de l'influence décomposante de la bureaucratie nationale qu'au cas où l'avant-garde prolétarienne internationale apparaîtra de nouveau sur l'arène comme une force de combat. »* Cela ne se produisit pas. Et, d'une certaine façon, le sort tragique réservé à cette génération de militants qui, en URSS, défendirent les idées communistes, fruit d'un siècle de luttes du mouvement révolutionnaire international, est la quintessence de ce qui allait alors s'abattre sur la classe ouvrière mondiale.

Malgré cette terrible régression – dont, des dizaines d'années plus tard, les effets continuent à peser sur le mouvement ouvrier – c'est grâce au combat des militants de l'Opposition de gauche soviétique que l'on peut continuer à se revendiquer du communisme. Car sans eux, sans leur ténacité à maintenir envers et contre tout le drapeau, le communisme n'aurait d'autre visage pour les générations actuelles que celui, hideux, déformé et sanglant, de la dictature de Staline et de ses successeurs et émules de par le monde.

L'histoire du combat de l'Opposition de gauche soviétique resta longtemps occultée, et pour bien des raisons. Beaucoup – staliniens, sociaux-démocrates et bien sûr réactionnaires de tout poil – avaient intérêt à taire le fait que la principale et plus ferme opposition au

stalinisme se trouvait dans le parti bolchevique. Ensuite, Staline fit assassiner des milliers de communistes oppositionnels, dont bien peu échappèrent au massacre. Et plus rares encore sont ceux dont les mémoires nous sont parvenus.

Mais des documents paraissent en ex-URSS depuis une vingtaine d'années. Les archives de la police politique[4], du PCUS, etc., ont commencé à s'ouvrir. Et l'on voit ressurgir des figures de militants ouvriers communistes, de femmes et d'hommes qui n'ont jamais baissé les bras ni abdiqué leurs idées, même quand ils savaient qu'ils le paieraient de leur vie. Leur existence, leur combat éclairent cette page de l'histoire du mouvement ouvrier dont peuvent être fiers toutes celles et tous ceux qui aspirent à une société débarrassée de l'exploitation capitaliste, une société authentiquement socialiste et communiste.

[4] Le GPOu, devenu NKVD en juillet 1934, et plus tard encore KGB.

Première partie

L'Opposition exclue du parti : arrestations, déportations et lutte clandestine

Chapitre Ier

Déportation massive d'oppositionnels

L'Opposition unifiée – qui avait, en 1926, agrégé à l'Opposition de gauche les partisans de Zinoviev – éclata au lendemain du XVe congrès du parti. Effrayés par une défaite inévitable, Zinoviev et Kamenev flanchaient déjà à la veille du congrès et renoncèrent à se battre aussitôt l'exclusion prononcée. Seuls quelques-uns de leurs partisans, tel le vieux-bolchevik Lelevitch, refusant de les suivre, se retrouvèrent en déportation aux côtés des trotskystes. Les tenants de l'Opposition de gauche, eux, qui avaient anticipé la défaite, l'affrontèrent en combattants qui se préparaient à poursuivre la lutte quoi qu'il advienne. Ils avaient arboré leur programme politique dans la Plate-forme de l'Opposition, écrite pour le congrès. Près de 200 oppositionnels avaient contribué à l'élaboration de ce texte très riche, qui abordait tous les problèmes économiques et politiques de l'URSS en liaison avec la situation internationale. Les bolcheviks-léninistes avaient un cap et, bien que l'exclusion du parti représentât un coup rude pour la plupart d'entre eux, qui avaient traversé la révolution et la guerre civile dans ses rangs, ils tinrent bon.

Dès la fin du congrès, on déporta 75 trotskystes et 23 décistes[5], dont leurs dirigeants. Une circulaire du GPOu précisait : *« Il est indispensable d'établir les oppositionnels envoyés en déportation*

[5] Déciste : d'après les initiales russes du groupe Centraliste-démocratique, oppositionnel de cette tendance.

dans des conditions telles qu'elles leur ôtent toute possibilité de nuire au parti et au gouvernement prolétarien. » On envoya Trotsky à 4 000 kilomètres de Moscou, à Alma-Ata, Serebriakov à Semipalatinsk et Préobrajensky à Ouralsk. Dans l'immense Kazakhstan, entre 1 200 et 2 700 kilomètres les séparaient les uns des autres. Rakovsky fut déporté à Astrakhan au bord de la mer Caspienne puis à Saratov sur la Volga, Ivan Smirnov à Novo-Bajazet en Arménie, Mratchkovsky à Voronej non loin de l'Ukraine, et d'autres encore dans l'Oural et en Sibérie : Radek à Tobolsk, Mouralov à Tara, Beloborodov à Oust-Kolyma, etc.

La déportation des vieux-bolcheviks les plus connus entraîna des protestations publiques importantes. La militante bolchevique Natalia Sedova, compagne de Trotsky, décrivit comment on dut différer une première fois leur départ forcé pour Alma-Ata en raison d'une manifestation monstre à la gare moscovite de Kazan : on criait « *Vive Trotsky !* », on avait accroché son portrait sur un wagon. Les manifestants envahirent les voies et il y eut des bagarres, des arrestations. On annonça alors à Trotsky qu'il partirait trois jours plus tard. Mais, dès le lendemain, des agents du GPOu envahirent son logement et le traînèrent de force jusqu'à une autre gare avant que la nouvelle fût connue.

Le jour du départ pour Khabarovsk de Smilga, ancien dirigeant révolutionnaire de la flotte de la Baltique et l'un des organisateurs de l'insurrection d'Octobre, des milliers de personnes se rassemblèrent devant la gare.

Le bolchevik géorgien Koté Tsintsadzé, pour sa part, décrivit à Trotsky les manifestations qui eurent lieu en gare de Tiflis. Pour empêcher le départ d'un premier convoi de déportés, 600 à 700 ouvriers forcèrent les barrages de police bloquant l'entrée de la gare et occupèrent les quais. N'ayant pu passer, plus de 2 000 autres

manifestèrent à l'extérieur. Tsindsatzé raconte : « *Les autorités ont commencé à disperser les ouvriers quand ils ont entonné* l'Internationale *et sorti le portrait de Lénine.* [...] *Au moment du départ de nos camarades, personne n'a été épargné. On a rossé nos vieux camarades ouvriers comme Iassan Dnephbénadzé, membre du parti depuis 1908, tuberculeux. On a voulu arrêter Arakela que les ouvriers rassemblés portaient, mais les ouvriers ont empêché la police de le faire. On a battu des femmes, de vieilles révolutionnaires.* » Tsintsadzé relate ensuite le départ d'un second convoi dont il faisait partie : « *La gare était pleine d'ouvriers. On les a dispersés. Il y a eu beaucoup d'arrestations, près de quatre-vingts. Tout le quartier environnant était transformé en un camp militaire. On ne laissait passer personne. On ne permettait pas aux tramways de s'arrêter devant la gare.* » Le train dans lequel il se trouvait roula douze jours et douze nuits car, pour ne pas risquer d'autres incidents en Géorgie, les autorités le détournèrent par l'Azerbaïdjan.

S'appuyant sur l'émotion suscitée par l'exclusion et la déportation de révolutionnaires prestigieux dans une fraction de la classe ouvrière, l'Opposition organisa une campagne de protestation. Elle distribua des dizaines de milliers de tracts réclamant leur libération et leur réintégration dans le parti. Tout au long de 1928, les arrestations se multipliant, il y eut des protestations. À Kiev, quand on arrêta une trentaine de membres de l'Opposition dans les grandes entreprises, 400 ouvriers allèrent exiger leur libération au siège du GPOu. Quelques jours plus tard, près de 2 000 personnes assistèrent à un meeting de protestation devant les locaux du parti ; la police montée dispersa le meeting.

La purge fut massive, l'appareil menant sa politique avec fermeté : les récalcitrants ne respectant pas une assignation à résidence

allaient en prison ou en isolateur[6]. Les oppositionnels s'efforçaient de rétablir des liens organisationnels partout, en fonction de leur lieu de déportation ou de réclusion, ainsi qu'avec leurs camarades restés libres mais contraints à l'activité clandestine.

Un certain nombre d'oppositionnels firent leur reddition politique plutôt que de devoir militer hors du parti. Leurs ex-camarades les appelaient « capitulards ». Mais certains firent des capitulations tactiques : ils ne renonçaient à leurs idées qu'en apparence afin d'avoir plus de liberté pour poursuivre leur activité auprès de leurs camarades de parti, et organiser autour d'eux des sympathisants. On ignore combien ils furent, mais on en a de nombreuses traces.

À la date du 1er juin 1928, d'après le stalinien Iaroslavsky, 4 350 membres du parti avaient déclaré avoir quitté l'Opposition et renoncé à son combat. La même année, Staline déclara à une assemblée du parti qu'outre quelque 10 000 bolcheviks-léninistes déjà exclus, deux fois plus se dissimulaient encore dans le parti, soit environ 20 000[7]. Cet ordre de grandeur est crédible. En effet, les comptes-rendus internes de l'Opposition permettent d'estimer à au moins 8 000 le nombre de ses membres déportés, en prison ou en isolateur à la fin de l'année 1928. Si l'on admet que l'Opposition comptait de 20 000 à 30 000 militants et sympathisants, dont une grande partie encore dans la clandestinité, on constate que Staline, malgré sa victoire au congrès et l'éclatement de l'Opposition unifiée, n'avait que partiellement atteint son but.

[6] *Politizolator*, en russe, prison où, en principe, chaque détenu politique se trouvait isolé.

[7] On ne sait si Staline comptabilisait là les militants et sympathisants de l'Opposition fort nombreux dans la jeunesse communiste (Komsomol).

Chapitre II

Les colonies de déportés

Au départ, les colonies de déportés regroupaient souvent moins d'une dizaine d'oppositionnels dans une même localité. Les archives de Trotsky ont permis de dénombrer 108 colonies, mais il y en eut certainement davantage. Ce n'est qu'à partir de 1929 que plusieurs centaines de bolcheviks-léninistes furent concentrés dans les mêmes endroits, suite à de nouvelles arrestations dues au fait qu'ils ne renonçaient pas à leur activité politique.

Les colonies les plus nombreuses se trouvaient en Sibérie et en Asie centrale, où des conditions climatiques très rudes s'ajoutaient à l'isolement politique : à Barnaoul, Kachinsk, Minousinsk, Iénisseïsk, Kalpachev, Novossibirsk, Atchinsk, Aktioubinsk, Tachkent, Samarcande, Narym, etc. Dans l'Oural, autre région de déportation à l'époque tsariste, il y eut, en 1928, jusqu'à onze déportés à Chadrinsk, quatre à Sarapoul, de six à dix autour de Tobolsk, de quatre à six à Koudimkar, Kourgan, Koungour, Ialoutorovsk, etc.

S'éparpillant du nord de la Russie d'Europe jusqu'à l'Extrême-Orient sibérien, ces colonies se trouvaient généralement dans de petites villes et villages éloignés des centres industriels et des lignes de chemin de fer, souvent de plusieurs centaines de kilomètres. Les déportés, en particulier les dirigeants, étaient surveillés par les représentants locaux du GPOu. Il leur fallait se présenter régulièrement aux autorités. On en logea même chez des informateurs

chargés de rapporter leurs faits et gestes. Ainsi, le déciste Vladimir Smirnov, à Berezovo, avait pour logeur un informateur dont le pseudonyme au GPOu était Koltchak, du nom de l'amiral ayant combattu la révolution pendant la guerre civile.

Les déportés avaient droit à un pécule mensuel d'une trentaine de roubles qui, quand il leur parvenait, ne suffisait pas pour vivre. Il leur fallait donc travailler. Mais trouver un travail s'avérait difficile, principalement à cause du refus des autorités de les mêler aux salariés locaux. Il arrivait que trois déportés sur quatre restent sans emploi, bien qu'on manquât de main d'œuvre. Dans certaines colonies, les déportés organisaient alors des caisses d'entraide, comme celle de Chadrinsk, dont l'organisateur, Goloub, fut arrêté en février 1929.

Dans la mesure où ils relevaient de l'article 58, les oppositionnels perdaient leurs droits civiques, donc ne pouvaient appartenir à un syndicat. On leur interdisait même l'entrée aux réunions publiques. Quand, en novembre 1928, à Ialoutorovsk, quatre oppositionnels se rendirent à une réunion du parti et du komsomol consacrée au cours politique de droite, on les expulsa. S'adressant aux militants présents, ils lancèrent : « *Les bureaucrates, les fonctionnaires, les fascistes, les opportunistes veulent nous faire taire, nous les révolutionnaires.* »

Malgré les obstacles, chaque colonie, si peu nombreux fussent les révolutionnaires qu'on y avait rassemblés, constituait un groupe politiquement actif. Les déportés se réunissaient pour discuter de la situation en URSS et dans les autres pays, de leurs activités, de textes politiques. Au sein de l'Opposition se formèrent parfois des tendances s'affrontant sur telle ou telle question : chacune mettait ses positions par écrit et, dès que possible, on faisait circuler d'une colonie à l'autre des textes sur les problèmes débattus.

Chaque colonie se prononçait sur les documents qu'elle recevait, les contresignait ou répondait aux arguments avec lesquels elle était en désaccord. Chacune envoya aussi, dès que des liens organisationnels furent rétablis, des lettres et rapports concernant sa situation, le moral et les opinions de ses membres, la vie sociale et politique dans la localité, ce que pensaient et disaient les ouvriers et les paysans, l'attitude des bureaucrates et des koulaks[8], etc.

Quelques colonies tentèrent de s'équiper en matériel d'impression. À Kourgan, l'oppositionnel Pouchas réussit à se faire embaucher dans un atelier de réparation pour machines d'imprimerie. Mais du fait de la surveillance du GPOu, l'édition locale de tracts et publications se révélera pratiquement impossible. Textes et « journaux » furent donc le plus souvent acheminés d'autres lieux et vraisemblablement recopiés à la main.

Les commémorations du 1er Mai ou de la révolution d'Octobre fournissaient l'occasion aux déportés de s'adresser aux ouvriers et paysans pauvres de leurs localités. Le GPOu donna alors les consignes suivantes : « *Dans le cas de participation d'éléments oppositionnels avec leurs propres cortèges et leurs propres slogans contredisant ceux du comité central, il est indispensable de désorganiser "tactiquement" ces groupes et de les disperser avec l'aide des manifestants.* » Pour le onzième anniversaire d'Octobre, le 7 novembre 1928, les déportés de Sarapoul réussirent néanmoins à distribuer, selon le GPOu, « *une grande quantité de tracts* » parmi les manifestants. À Chadrinsk, où se trouvaient six déportés (Goloub, Davydov, Chapiro, Gavrilova, Achkinadzé, Podkhichvilli), ils suspendirent aux murs d'une de leurs maisons des panneaux avec, écrit sur du satin rouge : « *Vive le léninisme et son fidèle défenseur, l'Opposition léniniste* », « *Lutte contre le koulak, union avec le paysan moyen, appui seulement sur le paysan pauvre* » et

[8] Paysans riches, dont le poids social et la richesse s'étaient accrus sous Staline-Boukharine.

encore « *Vive la construction du socialisme* ». À côté, ils placèrent les portraits de Lénine et de Trotsky. Les représentants du pouvoir voulant enlever les panneaux, une bagarre éclata : quatre déportés furent sérieusement blessés.

Les déportés s'efforçaient d'établir des liens avec des sympathisants locaux, voire de recruter. Un rapport du GPOu sur la colonie de Kourgan notait : « *Ils mènent un travail, principalement, parmi des groupes de travailleurs peu payés et de chômeurs. Ils arrêtent n'importe qui sur la route et commencent à faire de l'agitation auprès de lui.* » Dans certains cas se formèrent des groupes clandestins de déportés, militants et sympathisants. Ainsi dans la région de Tioumen, en Sibérie, sous la direction du déporté P. Borissov, se constitua un groupe auquel participaient entre autres un cheminot, Koptaïev, exclu du parti comme oppositionnel mais resté en liberté, ainsi qu'un postier, Matveev, non membre du PC(b). Un rapport mentionne une institutrice liée à ce groupe, expliquant aux enfants que les trotskystes sont « *les véritables léninistes* ». D'après le GPOu, Borissov s'efforçait de constituer des cellules oppositionnelles. Le groupe avait établi un contact avec un vieux-bolchevik, Drobnis, dans son isolateur sibérien, et Borissov ambitionnait d'en faire « *le centre de liaison entre l'isolateur de Tobolsk, l'Oural et la Sibérie* », ainsi que le « *point de transmission de la correspondance des colonies de déportés avec le centre illégal* [à Moscou] ». Mais une vague d'arrestations interrompit l'activité du groupe en février 1929.

En quelques mois, l'Opposition réussit à établir un vaste réseau entre les déportés, leurs camarades encore en liberté et ceux qui étaient incarcérés. Malgré les difficultés liées aux distances et à la surveillance du GPOu, ce réseau permit de reconstituer une organisation, avec une direction commune.

Chapitre III

À Moscou et Leningrad

À Moscou[9], un centre clandestin se mit très tôt en place, avec pour objectif de coordonner toute l'activité de l'Opposition. Dans la capitale, où l'Opposition de gauche avait été majoritaire dans le parti début 1924, les forces et les possibilités matérielles étaient plus importantes. Non seulement par le nombre de militants, mais aussi par les liens avec les membres du parti, y compris dans l'appareil où certains sympathisaient avec l'Opposition en secret, ou tout du moins désapprouvaient son exclusion. C'est principalement à Moscou que l'on confectionnait des tracts qui partaient par milliers vers les colonies et les villes où l'Opposition ne disposait pas de moyens d'impression.

Depuis Alma-Ata, Trotsky dirigeait l'Opposition. D'avril à octobre 1928, il reçut plus de 1 000 lettres et 700 télégrammes politiques, en grande partie émanant des colonies. Durant les mêmes six mois, il envoya 800 lettres et 550 télégrammes. Une partie de cette correspondance suivait la voie légale : le GPOu, qui ne censurait pas encore le courrier, se contentait de l'ouvrir pour s'informer de l'activité des oppositionnels. Mais une autre partie circulait clandestinement : un camarade, « *très dévoué et très sûr,* écrira

[9] Outre Moscou, Leningrad, l'Oural et quelques grandes villes de Russie, d'Ukraine et du Caucase, on dispose aussi de témoignages de l'activité oppositionnelle en Asie centrale.

plus tard Trotsky, *avait fait l'achat d'une télègue avec trois chevaux et travaillait en qualité de cocher indépendant entre Alma-Ata et Frounzé* [terminus ferroviaire situé à 250 km d'Alma-Ata]. *Il avait pour tâche de nous apporter, tous les quinze jours, le courrier secret de Moscou et de rapporter nos lettres et manuscrits à Frounzé où l'attendait un envoyé de Moscou.* »

Moscou dépêchait des messagers, porteurs d'informations et de documents. Le fils aîné de Trotsky, Léon Sedov, 22 ans, assurait le lien avec eux : « *Il quittait notre logis en pleine nuit, qu'il pleuve ou qu'il neige, ou bien, trompant la vigilance des mouchards, il s'éclipsait dans la journée de la bibliothèque, pour retrouver nos agents de liaison aux bains publics, dans les profondeurs d'un maquis proche de la ville, ou encore dans le grouillement du marché oriental* [...]. *Chaque fois, il revenait tout excité et heureux, avec une flamme guerrière dans les yeux et un précieux butin caché sur lui.* » Dogard, ouvrier imprimeur moscovite, oppositionnel âgé de 20 ans en 1928, relate : « *Nous recevions* [...] *pratiquement toutes les lettres d'Alma-Ata, on les retapait et on les reproduisait. Jusqu'à 90 % des ouvriers typographes de notre maison étaient des opposants. Ils travaillaient dans l'imprimerie des* Izvestia *et d'autres imprimeries.* »

La direction de l'organisation clandestine envoyait directement courriers et messages dans les centres régionaux qui se mettaient en place, lesquels en assuraient la diffusion aux groupes d'oppositionnels, jusque dans les colonies et les isolateurs. Elle fut d'abord dirigée par Boris Eltsine, bolchevik depuis 1903. Il avait présidé le soviet d'Ekaterinoslav, en Ukraine, et fait partie de l'exécutif du soviet de Petrograd en 1917. Il était l'un des dirigeants de l'Opposition depuis 1923. Quand il fut arrêté, Grigori Iakovine, un jeune diplômé de l'Institut des professeurs rouges, le remplaça. Quand on arrêta

Iakovine, d'autres prirent le relais : l'activité du centre clandestin continua.

Début 1928, les tracts de l'Opposition réapparurent à Moscou, appelant les travailleurs à « *chasser les bureaucrates* ». Distribués le plus souvent en petites quantités, ces tracts étaient collés sur les murs des usines, dans les tramways, les trains de banlieue. Quelquefois, on les lisait à voix haute, quoique discrètement, devant de petits groupes d'ouvriers à l'usine. On menait aussi des opérations plus spectaculaires. Dogard raconte l'organisation d'un « *coup d'éclat* » pour l'anniversaire d'Octobre en 1928. Kalinine, membre du bureau politique stalinien[10], devait faire un discours au théâtre Stanislavski ; juste avant la cérémonie, des camarades apportèrent 200 tracts à Dogard. Les oppositionnels se répartirent en plusieurs groupes dans la salle, et alors, dit Dogard, « *l'un de nous descendit au sous-sol, où il éteignit les lumières, et au moment où elles s'éteignirent, nous jetâmes nos tracts du deuxième balcon dans la salle. Dans l'obscurité, j'entendis alors quelqu'un chuchoter : "*Ce sont sûrement les trotskystes... Il faut en informer qui de droit.*" Une voix lui répliqua : "*Calme-toi, reste assis, ce ne sont pas tes affaires...*" »*

D'après l'historien russe Mikhaïl Vassiliev, les archives du GPOu témoignent de l'influence de l'Opposition parmi les ouvriers d'industrie à Leningrad et de ses capacités d'organisation dans cette ville.

À la fin de 1928, s'ouvrit dans tout le pays une campagne pour le renouvellement des conventions collectives entre l'administration et les collectifs ouvriers des entreprises. Dans les dizaines de tracts différents diffusés alors dans les usines de Leningrad, l'Opposition insistait sur la stricte exécution de résolutions qui prévoyaient l'augmentation du salaire réel en liaison avec celle de

[10] Appelé *politburo* en russe.

la productivité, afin de couvrir les hausses importantes du coût de la vie.

Suite aux hausses de prix, un mouvement de grève démarra et prit de l'ampleur. L'Opposition écrivit : « *Jamais encore les syndicats et les masses ouvrières n'ont été aussi éloignés de la gestion socialiste actuelle de l'industrie.* [...] *S'il est impossible d'éviter la grève par un règlement pacifique et si, au moment opportun, elle est nécessaire, les bolcheviks-léninistes doivent prendre la tête du mouvement partout et en se souciant en tout lieu de la défense des intérêts des travailleurs, luttant sans merci contre les perversions bureaucratiques.* » L'Opposition réclamait l'application stricte de la durée de 8 heures par jour de travail, en précisant : « *Il faut résister fermement à ceux qui, sous couvert du mot d'ordre de la journée de travail de 7 heures, introduisent en cours d'année, et contrairement à la loi, le travail de nuit des femmes et des enfants, et intensifient la productivité à tel point que cela menace la santé de l'ouvrier.* » Pour contrer l'arbitraire des bureaucrates, elle exigeait qu'on introduise dans le code pénal des articles punissant toute infraction aux conventions collectives et tout licenciement illégal. Elle se déclarait enfin pour le « *contrôle public des ouvriers sur les fonds réservés aux salariés* », afin de savoir « *où passent les économies réalisées grâce aux gains de productivité* ».

Le 28 octobre 1928, le GPOu démantela une typographie clandestine à Peterhof, près de Leningrad. Il y saisit des machines à polycopier, des calques, de l'encre d'imprimerie et près de 15 000 documents imprimés.

Le 4 mars 1929, un rapport du GPOu adressé à la direction du parti léningradois indiquait qu'il ne restait plus dans l'Opposition clandestine « *que des ouvriers* », chiffrant à 583 ses soutiens dans diverses entreprises[11]. Le rapport du GPOu concluait : « *Si un*

[11] Vassiliev estime, lui, les forces de l'Opposition à près de 1 500 personnes pour la ville.

militant s'était présenté auprès de personnes isolées, il aurait, sans conteste, réussi à organiser, sans peine, un groupe dans telle ou telle autre entreprise. On peut clairement imaginer le danger potentiel que représentent les chiffres cités. » La découverte de nombreux oppositionnels dans le parti suscitait l'inquiétude des autorités : « *Les tâches à responsabilité, dans le mouvement clandestin, sont exercées par des membres du parti... Souvent, les collectifs, connaissant l'activité de tel ou tel membre du parti, ne font rien, et donnent, ainsi, la possibilité à l'Opposition d'avoir dans ses rangs des membres du PC. Cette situation donne au mouvement trotskyste clandestin les conditions nécessaires pour conspirer.* »

Malgré les perquisitions et les arrestations, malgré la désorganisation du groupe de Leningrad qu'engendrait l'intervention du GPOu, des documents de l'Opposition continuèrent à pénétrer dans la ville par la Neva, à travers des réseaux échappant à la police politique. Et cela pendant plusieurs années.

À en croire un rapport du centre adressé à Trotsky en octobre 1928, les bolcheviks-léninistes avaient une implantation relativement importante dans de nombreuses autres grandes villes : à Kiev, Kharkov, Dniepropetrovsk (Ukraine), Toula, Ivanovo-Voznessensk, Saratov (Russie), Tiflis (Géorgie), Bakou (Azerbaïdjan), etc. À Dniepropetrovsk, centre industriel de près de 250 000 habitants, l'Opposition comptait alors 220 militants. Et dans les régions où son implantation était moindre, elle réussit néanmoins à s'organiser à l'échelle régionale et à établir des liens avec Moscou, comme dans l'Oural.

Chapitre IV

Dans l'Oural

Les principaux centres industriels ouraliens étaient Sverdlovsk, Perm, Oufaleï, Nijni-Taguil. De vieux-bolcheviks oppositionnels, comme Beloborodov, Mratchkovsky, Sosnovsky, Baranov, qui avaient joué un rôle important pendant la révolution et la guerre civile, étaient connus personnellement des prolétaires ouraliens ayant combattu à leurs côtés. Ils furent tous envoyés en déportation dans le courant de l'année 1928 : des jeunes qui avaient adhéré au parti entre 1917 et 1920 reprirent alors le flambeau.

Dans l'*oblast* (département) de Sverdlovsk, un rapport de la commission chargée de suivre la « *liquidation* » des groupes trotskystes estimait, en mars 1928, qu'il y avait 218 oppositionnels organisés avant le congrès. Il désignait les organisations du parti « *les plus affectées par l'Opposition* » : deux usines métallurgiques, la station ferroviaire d'Oufaleï, une université et l'Institut polytechnique de l'Oural, ainsi que le tribunal régional, avec à leur tête un nommé Kouzovnikov. Membre du parti depuis 1918, il avait combattu pendant la guerre civile, puis, membre de l'Opposition de 1923, il avait animé le groupe de l'Université Sverdlov à Moscou. Depuis janvier 1927, il travaillait au tribunal régional comme adjoint du procureur. Mais il fit défection à la veille du congrès et informa le GPOu sur l'organisation qu'il dirigeait.

Les bolcheviks-léninistes de la région se divisèrent alors entre ceux qui se préparaient à capituler et ceux qui attendaient des directives de Moscou. Ces derniers, majoritaires, décidèrent « *d'annoncer formellement l'arrêt du travail antiparti mais, en pratique, de considérer cet arrêt comme une simple manœuvre politique* ». Des consignes pour réorganiser un centre régional clandestin arrivèrent peu après de Moscou avec une lettre de Beloborodov. Les contacts entre groupes locaux étaient perdus, il n'y avait plus de structures organisationnelles, à de rares exceptions près : à Troïtsk, un groupe d'une douzaine de militants subsistait, sous la direction d'un vieux-bolchevik membre du parti depuis 1906, Klepatsky. Responsable local du parti, on n'avait pas pu prouver son appartenance à l'Opposition malgré de forts soupçons. Il fut néanmoins exclu avec trois autres oppositionnels.

À partir de février 1928, l'activité des militants reprit son essor et, à l'été, ils avaient renforcé leurs liens au point que se posa la question de fonder un nouveau centre régional. P. Neïmychev, N. Raznov, ainsi que le frère et le neveu de Mratchkovsky, en formèrent le noyau. Ils envoyèrent un émissaire à Moscou, qui revint avec de la « *littérature politique* » et des « *instructions orales* ». Le centre moscovite approuvait la mise en place d'une direction composée de Raznov, Neïmychev et un employé, Partine.

Faute de moyens d'impression, il fallait acheminer des tracts depuis Moscou, située à 1 800 km. Dans les archives du GPOu se trouvent aussi des tracts édités à Leningrad, à 2 300 km de Sverdlovsk, et à Mariinsk, aussi loin mais à l'est. En septembre 1928 furent envoyés de Moscou « *500 tracts sur la maladie de Trotsky* » (l'Opposition craignait pour sa santé alors que, déporté, il ne pouvait recevoir des soins appropriés) et « *cinq ou six discours* ». Portant en bandeau : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* », ils

s'adressaient « *à tous les communistes, komsomols, à tous les travailleurs et travailleuses* ». On les répartissait pour les diffuser : 100 pour la gare, 50 pour la station d'électricité, 150 pour six grosses entreprises des environs de Sverdlovsk, 200 pour la province, etc. On en déposait dans les trains qu'empruntaient les ouvriers pour se rendre au travail, on en envoyait par la poste dans des logements ouvriers, on en collait sur les journaux muraux officiels. Certains étaient recopiés à la main.

Ces tracts – et l'on imagine quelle somme d'efforts il fallait pour se les procurer et les distribuer – étaient la seule source d'informations et commentaires politiques indépendants de la presse officielle. Ils popularisaient les mots d'ordre de l'Opposition, tels que l'accélération du rythme de l'industrialisation, l'augmentation des salaires, l'organisation de soviets de paysans pauvres pour lutter contre les koulaks, etc. On y faisait part de l'arrestation des oppositionnels, des conditions de vie dans les colonies de déportés bolcheviks-léninistes, on appelait les ouvriers à prendre leur défense...

Des textes internes de l'Opposition circulaient également – des centaines à en croire les archives, ce qui témoigne de l'activité du centre moscovite. Tous les mois, à partir de septembre 1928, l'Oural envoya un militant à Moscou pour aller les chercher. En novembre, l'oppositionnel Slobodtchikov rapporta à Perm « *une corbeille pleine* » de matériel politique, « *plus une dizaine d'ouvrages* », dont une lettre de Trotsky sur *Le plenum de juillet et le danger de droite*. On se procurait lettres et essais portant sur les problèmes politiques de l'heure, écrits par les cadres de l'Opposition déportés, voire par des militants relativement isolés, tant les débats qui traversaient le mouvement étaient importants et pressants pour tous. Ces textes, rapportés de Moscou en quelques exemplaires, circulaient de main en main. On put même établir une correspondance directe avec

certains dirigeants déportés, en particulier Sosnovsky qui, après quelques mois à Barnaoul, se retrouva dans l'isolateur ouralien de Tcheliabinsk. Sosnovsky réussit même, dit-on, à y publier un véritable « *journal politique* ».

L'apparition de tracts dans de nouvelles localités, comme à Irbit en mars 1929, prouve que l'activité des trotskystes prit de l'ampleur. Pourtant, malgré plusieurs tentatives, ils ne réussirent pas à acquérir durablement leur propre matériel d'impression, le GPOu et les arrestations rendant la tâche extrêmement difficile.

Pour trouver des contacts et recruter de nouveaux militants, les bolcheviks-léninistes de Tcheliabinsk adoptèrent une « technique » recommandée par Léon Sedov, venu dans la région à la fin de 1927 : on évoquait la menace d'une insurrection des koulaks contre le pouvoir soviétique et la nécessité de se préparer à le soutenir. On discutait davantage avec ceux qui approuvaient cette idée ; on leur faisait ensuite lire le *Testament* de Lénine et la *Plate-forme des bolcheviks-léninistes* au XV[e] congrès, ou la *Déclaration des Treize* de 1926. Il y eut beaucoup de refus d'intégrer l'organisation, et l'Opposition gagna plus de sympathisants que de militants. C'était néanmoins un résultat important : les trotskystes réussissaient à s'entourer, dans un contexte instable où grandissait le danger d'une nouvelle guerre civile. Pour leur part, les autorités, quand elles découvraient un trotskyste, ne faisaient pas de distinction, et nombre de sympathisants furent arrêtés, déportés et emprisonnés.

Les oppositionnels s'efforçaient d'intervenir autant que possible dans les organismes du parti, des komsomols et des syndicats afin d'y gagner la confiance des travailleurs. Ainsi, l'oppositionnel Belaïev, délégué syndical à la conférence régionale des métallurgistes de l'Oural, avait reçu mandat de son comité d'usine « *de défendre l'annulation du décret sur l'augmentation du prix du pain* ».

Sosnovsky lui conseilla d'utiliser la conférence « *pour faire du bruit dans toute la région* ». Du bruit, il en fit, à en juger par le fait que les responsables locaux lui retirèrent son mandat.

À Nadejdinsk, en novembre 1928, trois jeunes bolcheviks-léninistes, exclus des komsomols, « *s'insinuèrent* » dans une réunion commune du parti et des syndicats, selon l'acte d'accusation établi à leur encontre. Ils y prirent la parole pour critiquer l'augmentation du prix du pain et les concessions faites aux koulaks : « *Il faut faire pression sur le koulak, or on lui fait des faveurs.* » Ils n'épargnèrent pas la direction : « *Le parti cache les déviations de ses dirigeants. Le danger de droite est conduit par Rykov, Kalinine, Ouglanov...* » Leurs interventions se terminèrent par « *du bruit et un scandale* ».

Enfin, à Perm, dans une réunion du parti, l'oppositionnel Zaïtsev accusa la direction d'un combinat industriel local de protéger d'anciens gardes blancs, qui travaillaient dans les services administratifs et provoquaient des pertes pour l'entreprise. Il dénonça les dépenses infondées, le bureaucratisme de la direction, le fait que pour les adieux de l'ancien directeur on avait organisé une fête avec des cadeaux, ce qu'interdisaient des directives spéciales à ce sujet. Après de longs débats, les responsables du parti infligèrent un blâme et un avertissement aux dirigeants du combinat. C'était un succès dans la mesure où l'un des mis en cause avait un poste dans l'appareil du parti : l'assistance ne lui laissa même pas la parole pour se défendre. En décembre 1928, les bolcheviks-léninistes de Perm se donnèrent pour objectif de distribuer « *partout où c'est possible* » des documents dévoilant le mode de vie des bureaucrates, tels un certain Kolybalov qui touchait des revenus d'un logement loué à des ouvriers. Zaïtsev fut bientôt arrêté. Mais en 1929, depuis son lieu de déportation dans la province de Vologda, il continua à

envoyer des documents sur les gardes blancs et autres « *intrus* » occupant des fonctions dans la région de Perm.

D'après l'historien russe Chabalyne, le noyau de l'organisation clandestine dans les villes de l'Oural comptait environ 150 militants en 1928-1929, outre tous les déportés et, sans aucun doute, plusieurs centaines de sympathisants autour d'eux. La police démantela les groupes les plus actifs au cours de l'année 1929. Mais certains continuèrent à exister pendant des années. En 1932-1933, dirigée par le bolchevik Slobodtchik, une nouvelle organisation régionale essaya de se mettre en place, dont on arrêta aussitôt tous les membres. À Nijni-Taguil, Efim Soloviev, qu'on appelait le « *grand-père* » des oppositionnels de l'Oural, animait un groupe dont on n'arrêta les militants qu'en 1934.

Chapitre V

Trotsky banni
Le *Bulletin de l'Opposition*

L'Opposition ayant survécu à la répression et même réussi à réorganiser ses forces malgré les capitulations, Staline décida de lui porter un coup qu'il espérait fatal, fin 1928, en expulsant Trotsky hors d'URSS.

Trotsky incarnait l'autorité morale et politique de la génération qui avait assuré la victoire de la révolution en 1917. Même déporté au fin fond de l'Asie centrale, l'ancien compagnon de Lénine était présent dans tous les esprits parmi les militants du PC(b) qui avaient connu Octobre et la guerre civile et, au-delà, dans de larges fractions de la classe ouvrière. Malgré les calomnies lancées dès 1923 par le trio Staline-Zinoviev-Kamenev afin de le discréditer, le nom de Trotsky – longtemps associé à celui de Lénine, après 1917, dans l'expression d'usage courant *« le Parti de Lénine et Trotsky »* – avait fini par incarner la grandeur morale des révolutionnaires face à la médiocrité, l'esprit routinier, la rouerie, l'autoritarisme brutal et l'appât du gain des bureaucrates. Pour ces derniers, ce nom évoquait l'empêcheur de profiter en rond, le partisan infatigable de la révolution mondiale, celui qui œuvrait à de nouveaux bouleversements révolutionnaires et appelait la classe ouvrière à balayer la caste parasitaire au pouvoir.

À l'été 1928, les jeunes mais déjà célèbres écrivains soviétiques Ilf et Petrov publièrent une nouvelle satirique, *Une personnalité lumineuse*. De façon déguisée, elle faisait référence à Trotsky et à ce paradoxe de l'absent qui, parce qu'il hante les esprits, est omniprésent. Le récit mêlait la fiction à des allusions politiques que chacun pouvait comprendre, moquant les travers de la société soviétique et de la bureaucratie. Ainsi, dans une ville imaginaire, dénommée par dérision « *Gloire de la nourriture* », un inventeur loufoque a conçu une machine qui fabrique trois millions de *pelménis* (raviolis sibériens) à l'heure, lesquels, faute de pouvoir tous être mangés, pourrissent à l'air libre ; le Club central de la ville est un cube immense visible de partout mais où personne ne peut entrer ; il n'y a pas d'industrie, faute de matières premières, mais une fabrique de tambours et trompettes ; un grand chef y abuse de son pouvoir, etc. Le héros, un jeune employé, disparaît par accident aux yeux de tous : on l'entend mais on ne le voit plus. Devenu le « *camarade Transparent* », il en vient à comprendre qu'il y a dans le pays « *au moins quinze fieffés coquins* » (à peu près l'effectif du *politburo* stalinien) et, profitant de sa présence invisible, se lance dans une croisade pour rétablir la justice sociale, améliorer les mœurs et mettre fin à l'arbitraire des chefs auxquels il inspire une peur terrible. Cette fable laisse entrevoir comment une partie de l'opinion considérait les « chefs » du moment et estimait que, face à eux, Trotsky, écarté du pouvoir mais gardant une grande autorité morale, saurait seul redresser la situation s'il revenait à la tête du pays.

Les archives du GPOu témoignent, à leur façon, de l'influence et du prestige de Trotsky, qui empêchaient encore Staline de le faire disparaître, fût-ce en l'enfermant dans un isolateur. Au moment du congrès de 1927, un mouchard du GPOu rapporta l'anecdote suivante sur un ancien de l'Armée rouge : « *Ayant levé son verre de*

vodka, il se tourna vers un grand portrait de Trotsky qui était dans sa chambre et fit un discours entier, lui jurant son dévouement, et il dit : "Qu'on me chasse du parti, qu'on me prive de mes décorations, je resterai fidèle à mon chef, encore une fois prêt à verser mon sang pour lui à son premier appel !" »

Dans ses mémoires, l'oppositionnel I. Abramovitch[12] commenta la décision de bannir Trotsky de la façon suivante : « *Tant que Trotsky restait en URSS, il continuait à exercer son influence non seulement sur les oppositionnels, mais aussi sur le parti dans son ensemble. Les départs de l'Opposition se comptaient par unités, et on peut même dire que, après l'écrasement de l'Opposition et les mesures prises à son encontre, un sentiment de sympathie à l'égard des oppositionnels avait commencé à se développer dans la masse du parti. Et c'est bien pour cela que Staline décida d'expulser Trotsky hors de l'URSS et qu'il obtint une résolution en ce sens du politburo.* »

À partir d'octobre 1928, suite au regain d'activité de l'Opposition, la surveillance se renforça autour de Trotsky. On commença à bloquer son courrier. En décembre, le *politburo* exigea qu'il renonce à son activité politique, sous peine d'un « *nouveau changement de résidence* ». Trotsky ayant bien sûr refusé, Staline décida de le bannir « *au-delà des limites de l'URSS* » et, en février 1929, il fut débarqué à son corps défendant sur l'île de Prinkipo, près d'Istanbul.

Par la suite, Staline regretta probablement sa décision, même si elle entraîna des difficultés pour l'Opposition dans un premier temps. En effet, bien que Trotsky dût alors errer sur une « *planète*

[12] I. Abramovitch réchappa du massacre des trotskystes et, après deux décennies de déportation, puis de relégation, il rédigea ses mémoires. Il les dédia à ses camarades « *du groupe de militants de l'Institut Plekhanov d'économie de Moscou qui combattirent sous la direction de L.D. Trotsky dans les rangs de l'Opposition et périrent dans les prisons et les camps à l'époque de la terreur stalinienne* ».

sans visa »[13], avant d'arriver au Mexique, seul pays disposé à l'accueillir en 1936, il trouva à l'étranger une liberté de parole et d'action qu'aucun dirigeant de l'Opposition resté en URSS n'aurait jamais plus. Loin de se trouver mis hors de combat, il élargit le champ de son activité politique. Et bien que la liaison avec l'Opposition soviétique ait nécessité d'énormes efforts permanents, Trotsky put lui apporter depuis son exil une aide politique et organisationnelle irremplaçable. C'est lui aussi qui fit connaître et prolongea le combat de l'Opposition en dehors de l'URSS, en faisant tout pour transmettre le capital politique des bolcheviks-léninistes aux révolutionnaires des autres pays.

Une fois en Turquie, Trotsky lança une nouvelle publication, acheminée clandestinement en URSS, le *Bulletin de l'Opposition de gauche*. D'après la présentation du premier numéro, son but était notamment de « *servir le combat quotidien de l'Opposition au moyen d'informations solidement établies. Dans les pages de ces* Bulletins *nous publierons les documents d'actualité de la lutte de l'Opposition, ainsi que des informations générales sur la vie du PC(b) et de la république soviétique.* » Le *Bulletin* allait se nourrir des correspondances d'oppositionnels soviétiques, militants clandestins du parti, déportés et détenus, se faisant l'écho de leurs conditions d'existence, de leur activité et positions politiques, en un mot de leur combat. Il allait permettre à Trotsky de jouer son rôle de dirigeant d'un parti, même de loin, ainsi qu'à Rakovsky et à d'autres cadres de l'Opposition demeurés en URSS. Avec le *Bulletin*, chaque oppositionnel pourrait mieux s'orienter dans le cours des événements et, même isolé, se sentir plus proche de ses camarades de lutte, fort d'une solidarité militante reposant sur le combat commun.

[13] Titre du dernier chapitre de son autobiographie *Ma vie.*

La publication annonçait : « *L'Opposition se présente comme une fraction internationale et c'est uniquement en tant que telle qu'elle a droit à l'existence. Voilà pourquoi nous publierons dans ces pages des documents concernant la lutte des bolcheviks-léninistes non seulement dans la république des Soviets, mais dans le monde entier aussi.* » Les bolcheviks-léninistes ne perdaient en effet jamais de vue que leur propre salut et, en fin de compte, celui de l'URSS dépendaient du rapport de force que le mouvement ouvrier international saurait créer ou pas en faveur de la révolution mondiale.

En novembre 1929, Trotsky écrivait : « *Ensemble, nous devons frayer le chemin du* Bulletin *en Union soviétique. Nous avons besoin de correspondances, de lettres, d'articles qui décrivent ce qui est. C'est seulement ainsi que nous pourrons décrire ce qui arrivera ou ce qui pourra arriver.* » Alors que le stalinisme distillait dans la presse sa vision aux ordres et frelatée de la situation, le *Bulletin* allait devenir pour beaucoup – y compris pour les sommets de la bureaucratie d'ailleurs – la seule source d'information fiable parce qu'indépendante.

Léon Sedov, qui avait accompagné son père en exil, prit en charge la publication du *Bulletin* et l'organisation de ses filières d'acheminement. Pour ce faire, il s'installa à Berlin en 1931, puis à Paris après l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Jusqu'en 1932, il réussit à entretenir une correspondance personnelle importante avec des oppositionnels soviétiques, dont le *Bulletin* se faisait l'écho. Puis, le GPOu ayant coupé les liaisons postales, il fallut rétablir les contacts par le biais de sympathisants qu'on trouvait parmi les touristes, étudiants, fonctionnaires voyageant hors d'URSS ou s'y rendant. Les oppositionnels se trouvant à l'étranger recrutaient les relais nécessaires. Nina Vorovskaïa, fille d'un vieux-bolchevik, participa à ce travail en Allemagne, où on l'avait autorisée à aller soigner sa

tuberculose. Des membres des délégations commerciales soviétiques jouèrent, un temps, le même rôle.

Ayant quitté l'Allemagne, Sedov dut reprendre tout le travail autour du *Bulletin*. Il écrivit à Trotsky : « *L'organisation des voyages, leur utilisation, leur transmission, tout cela a demandé à chaque fois de nombreuses heures de réflexion et de travail, presque un travail de joaillier.* [...] *Souvent il faut non seulement donner des instructions mais aussi et avant tout convaincre. Personne (sauf une exception) n'est venu de lui-même ; il a fallu les trouver et les attirer.* »

Pliés à l'intérieur des journaux des partis communistes étrangers, des exemplaires du *Bulletin* étaient envoyés à des institutions en URSS : ministères, administrations, entreprises, universités, bibliothèques, clubs, etc. Ils étaient réceptionnés et transmis par des militants à qui on avait fait savoir par avance où et quand les récupérer. Il existait des formats plus discrets, les « *petits* », imprimés sur du papier très fin qu'un voyageur pouvait dissimuler sur lui. Parfois on réussissait à acheminer le *Bulletin* dans des ports soviétiques grâce à des marins. Trotsky exhortait ses partisans hors d'URSS à déposer le *Bulletin* dans les kiosques à journaux « *de rues très passantes, à proximité des ambassades et des consulats. Il faudrait le vendre dans les gares, peut-être carrément devant les accès aux trains qui vont en Russie. Le* Bulletin *doit être bien en vue et non pas enterré au fond du kiosque.* » Un des protagonistes du roman de Victor Serge *S'il est minuit dans le siècle*, ingénieur en mission à Paris, découvre un exemplaire du *Bulletin* dans un kiosque et, dévoré de curiosité, le lit dans sa chambre d'hôtel, prenant des notes avant de le détruire, car il sait que c'est un motif d'arrestation – à laquelle il n'échappera pas.

Chapitre VI

Élargir le combat à l'Internationale

Depuis 1923, la politique de l'Internationale communiste[14] (IC), sous la direction de Zinoviev, puis de Boukharine et Staline, avait conduit à des échecs répétés, catastrophiques pour le mouvement ouvrier. L'Opposition avait d'abord cherché à redresser la ligne politique du PC(b) et, du même coup, celle de l'Internationale. Mais, compte tenu de la situation plus difficile dans laquelle elle se trouvait après 1927, Trotsky prit la décision de s'adresser plus largement et directement aux partis communistes (PC) des autres pays.

Les bolcheviks-léninistes, tels Rakovsky, Ioffé et d'autres, que Staline avait envoyés en mission diplomatique ou commerciale à l'étranger – mesure d'éloignement ayant précédé leur exclusion du parti – n'avaient pas caché leurs opinions aux communistes qu'ils côtoyaient à l'étranger. Eléazar Solntsev, jeune cadre de l'Opposition en qui Trotsky voyait l'un de ses futurs dirigeants, avait ainsi convaincu des militants communistes en Autriche, en Allemagne, puis aux États-Unis. Quand l'appareil du parti décida de rappeler en URSS tous ceux qui ne soutenaient pas la ligne politique de Staline, Rakovsky rentra. Solntsev, auquel Trotsky avait conseillé de rester à l'étranger, préféra aussi partager le sort et le combat de ses camarades : rentré en URSS, il partit aussitôt en déportation.

[14] L'Internationale communiste ou Troisième Internationale est également appelée Komintern, selon son acronyme russe.

Alors qu'il se trouvait à Alma-Ata, Trotsky saisit l'occasion du VI^e^ congrès de l'IC, qui se tint à Moscou du 17 juillet au 1^er^ septembre 1928, pour dénoncer devant ses sections le cours impulsé par la direction stalinienne. Il écrivit une *Critique du projet de l'IC*[15], que l'Opposition réussit à faire traduire en plusieurs langues et à introduire dans le dossier destiné aux délégués de divers pays.

Les délégués qui eurent la curiosité de lire ce texte tombé entre leurs mains, alors qu'on leur refusait l'accès aux écrits de l'Opposition, découvrirent ses positions sans les déformations habituelles qu'en faisait l'appareil. C'est lors de ce congrès que des délégués nord-américains, James Cannon et Maurice Spector – le premier ayant été l'un des fondateurs du Parti communiste aux États-Unis en 1919, le second au Canada – eurent accès aux analyses de Trotsky. Ils revinrent en Amérique avec la volonté d'y militer pour redresser la politique de leurs PC respectifs, et de convaincre de cette nécessité le maximum de leurs camarades. Lors du congrès, un délégué indonésien monta à la tribune pour développer les critiques de l'Opposition sur la politique de l'IC dans la révolution chinoise, mais il fut le seul. En fait, peu de délégués eurent accès aux thèses de l'Opposition et encore moins y adhérèrent. Cependant la démarche entreprise et son succès relatif furent ressentis comme une menace : au lendemain du congrès, les partis de l'Internationale furent épurés et repris en main.

De même qu'il n'était pas question pour Trotsky de renoncer à régénérer le PC(b), il ne pouvait abandonner l'IC aux staliniens. Même si le reflux de la vague révolutionnaire et la politique stalinienne avaient fait perdre bien des forces à l'Internationale, elle continuait à attirer et organiser des millions de travailleurs à travers

15 Elle fut publiée ultérieurement dans le recueil intitulé *L'Internationale communiste après Lénine*.

le monde, dont beaucoup avaient la volonté, ou simplement l'espoir, de faire la révolution « comme en Russie ». Il fallait se frayer un chemin jusqu'à eux.

Cannon, bientôt exclu du PC américain, fonda avec quelques camarades une des premières organisations « trotskystes » à l'étranger, la Ligue communiste d'Amérique. Trotsky allait aider à la création de noyaux d'organisations bolcheviques-léninistes partout où c'était possible. En France, il s'appuya sur d'anciens syndicalistes révolutionnaires auxquels il était lié depuis la guerre, Monatte et Rosmer. Durant le premier conflit mondial, alors que la CGT, dont ils avaient été des animateurs, se vautrait dans l'union sacrée avec la bourgeoisie française, Monatte et Rosmer avaient maintenu levé le drapeau de l'internationalisme et fait partie des premiers à soutenir la révolution bolchevique. Quand Zinoviev et Staline avaient entrepris de mettre au pas les PC, on les avait exclus de la section française de l'IC.

Cependant aucune de ces organisations naissantes n'avait le poids, le capital politique et militant des bolcheviks-léninistes en URSS. Pour beaucoup issus de la jeunesse étudiante et passés par l'école de la social-démocratie après son ralliement à l'ordre bourgeois, ou par celle des PC stalinisés, les militants de ces tout petits groupes n'avaient ni la force ni souvent la ferme volonté politique de disputer aux staliniens leur influence sur la classe ouvrière. Venus au trotskysme par rejet de l'image du communisme que donnait le stalinisme, ils n'étaient pas assez liés à la classe ouvrière pour ne pas subir les pressions politiques et sociales de la petite bourgeoisie dont ils étaient issus ou qu'ils côtoyaient dans leur activité militante. Trotsky saluait leurs qualités personnelles et leur choix de se réclamer du marxisme révolutionnaire contre la réaction stalinienne – alors que la plupart des intellectuels en vue, devenus

« *amis de l'URSS* » depuis que la bureaucratie y triomphait, se faisaient de fait les complices des crimes de Staline. Mais bien souvent, Trotsky, et Sedov avec lui, eurent à batailler contre le manque de sérieux et d'opiniâtreté des trotskystes d'Europe et d'Amérique, chez qui les questions personnelles prenaient souvent le pas sur les problèmes politiques, qui ne publiaient pas régulièrement leur presse, recherchaient l'approbation des appareils syndicaux et des partis dits ouvriers plutôt que de s'adresser aux travailleurs du rang, reprenaient telle ou telle idée en vogue dans la petite bourgeoisie (pour qui il était de bon ton de mettre la révolution d'Octobre et le stalinisme dans le même sac), etc.

Mais quels qu'aient pu être les insuffisances de ces petits groupes, et les défauts graves que la plupart allaient développer par la suite, l'apparition d'organisations se réclamant du bolchevisme-léninisme hors des frontières de l'URSS représentait un espoir. Grâce à elles, Trotsky ne restait pas isolé : le révolutionnaire en exil se retrouvait à la tête d'un courant international, fragile mais réel, défendant l'héritage du bolchevisme.

Deuxième partie

« Tournant à gauche » du Kremlin et crise de l'Opposition

Chapitre Ier

Industrialisation, collectivisation et guerre civile dans les campagnes

Cela faisait cinq ans que l'Opposition dénonçait l'orientation théorisée par Boukharine, Rykov et Tomski, qui encourageait l'enrichissement des nepmen et des koulaks, dont l'activité était censée faire progresser l'économie. La direction centriste du parti appliquait sans réserve cette politique de droite, qui accroissait le poids de la bourgeoisie issue de la NEP[16], pour la raison principale qu'elle contrait celle préconisée par l'Opposition de gauche. La politique de droite comportait de graves dangers pour la république soviétique, mais aussi – la suite allait le montrer – pour la direction stalinienne qui la mettait en œuvre.

L'importance accordée à l'agriculture, notamment sous la forme d'injections de fonds par l'État, se faisait au détriment de l'industrie, dont le poids relatif et les moyens, au lieu d'augmenter, tendaient à diminuer. Le niveau de vie des ouvriers ne progressait pas ; il se dégradait même, la classe ouvrière étant la dernière roue du carrosse de la politique de droite. Dans la déclaration des Treize en juillet 1926, l'Opposition avait écrit : « *Ce n'est qu'à condition*

[16] La NEP (Nouvelle politique économique) fut lancée en 1921. Pour ranimer une économie que la guerre civile avait laissée en ruines, on réintroduisit des éléments d'économie de marché « *pour un temps limité* ». Sous la direction de Zinoviev-Staline, puis de Staline-Boukharine, on laissa libre cours aux forces bourgeoises profitant de la NEP (nepmen et koulaks).

de développer avec suffisamment de puissance l'industrie qu'il sera possible d'assurer à la fois le relèvement des salaires et les bas prix des marchandises dans les campagnes. » Elle préconisait de taxer davantage koulaks et nepmen pour financer un développement industriel massif et rapide. Mais la direction du parti n'en avait cure, Staline qualifiant Trotsky de « *super-industrialisateur* ».

En 1928, l'industrie n'était toujours pas en mesure de produire des marchandises à bas coût qu'elle puisse fournir en quantité suffisante à la population, en majorité paysanne. En revanche, koulaks, commerçants, spéculateurs grouillaient sur le corps de la société soviétique : la bourgeoisie se renforçait et, plus elle se renforçait, plus elle manifestait son hostilité envers l'État ouvrier. Ce dernier, parce qu'il interdisait l'appropriation privée des terres et limitait les possibilités d'expansion des entreprises et du commerce privés, restait profondément étranger aux nepmen, malgré leurs liens et accointances avec les bureaucrates. Ils aspiraient à l'abolition du monopole du commerce extérieur, réclamaient le secret des affaires, le droit de posséder et de revendre la terre, celui de s'enrichir par l'usure (déjà pratiquée de façon illégale) : ils voulaient le rétablissement du capitalisme sans restriction aucune.

Dans les campagnes, les koulaks avaient de l'ascendant sur la paysannerie pauvre et moyenne, qu'ils faisaient travailler pour eux, à qui ils avançaient des semences, voire quelques sous entre deux récoltes. Les paysans riches se soumettaient ainsi de larges fractions du monde rural, y compris les bureaucrates locaux qu'ils corrompaient. Durant l'année 1928, ils organisèrent l'accaparement des blés. Menaçant de famine les grandes villes, ils prenaient l'État à la gorge. La bureaucratie, représentée majoritairement par la direction centriste du parti, sentit alors que le régime risquait de

s'effondrer face à l'offensive bourgeoise, et qu'elle-même n'y survivrait pas.

Staline, qui venait de battre l'Opposition de gauche, avait les mains libres pour se retourner contre la droite et sa politique, qu'il avait appuyée jusque-là. Faute d'avoir elle-même un programme économique conséquent, la fraction stalinienne reprit celui de l'Opposition. Sans le reconnaître bien sûr, et avec ses propres méthodes bureaucratiques et empiriques. Pendant des mois, la direction effectua des allers-retours entre les politiques de droite et de gauche, oscillant au gré des vents, avant de se lancer dans l'élimination des koulaks et la collectivisation forcée. Le pays plongea dans la crise et une guerre civile ne disant pas son nom, tandis que centristes et droitiers se disputaient âprement la direction du parti.

La première étape de ce « tournant à gauche » vit la mise en œuvre du premier plan quinquennal, lancé en avril 1929, avec « effet rétroactif » au 1er octobre 1928. L'Opposition défendait l'idée d'un plan d'industrialisation depuis 1923. Staline, qui quelques mois auparavant soutenait encore la politique boukharinienne de « *construction du socialisme à pas de tortue* », n'hésita pas à proclamer avec forfanterie avoir pour objectif de « *rattraper et dépasser* » les pays capitalistes en cinq ans. Parallèlement, il lança une offensive contre la politique de droite, dénoncée comme incompatible avec la ligne générale du parti.

En juillet 1929, afin d'inciter les koulaks à vendre les produits agricoles qu'ils stockaient, le comité central releva notamment le prix du pain de 20 %. Faisant porter le poids de ses mesures sur la classe ouvrière, il cédait à la pression des koulaks. Loin de les amadouer, cela ne fit que les encourager à exiger toujours plus. Rakovsky écrivit : « *Le koulak essaie de nouveau, comme pendant la guerre civile, de renverser la dictature prolétarienne, mais les circonstances*

lui sont cent fois plus favorables. La catégorie des koulaks constitue une couche rurale peu nombreuse, mais très dense, enrichie d'une certaine expérience politique et disposant d'une quantité considérable d'excédents de céréales négociables, ainsi que de moyens de production – ce qui assure son influence sur une partie des paysans de condition moyenne et même pauvre. La catégorie des koulaks fait un calcul qu'elle n'aurait pu faire pendant la guerre civile : elle compte maintenant non seulement sur certaines parties de l'appareil des soviets qu'elle a eu le temps de corrompre et de soumettre, mais sur le courant de droite dans le parti qui a ses représentants jusque dans le comité central. »

Fin 1929, Boukharine se retrouva exclu du politburo et on chassa les représentants de la droite des organes dirigeants du parti à tous les niveaux. N'ayant plus le choix, Staline se résolut à s'attaquer aux koulaks. Il décréta la « *dékoulakisation* » et la collectivisation générale des exploitations agricoles. La paysannerie dans son ensemble allait devoir intégrer les kolkhozes de gré et surtout de force. Et cela de façon précipitée et bureaucratique, sans qu'on ait réuni les conditions indispensables au succès de la collectivisation. L'outillage nécessaire aux kolkhozes manquait, le bétail aussi. Et faute de trouver dans ces fermes collectives de quoi améliorer leurs conditions de travail et d'existence, les paysans voyaient là une mesure administrative les privant de la liberté d'exploiter leur propre terre. Au lieu de s'appuyer sur la paysannerie pauvre, comme le préconisait l'Opposition, la politique stalinienne la repoussait vers les koulaks. L'Opposition s'éleva donc contre cette collectivisation à laquelle les masses n'étaient préparées « *ni sur le plan économique, ni sur le plan spirituel* », selon les mots de Rakovsky. Au bout de six mois, on avait intégré 58 % des paysans dans les kolkhozes, mais la

production agricole, désorganisée, régressait, les paysans préférant sacrifier leur bétail plutôt que de le livrer aux kolkhozes.

Une *Lettre d'un ouvrier* publiée dans le *Bulletin de l'Opposition,* datée du 15 janvier 1930, disait : « *L'appareil, qui n'agit que par des mesures administratives et en vociférant dans la presse, peut faire des kolkhozes le contraire de ce qu'ils devraient être. Ils peuvent devenir les centres de l'organisation de tous les éléments hostiles à la campagne. Le mouvement koulak grandit indiscutablement. Un sérieux avertissement est donné par l'incident survenu dans le district d'Ivanovo-Voznessensk où une foule de paysans, sous l'influence directe des koulaks, s'est soulevée pour rosser les communistes.* » Et en juin, une lettre des déportés de Barnaoul accusait le comité central de vouloir « *transformer des petits propriétaires en socialistes à l'aide de l'eau bénite administrative et de l'onction du parti* ».

Pris de panique, le 2 mars 1930, dans un article intitulé « *Les vertiges du succès* », Staline dénonça les « *excès* » de la collectivisation. Selon son habitude, il rejetait la responsabilité de ses échecs sur les exécutants de sa politique. Un décret autorisa les paysans à quitter les kolkhozes : trois mois plus tard, il n'y restait plus que 23 % des familles paysannes. Dans la région fertile des Terres noires, où l'on avait regroupé 82 % des paysans dans les fermes collectives, il n'en restait plus que 18 % au mois de mai. L'été venu, confronté à une menace de famine dans les villes, Staline fit de nouveau volte-face : on exonéra d'impôt les kolkhoziens et on leur accorda des crédits pour acheter de l'outillage, tandis qu'on taxait lourdement les paysans isolés. Staline annonça la « *liquidation des koulaks en tant que classe* ». Une seconde guerre civile embrasa les campagnes, qu'a décrite Mikhaïl Cholokhov dans son roman *Terres défrichées*, malgré son souci d'exonérer Staline.

Comme au temps de la guerre civile, on envoya des travailleurs des villes pour réquisitionner les excédents de blé et souvent même le peu de blé indispensable à la survie du paysan et de sa famille. Accusés, le plus souvent à tort, d'être des koulaks, des millions de ruraux furent déportés en Sibérie et en Asie, non sans résistance. Vingt-cinq millions de paysans se retrouvèrent dans les kolkhozes, 61,5 % des familles paysannes soviétiques en 1932. Mais entre 1929 et 1934, d'après des statistiques officielles, les paysans abattirent 55 % des chevaux (19 millions de bêtes), 40 % des bêtes à cornes (11 millions), 55 % des porcs et 66 % des moutons. En Ukraine, grenier à blé du pays, la famine fit plus de deux millions de morts, et à peine moins de victimes au Kazakhstan et dans d'autres régions, dont celle de la Volga en Russie.

Comme l'expliqua Trotsky dans *La Révolution trahie* en 1936, la collectivisation stalinienne mise en œuvre pour échapper au danger koulak faillit aboutir au renversement de l'État ouvrier : « *Si les vaches sont déclarées propriété collective, mais s'il y en a trop peu ou si leurs pis sont trop maigres, des conflits commencent par suite du manque de lait : entre les villes et les campagnes, entre les kolkhozes et les cultivateurs indépendants, entre les diverses couches du prolétariat, entre la bureaucratie et l'ensemble des travailleurs. C'est précisément la socialisation des vaches qui les fit abattre en masse par les paysans.* » L'État ouvrier, redoutait l'Opposition, se trouva alors extrêmement fragilisé et une intervention étrangère, toujours possible, aurait pu en venir à bout. Si elle n'eut pas lieu, jugea Trotsky par la suite, c'est uniquement parce que l'impérialisme se trouva au même moment frappé de plein fouet par la crise économique de 1929.

Chapitre II

Capitulations en série

Le tournant stalinien prit de court l'Opposition. S'agissait-il d'un simple positionnement tactique dans l'affrontement opposant le centre à la droite, ou d'une nouvelle orientation politique durable ? La droite, qui semblait seule à avoir un programme cohérent, allant dans le sens des intérêts de la bourgeoisie, ne risquait-elle pas de l'emporter ? Sosnovsky témoignait dans une lettre à Trotsky : « *De façon générale, tout le monde discute la question :* "Y a-t-il un nouveau cours et, s'il existe, quelle doit être notre attitude ?" *La jeunesse mène une discussion très passionnée.* »

Pour Trotsky, ce tournant, entrepris comme une manœuvre pour libérer l'appareil de la pression de la droite, se changea en quelque chose de plus au fur et à mesure que s'aiguisait la lutte dans les campagnes. Les multiples retournements de la direction – ses « *zigzags* », disait Trotsky – sur la question de la collectivisation, le caractère bureaucratique et improvisé de ses mesures, la contrainte armée exercée contre des millions de paysans, mettaient en danger l'État ouvrier. Aussi formula-t-il une position consistant en un « *soutien critique* » au cours à gauche : il s'agissait pour l'Opposition de faire tout son possible pour que ce tournant se transforme en cours prolétarien conséquent, sous la pression des masses ouvrières que le régime cherchait à mobiliser contre la Vendée des koulaks. Il

fallait appuyer toutes les mesures empruntées au programme de l'Opposition, tout en critiquant l'aveuglement bureaucratique des staliniens, en exigeant aussi le rétablissement de la démocratie dans le parti et la réintégration de l'Opposition.

Cette dernière affronta toutefois une crise importante : nombre d'oppositionnels déroutés, parmi lesquels des dirigeants, conclurent que, face au danger de contre-révolution, l'urgence était de réintégrer le parti pour soutenir le centre contre la droite. Justifiées de la sorte, les capitulations se multiplièrent.

Fin 1928, Piatakov, le premier, accepta de faire allégeance pour obtenir sa réintégration. Étant l'un de ceux qui avaient conçu l'idée des plans quinquennaux pour industrialiser le pays, il considérait de son devoir de participer à leur mise en œuvre. En 1930, il fut nommé président de la banque d'État et adjoint d'Ordjonikidzé à la tête du commissariat à l'Industrie lourde.

En 1929, trois dirigeants de l'Opposition, Préobrajensky, Radek et Smilga, cédèrent à leur tour, entraînant des centaines de militants. En 1925, Préobrajensky avait écrit un ouvrage, *La nouvelle économique,* affirmant la nécessité de faire porter le poids de l'industrialisation sur la bourgeoisie des campagnes. Percevant le cours à gauche comme la réalisation de son programme, il expliqua que Staline serait obligé d'aller toujours plus loin dans cette direction : la guerre aux koulaks déclencherait une crise profonde qui ne lui laisserait pas le choix. Aussi, estimant que l'Opposition avait surestimé le danger centriste, Préobrajensky écrivit en avril 1929 : « *Ce que proposait l'Opposition et ce que s'efforce de faire à présent la majorité du parti ne sont que différentes variantes d'un seul et même plan stratégique économique.* » Dès le mois de mai, il engagea des pourparlers à Moscou, conscient de ce que cela impliquait : « *Ceux d'entre nous qui ont lutté dans les rangs du parti dix ans, vingt ans et*

plus, y reviendront avec un sentiment tout autre que celui avec lequel ils y étaient entrés. Du fait de toutes les circonstances de ce retour et du fait de la situation intérieure du parti, et aussi du fait qu'il leur faudra porter la responsabilité aussi de ce contre quoi ils ont averti et se soumettre à ce avec quoi ils ne sont pas d'accord. Si nous sommes repris, la carte du parti sera pour nous une lourde croix. »

Radek alla encore plus loin dans la justification de sa reddition. Il écrivit : « *Entre nous et la droite, il ne peut être question que de lutte. Les principaux ennemis dans le pays sont le koulak, le nepman et le bureaucrate. De plus, la droite reflète leur pression sur la classe ouvrière. L'Opposition reflète évidemment les intérêts de la classe ouvrière, mais les staliniens aussi ; les premiers sont dans la position, par rapport aux seconds, d'une avant-garde par rapport à une arrière-garde.* » Il avança l'idée d'un « *front unique* » avec les staliniens, dernier espoir selon lui de sauver les conquêtes de la révolution. Sosnovsky rapporta à Trotsky un échange de correspondance avec Radek : « *Il écrit que, du point de vue de sa composition prolétarienne, la "majorité" du parti est un peu meilleure que ce que nous l'avions supposée auparavant. Tout d'abord, on ne voit pas bien ce qu'il entend par "composition prolétarienne". Je lui ai fait remarquer ensuite que lorsqu'il la supposait pire que maintenant, la majorité ne faisait pas arrêter et exiler les ouvriers bolcheviques par centaines. Radek a commencé à avoir une meilleure opinion de la composition prolétarienne du parti précisément au moment où les arrestations d'ouvriers bolcheviques ont pris un caractère de masse.* » En proie à une panique visible, préparant sa capitulation, Radek se mit à critiquer Trotsky pour avoir publié des articles contre la politique stalinienne, depuis son exil en Turquie, dans la presse « *bourgeoise* » étrangère.

Franchissant le Rubicon, Préobrajensky, Radek et Smilga signèrent leur déclaration de ralliement, que publia la *Pravda* le 13 juillet 1929 : « *Nous retirons nos signatures des documents fractionnels, nous nous déclarons parfaitement solidaires de la ligne générale du parti et demandons notre réadmission dans ses rangs. Nous invitons nos amis de l'Opposition à suivre notre exemple.* » Dans les deux mois qui suivirent, 447 exclus se rallièrent à leur déclaration et furent réintégrés. Trotsky écrivit dans le *Bulletin* : « *La capitulation de Radek, Smilga et Préobrajensky est à sa manière un fait politique majeur. Elle démontre avant tout combien s'est vidée une génération grande et héroïque de révolutionnaires dont la destinée était de traverser les expériences de la guerre et de la révolution d'Octobre. En dépit des formes grotesques de cette capitulation, il y a indubitablement en elle des éléments de tragédie : ces vieux révolutionnaires vaillants et méritants ont rayé leur nom de la liste des vivants. Pour beaucoup de centristes, la voie de la résurrection est ouverte. Pour les capitulards, elle est fermée. Ils se sont privés de la chose la plus importante : le droit d'exiger la confiance. Ils ne pourront jamais la regagner.* »

En juin 1929, Serebriakov avait capitulé. Le déciste Drobnis aussi, qui resta en Sibérie où il devint directeur d'usine. Il n'y eut aucun front unique comme avait voulu le croire Radek. Staline exigea même de ceux qui flanchaient qu'ils abjurent en public leurs convictions et activités oppositionnelles.

Une lutte acharnée s'engagea au sein de l'Opposition. Ceux qui semblaient les plus déterminés finissaient parfois par craquer, brisés par la pression, et la répression. Certains en concluaient que leur défaite signifiait la victoire de la contre-révolution sociale, assimilée par eux à un Thermidor russe. Viaznikovtsev, de la jeune génération, celle de Sedov, se justifiait auprès de ce dernier : « *Tu*

m'accuses à tort de n'être pas positif et d'être une girouette. N'oublie pas que je suis pour le Vieux depuis six ans, dont deux entiers passés en prison et en déportation. » Mais ceux qui tenaient bon n'avaient pas de mots assez durs pour ceux qui en venaient à calomnier leurs ex-camarades. Le 30 mai 1928, Sosnovsky terminait ainsi une lettre au capitulard Vardine : « *Il vous faut maintenant un poste de garde-chiourme devant les cellules des trotskystes* [...]. *J'ai prié Vaganian de vous conter un détail rituel des funérailles juives. Au moment de sortir le mort de la synagogue pour l'emporter au cimetière, un bedeau se penche sur le défunt et lui dit : "Un tel, souviens-toi que tu es mort !" C'est une excellente coutume.* »

Les défections faisaient tache d'huile. En juin 1929, Solntsev écrivit à Rakovsky : « *La panique et la confusion règnent ; on cherche des issues individuelles à la situation.* [...] *Les digues sont rompues.* » Quelques mois plus tard, nouveau coup dur : Ivan Smirnov, héros de la guerre civile et l'un des dirigeants bolcheviques les plus populaires, qui passait pour un irréconciliable, céda à son tour. Il en entraîna d'autres dans son sillage. C'est pourtant lui, un an plus tôt, qui avait écrit à Radek : « *Les forces sociales sur lesquelles s'appuient les centristes ne sont pas les nôtres... L'histoire ne connaît pas de cas où des hommes politiques, représentant les intérêts politiques de mêmes groupes, se sont envoyés en prison et en déportation... Il y a peu de prolétarien en eux et beaucoup de petit-bourgeois et de bureaucrate soviétique.* » L'oppositionnel Gorlov, déporté à Tourinsk, s'alarma à son tour : « *Nous subissons maintenant des pertes de tous les côtés. Nous sommes comme une armée sans armes, retranchée sous les tirs.* »

Quelles parts respectives occupaient la démoralisation et la désorientation politique chez ceux qui voulaient rejoindre à tout prix les rangs du parti, pour qu'ils en arrivent à se persuader qu'il

leur fallait rendre les armes à d'anciens camarades devenus ennemis politiques, à des représentants non plus du prolétariat mais de la bureaucratie ? En tout cas, la perspective d'un retour actif de la classe ouvrière sur la scène politique, en URSS et à l'échelle internationale, ne faisait plus partie de leurs raisonnements. Contrairement à ceux qui refusaient de baisser les bras, ils remettaient le sort de l'URSS entre les mains de la bureaucratie.

Chapitre III

L'Opposition se redresse

Parmi les vétérans de la révolution à tenir bon, les plus connus étaient Rakovsky, Kossior, Okoudjava, Mdivani, Sosnovsky, B. Eltsine, Kasparova, Mouralov. Celui-ci, compagnon de lutte et ami de Trotsky, à qui le Kremlin avait proposé d'entrer en pourparlers, répliqua : « *Pour ce qui est d'une déclaration de repentir, je mourrai, mais je ne l'écrirai pas, ils m'écartèleront, mais je ne l'écrirai pas. Même si je reste seul, je ne l'écrirai pas. Dans la forme nous sommes des sans-parti. Nous sommes des travailleurs honnêtes, nous ferons tout ce qu'on nous confiera, nous apporterons nos connaissances relativement faibles, notre grande expérience révolutionnaire, notre spécialité et, chemin faisant, nous instruirons les autres, ignorants pour la plupart. Mais on ne nous transformera pas en trompeurs et en petits-bourgeois. Cela ne sera pas, pas plus que l'Irtych ne coulera depuis l'océan glacial Arctique.* »

À leur côté on trouvait des cadres plus jeunes, de la génération d'Octobre et de la guerre civile, qui, au travers de cette crise, révélaient leur valeur : Solntsev, Dingelstedt, Guevorkian, Iakovine, Livshitz... Certains avaient contribué à rédiger la Plate-forme de l'Opposition en 1927.

Solntsev suggéra à Rakovsky une contre-offensive pour porter un coup d'arrêt aux défections : on pouvait ressouder les rangs oppositionnels en prenant l'initiative de s'adresser à la direction

du parti. Il proposait d'encourager la nouvelle orientation à gauche tout en démontrant que les faits avaient donné raison à l'Opposition. Il suggérait qu'elle propose son soutien à cette politique en se disant prête à renoncer au travail fractionnel, à condition qu'on lui reconnaisse le droit de s'exprimer dans le parti. Cette proposition avait de grandes chances d'être rejetée, mais elle ferait œuvre de démonstration et permettrait de regrouper ceux qui ne voulaient pas s'incliner.

La proposition, disait Solntsev, devait émaner de dirigeants « *en qui l'on a confiance* ». Rakovsky en prit l'initiative. Contresignée par deux vieux-bolcheviks, V. Kossior et Okoudjava, sa déclaration au comité central parut en août. Reconnaissant « *avec le parti* » la nécessité de défendre la dictature prolétarienne contre la droite et la bourgeoisie, elle dénonçait les procédés bureaucratiques sacrifiant le niveau de vie des ouvriers à la réalisation du premier plan quinquennal. Elle affirmait la nécessité de « *la collaboration active de millions d'ouvriers et de travailleurs participant au contrôle à exercer sur les actes des organes de l'État et des organisations sociales, notamment les organisations du parti.* » Contre la perspective stalinienne du socialisme dans un seul pays, elle rappelait qu'« *une organisation achevée de la production socialiste n'est possible qu'à l'échelle internationale* ». En somme, ayant réaffirmé la justesse du programme de l'Opposition, elle faisait une offre de compromis : « *La marche même de la lutte des classes, son aggravation, la formation dans le parti d'un courant de droite comportant des dangers pour la révolution prolétarienne ont en partie supprimé les barrières qui séparaient du parti l'Opposition bolchevique-léniniste. Ces circonstances nouvelles doivent amener une amélioration des rapports qui se sont créés entre l'Opposition léniniste et la direction du parti* » ; des rapports pénibles, concédaient les signataires, « *qui ont résulté de notre action à nous dans la période où la*

politique de la nouvelle édification socialiste n'était qu'en formation » mais aussi, ajoutaient-ils, « d*e la répression exercée par la direction contre l'Opposition. Cette aggravation a été plus sensible encore lorsque L.D. Trotsky a été expulsé d'URSS ; c'est là ce que nous considérons comme la plus grande erreur politique de la direction du parti.* »

Dès qu'il en eut connaissance, Trotsky apporta son soutien à la démarche de ses camarades : « *Un marxiste*, écrivit-il à Rakovsky, *ne devrait refuser de signer votre déclaration que s'il en était arrivé à la conclusion que Thermidor est un fait accompli, le parti un cadavre et que la route vers la dictature du prolétariat passe par une nouvelle révolution*. » Le *Bulletin* publia une *Lettre de Moscou* de septembre 1929, témoignant que la déclaration, objet de discussions approfondies, œuvrait à la consolidation des forces de l'Opposition : « *On sait déjà que le 20 août, plus de la moitié des cent colonies de "Sibériens" s'est ralliée à l'appel de Rakovsky. Parmi les premières adhésions, on cite celle de N.I. Mouralov. Ceux de nos camarades qui sont actuellement à l'isolateur de Tcheliabinsk – plus d'une centaine – se sont déclarés solidaires de cet appel, Sosnovsky en tête.* »

Pour seule réponse, Staline aggrava les conditions d'existence de Rakovsky, en l'envoyant à Barnaoul, où la température peut descendre à - 40 °C en hiver. Quant à ceux qui auraient voulu revenir au parti, Staline exigeait désormais qu'ils se mettent à plat ventre et se « rachètent » en accablant leurs camarades. Une *Lettre d'URSS* parue dans le *Bulletin* rapportait : « *Ces messieurs en place ont accumulé des fautes monstrueuses, ils sont confus sur le plan théorique ; dans une série de pays, ils ont laissé des avantages énormes à l'ennemi de classe, ils ont perdu du temps, affaibli l'Internationale et bureaucratisé au dernier degré leur propre parti ; il n'est donc pas étonnant qu'ils soient sur le qui-vive en permanence. Ils ne pourraient parvenir à la tranquillité d'esprit que s'il n'y avait personne pour les critiquer,*

pour leur rappeler les fautes accomplies, pour les prévenir, etc. C'est pourquoi il leur faut des capitulards qui obscurcissent les idées, affaiblissent la volonté des éléments les plus fermes du parti. »

D'après Rakovsky, à la fin de l'année 1929, il ne restait pas plus de 800 oppositionnels en déportation. Mais pour l'heure, on avait arrêté l'hémorragie. Et ceux qui restaient étaient plus forts, plus soudés encore qu'auparavant. Parmi eux, il y avait beaucoup de jeunes, entrés au parti pendant la guerre civile. Peut-être avaient-ils mieux supporté leur exclusion que ceux qui militaient depuis plus longtemps. Sans doute aussi réagissaient-ils au bureaucratisme avec plus d'intransigeance. C'est à partir de ce noyau que l'Opposition poursuivit son combat : elle allait rapidement gagner des forces nouvelles. Dès novembre 1929, une *Lettre de Saratov*, publiée dans le *Bulletin*, disait : « *Malgré les départs, les colonies de déportés grossissent, augmentées d'éléments plus homogènes et plus fermes. Ainsi, au moment où je vous ai écrit ma première lettre nous étions quatre, et nous sommes maintenant quatorze*. » Le 25 janvier 1930, Sidorov, depuis la colonie de Roubtsovsk, écrivait à Trotsky : « *Quant à nous, notre moral est excellent. Nous suivons le conseil du vieux Spinoza que vous nous avez donné :* "Ni rire, ni pleurer, mais comprendre." *Pour ce qui est de rire, cela nous arrive. On ne peut s'empêcher de rire, même si c'est bien jaune, quand on lit dans la* Pravda *que le paysan moyen tue son bétail et détruit tous ses biens parce qu'il a la ferme intention de rejoindre le kolkhoze. C'est par enthousiasme qu'il sacrifie son bétail !* »

Chapitre IV

Les rigueurs de la répression

Au mois de janvier 1930, Trotsky adressa une lettre ouverte aux militants du PC(b) : « *La déclaration de Rakovsky était une application du front unique à l'égard du parti officiel. La direction centriste y a répondu en aggravant les rigueurs de la répression. L'Opposition ayant sincèrement proposé d'atténuer la rigidité d'organisation de sa lutte en faveur d'une ligne purement marxiste, l'appareil y a répondu en faisant fusiller Blumkine.* »

Iakov Blumkine, né en 1899, était un ancien socialiste-révolutionnaire. En 1918, favorable à la poursuite de la guerre contre l'Allemagne après les pourparlers de Brest-Litovsk, il avait voulu la relancer en provoquant un incident diplomatique : il avait abattu l'ambassadeur allemand à Moscou. Les autorités l'avaient condamné à mort mais Trotsky, l'ayant rencontré plusieurs fois dans sa prison, l'avait gagné au bolchevisme. Grâcié, Blumkine devint agent des services secrets soviétiques à l'étranger.

En 1928, usant des possibilités offertes par sa position, il contribua à la liaison entre Trotsky à Prinkipo et le centre clandestin de l'Opposition à Moscou. Dénoncé, il fut arrêté et exécuté en décembre 1929. Le GPOu prétendit qu'ayant fait des aveux, il avait demandé à être fusillé.

Le *Bulletin* publia une lettre d'un contact oppositionnel de Blumkine, en date du 25 décembre 1929 : « *Blumkine a-t-il capitulé ? S'il avait réellement capitulé, c'est-à-dire adopté la position de Radek, il n'aurait pu que livrer les noms des camarades à qui était destinée la lettre de Trotsky. Moi-même je n'aurais pas été épargné. [Or] personne n'a été arrêté. En outre, si le camarade Blumkine avait capitulé, le GPOu n'aurait pas été obligé de satisfaire sa "revendication" d'être fusillé, mais l'aurait utilisé à d'autres fins, car cela constituait une chance exceptionnelle. Il est hors de doute que le GPOu a essayé, mais qu'il s'est heurté au mur de l'opiniâtreté de Blumkine. Alors Staline a donné l'ordre de le fusiller.* »

En 1928, Staline avait déjà laissé mourir en prison, après cinquante jours de grève de la faim, le chef du secrétariat de Trotsky, Boutov, auquel il tentait d'arracher une accusation contre celui-ci. Il y eut aussi le cas d'Albert Heinrichsohn, ouvrier de Leningrad, ancien commissaire rouge au front et oppositionnel : d'après le témoignage de Victor Serge, on l'avait « suicidé ». Mais avec Blumkine, pour la première fois Staline recourait ouvertement à l'assassinat d'un oppositionnel.

Dans un courrier aux époux Rosmer, Trotsky écrivit : « *Par l'exécution de Blumkine, Staline veut dire à l'Opposition internationale des bolcheviks-léninistes qu'il possède à l'intérieur du pays des centaines et des milliers d'otages qui auront à payer de leur tête les succès du vrai bolchevisme dans l'arène mondiale. Il faut porter le meurtre de Blumkine à la connaissance de tous les communistes et exiger de la direction officielle du parti la confirmation ou le démenti du fait.* » Trotsky demanda aux bolcheviks-léninistes de tous les pays de relayer l'affaire Blumkine dont il espéra un moment faire « *l'affaire Sacco-Vanzetti de l'Opposition communiste de gauche* ». Mais cela excédait les capacités des organisations trotskystes naissantes.

Les conditions de déportation et de détention des bolcheviks-léninistes se dégradaient. Un article de Sedov, paru en août 1930 dans le *Bulletin,* sonna l'alarme. S'appuyant sur des témoignages concordants, il évoquait une bacchanale d'arrestations : « *La répression stalinienne contre les bolcheviks-léninistes diffère profondément de celle qui frappe les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. Tandis que ces derniers sont simplement isolés de la vie sociale du pays afin de les empêcher de se livrer à leur activité contre-révolutionnaire contre la dictature du prolétariat, pour les oppositionnels qui combattent le centrisme parce qu'il ébranle cette dictature, la politique stalinienne est de les étrangler moralement ou de les exterminer physiquement.* »

Les déportés de Tomsk avaient rédigé un texte de protestation commençant par ces mots : « *Pour nous, bolcheviks, les conditions de la déportation stalinienne sont incomparablement pires que celles du tsarisme.* » En déportation, on isolait désormais presque complètement les trotskystes des habitants des lieux, en menaçant ces derniers de les arrêter à leur tour pour complicité avec des « contre-révolutionnaires ». On les coupait de tout contact avec leurs familles, bloquait leur courrier. On réduisit de moitié le pécule alloué aux déportés et, comme on leur interdisait d'appartenir à des coopératives, ils ne pouvaient souvent plus rien acheter avec leurs quinze roubles. Ils vivaient dans des logements « *sans feu* », restant des semaines sans manger chaud et souvent sans lumière. Et il n'était pas rare que certains, dont les membres avaient gelé à cause du froid hivernal, doivent être amputés pour n'avoir pas reçu à temps de soins médicaux. À cela s'ajoutaient des perquisitions fréquentes, le GPOu confisquant les livres des oppositionnels et leurs travaux. D'après une déclaration de protestation adressée au comité central par les déportés de Kamensk, les responsables des perquisitions, dans leur zèle policier, avaient emporté comme « *séditieux* » des

extraits et citations de textes de Marx, Engels et Lénine. Brimades, passages à tabac, arrestations et valse des assignations à résidence étaient la règle.

Le *Bulletin* rapportait : « *Particulièrement douloureuse est la situation des déportés de Narym, un des lieux les plus effroyables de déportation en Sibérie. Les déportés de Narym sont condamnés littéralement à mourir de faim. Et, par-dessus le marché, c'est à Narym, où les conditions de vie sont celles d'isolateurs, que l'on transfère les bolcheviks primitivement déportés ailleurs en nombre grandissant.* » On mentionnait même le cas de bébés qui avaient été enlevés à la naissance à leurs mères, envoyées en isolateur.

En prison, les cellules étaient occupées par deux ou trois fois plus de détenus que prévu par le règlement ; on manquait de places pour dormir, non seulement sur les châlits, mais par terre. Il n'y avait pas de lumière, les fenêtres étant recouvertes de panneaux opaques. En isolateur, c'était pire. Sedov écrivait : « *Dans les cellules, les oppositionnels, séparés les uns des autres, sont mélangés à des contre-révolutionnaires et à des criminels qui non seulement haïssent nos camarades en tant que représentants du bolchevisme, mais encore leur font subir tourments et avanies, projetant sur eux toute la haine qu'ils nourrissent pour le pouvoir soviétique.* » Aux revendications des détenus, aux grèves de la faim, les geôliers répondaient « *par des passages à tabac en les arrosant d'eau dans le terrible froid de l'hiver, etc.* »

Le GPOu infiltrait des provocateurs qui poussaient les plus chancelants à renoncer et dénonçaient les plus intransigeants. Pour faire le sale boulot, soulignait Sedov, « *on trouve surtout beaucoup de koltchakistes dans les rangs du GPOu. Ce fait jette une lumière crue sur la question : qui mène la politique stalinienne de persécution et*

d'extermination des bolcheviks déportés ? Les anciens Blancs, et ce n'est pas un hasard. »

Les dirigeants de l'Opposition étaient harcelés. Sosnovsky, qui couvrait de sarcasmes les capitulards, ainsi que les Géorgiens Mdivani et Kavtaradzé, furent extraits de l'isolateur de Tcheliabinsk, en octobre 1929, pour être envoyés vers une destination gardée secrète. Solntsev tomba malade du scorbut, Tsintsadzé de la tuberculose. Rakovsky, à Barnaoul, fut menacé de perdre son travail. Le GPOu perquisitionna chez lui et confisqua tous ses écrits. Rakovsky tenta de s'évader mais fut rattrapé, blessé, et soumis à des conditions de déportation encore plus dures. En 1932, on l'envoya en Iakoutie, dans le Grand Nord sibérien, et l'on refusa à sa femme le droit de communiquer avec leur fils, médecin à Paris.

Trotsky étant provisoirement hors de portée, Staline se vengea sur ses proches : en décembre 1929, on arrêta sa fille Zinaïda qui, gravement malade, dut être relâchée, mais son époux, l'oppositionnel Volkov, resta déporté. L'autre fille de Trotsky était décédée deux ans plus tôt ; Nevelson, son mari, croupissait en prison.

Une *Lettre de Moscou* du 20 mars 1930 dressait un tableau prémonitoire : « *D'abord il y a eu les exclusions du parti, puis l'exil, puis la prison, puis les passages à tabac dans les prisons de Kharkov et de l'Oural, puis le meurtre par la faim de Boutov, puis le meurtre "accidentel" d'Heinrichsohn à Leningrad. Pourquoi serait-il impossible qu'on commence à envoyer les oppositionnels dans l'autre monde ? Plus le sol se dérobera sous les pieds des centristes, plus ils deviendront bestiaux.* »

Chapitre V

La lutte politique dans les colonies et les isolateurs

Les communications entre colonies ainsi qu'avec l'étranger, donc avec Trotsky, devinrent très difficiles. En mai 1930, Dingelstedt rédigea un texte pour la préparation du XVI[e] congrès du parti que Trotsky ne reçut que sept mois plus tard. Il comptait près de 50 000 signes manuscrits, écrits avec un crin, sur des feuilles de la dimension d'une feuille de papier à cigarettes. Il avait voyagé dans la doublure d'un manteau. Ce texte, intitulé *La crise de la révolution, les perspectives de la lutte et les tâches de l'Opposition, la situation internationale*, parut dans le *Bulletin* en décembre 1930.

On ne peut qu'être impressionné, à la lecture des correspondances entre oppositionnels, par le nombre et la teneur de leurs textes, des résolutions qu'ils rédigeaient et contresignaient, par l'importance qu'ils attachaient à chaque question, à chaque formulation. Il y avait de multiples affrontements d'idées ; chaque tendance s'exprimait par écrit et les différentes positions circulaient tant bien que mal.

Mentionnons, du même Dingelstedt, déporté à Kansk en Sibérie, un texte rédigé en juillet 1928 sur « *les perspectives de la révolution prolétarienne aux Indes*. » Dispersés dans l'immense URSS, les bolcheviks-léninistes ne perdaient pas de vue la révolution mondiale. En traitant de ce sujet, sur lequel il avait déjà travaillé

avant sa déportation, Dingelstedt ne faisait pas œuvre d'érudition : il discutait, après avoir analysé du mieux possible la situation, de la politique de l'Internationale en Inde. Dans ce pays où le colonialisme britannique avait accumulé les matériaux d'une explosion de libération sociale et nationale, Dingelstedt critiquait la position de Staline qui, favorable à la création d'un « parti ouvrier et paysan », s'apprêtait à reproduire les mêmes erreurs criminelles qu'en Chine, à imposer aux communistes indiens une politique menchevique les mettant à la remorque de la bourgeoisie.

Les bolcheviks-léninistes, et Trotsky avec eux, forgeaient leurs analyses et élaboraient leur programme politique collectivement, dans la confrontation entre tendances. L'analyse de la nature de la bureaucratie et de la nature de l'URSS, synthétisée quelques années plus tard par Trotsky, dans *La Révolution trahie*, fut le fruit de ce combat commun.

En août 1928, dans une lettre au déporté Valentinov, Rakovsky avait ébauché une analyse de la bureaucratie soviétique, un texte connu sous le titre *Les dangers professionnels du pouvoir*. Partant du constat que les masses parlaient des communistes de 1928 comme d'un « *nouvelle noblesse* », Rakovsky considérait que le bureaucratisme, qui avait dépassé depuis longtemps le stade d'un phénomène inévitable dans tout État, ne consistait pas en une série de faits isolés ou passagers, mais dans l'apparition d'une nouvelle couche sociale, liée à une différenciation entre ceux qui exerçaient une fonction dans l'appareil d'État – et du parti – et la classe ouvrière. « *La fonction*, écrivait-il, *a introduit des modifications dans l'organe même, c'est-à-dire dans la psychologie de ceux qui sont chargés des diverses tâches de direction dans l'administration et l'économie étatiques, et cela à un point tel que, non seulement objectivement, mais subjectivement, physiquement mais aussi moralement, ils ont*

cessé de faire partie de cette même classe ouvrière. » Depuis la guerre civile, ce phénomène s'était aggravé, et Rakovsky se disait persuadé du caractère illusoire de toute réforme qui prétendrait s'appuyer sur la bureaucratie.

C'était la première tentative d'analyse d'ensemble des problèmes absolument nouveaux, et donc jamais envisagés jusque-là par des marxistes, qui se posaient à la classe ouvrière en tant que classe dirigeante, dans les circonstances historiques de l'URSS. On avait là une analyse militante, destinée à armer les communistes confrontés à la dégénérescence de l'État qu'ils avaient édifié. Elle éclairait la voie quand certains, découragés et déboussolés, inclinaient à soutenir que la bureaucratie était une nouvelle classe, qu'il n'y avait plus rien à défendre en URSS pour un révolutionnaire prolétarien. Cette analyse fut vivement saluée par Trotsky, qui en publia le texte dans le *Bulletin.*

À la même période, les décistes étaient arrivés à la conviction qu'on ne pouvait plus considérer l'URSS comme un État ouvrier, mais comme un État d'un type particulier, au service de sa propre bureaucratie toute puissante. Le tournant à gauche stalinien leur apparut comme « *une tentative de la bureaucratie d'intégrer la bourgeoisie des campagnes à son propre système* ». Sapronov, depuis l'isolateur de Tcheliabinsk, écrivait : « *L'étatisation (et non la collectivisation, comme disent les journaux) du secteur agricole exigera des millions de cadres de bureaucrates, et la classe petite-bourgeoise "liquidée" occupera une place, et pas la dernière, dans la hiérarchie bureaucratique, en dépit même de toutes les épurations. Il ne s'agit pas d'une liquidation, mais d'une modification, d'une transformation du petit et souvent du gros propriétaire en représentant des "serviteurs de l'État", lesquels vivent sur la plus-value produite par la classe ouvrière. Ces processus se développent sur la base des sept*

années écoulées de politique économique petite-bourgeoise et de monstrueuse bureaucratisation de tous les appareils. » Leur position, que ni la situation ni son évolution ne validèrent, reflétait en réalité leur démoralisation. En tant que courant, ils perdirent peu à peu de leur influence, certains ralliant cependant les trotskystes.

Les trotskystes se démarquaient d'autres tendances encore. Ainsi, dans la colonie de Verkhnéouralsk, d'après une lettre à Trotsky de novembre 1930, se trouvaient 110 bolcheviks-léninistes, 19 décistes et deux miasnikovistes. Miasnikov, président du soviet de Perm en 1917, leader de l'Opposition ouvrière du début des années 1920, avait écrit que la dictature du prolétariat avait fait place à celle d'une « *nouvelle classe sociale* » que le marxisme n'avait pas prévue : la « *social-bureaucratie* ». Ce type de raisonnement, comme celui des décistes, impliquait de réviser la conception matérialiste de l'histoire et n'aidait guère à s'orienter les militants qui voulaient combattre la bureaucratie stalinienne.

Les trotskystes avaient aussi à faire face à leurs ennemis politiques (mencheviks, socialistes-révolutionnaires et même partisans de l'ancien régime) qui les avaient combattus durant la guerre civile et auxquels ils s'affrontaient encore en déportation.

De toutes ces tendances et nuances politiques, le courant bolchevique-léniniste était incontestablement le plus uni, le plus combattant, le mieux organisé aussi, le seul encore lié à la classe ouvrière par l'intermédiaire de son organisation clandestine et par sa volonté de défendre ses intérêts de classe, le seul encore capable de gagner de l'influence et de nouveaux militants.

Un an après le début de la collectivisation, l'Opposition élabora une déclaration en vue du XVI^e^ congrès du parti. Signée par Rakovsky, Kossior, Mouralov et Kasparova, elle mesurait l'évolution du régime : « *D'un État prolétarien à déformations bureaucratiques*

– comme Lénine définissait la forme politique de notre État – nous sommes en train de passer à un État bureaucratique à survivances prolétariennes communistes. » Mais contrairement à tous ceux qui tournaient le dos à l'État ouvrier parce que celui-ci ne correspondait pas à leurs espérances, les signataires proposaient une politique pour combattre ce processus. Alors que la lutte de classes dans les campagnes devenait de plus en plus aiguë, ils exigeaient « *une réduction considérable de l'appareil du parti et des autres appareils – syndicats, coopératives d'État – afin que les ressources ainsi économisées passent en investissements supplémentaires pour des constructions de sovkhozes et de kolkhozes et des investissements de base dans l'industrie.* »

Trotsky affirmait : « *Nous engageons-nous dans la voie d'un second parti ? Non, comme avant, nous construisons et renforçons la base idéologique pour le noyau prolétarien du parti qui sera obligé, sous les coups de l'ennemi, d'émerger de son état actuel de désorganisation, d'asphyxie et de passivité et d'occuper des positions de combat. À l'heure du danger, nous et le noyau prolétarien sommes sûrs de nous rencontrer sur la ligne de la défense de la dictature prolétarienne. C'est précisément pour cet objectif que nous resserrons les rangs de l'Opposition de gauche et renforçons notre fraction en Union soviétique et sur le plan international.* »

Même si elle s'en défendait, et pas seulement pour des raisons tactiques, l'Opposition existait et luttait comme un parti. Elle représentait un courant organisé qui ne baissait pas les bras et se proposait comme direction de rechange pour le PC(b) face à la faillite de la fraction stalinienne.

La lettre suivante, écrite par les déportés de Verkhnéouralsk en 1928, témoigne de la cohésion militante et politique – au niveau d'un parti – qui unissait les trotskystes : « *Des vents favorables*

nous ont apporté près de dix lettres de nos deux vieux [Trotsky et Rakovsky] *avec un retard de deux, trois ou quatre mois, sauf pour la lettre du 5 août envoyée à Roubstovsk, que Dingelstedt, à qui elle était adressée, nous a apportée en arrivant. Mais, dans une large mesure, ces retards nous ont été très utiles ; ils nous ont permis de vérifier la ligne et les positions que nous avions élaborées et formulées par nous-mêmes. Et nous avons souvent constaté avec plaisir que, devant les mêmes événements, la démarche de pensée et les formulations... étaient identiques dans les îles de l'Oural et de Prinkipo... C'est pour nous la preuve – qui nous réjouit – des liens qui unissent notre courant par-delà les distances.* »

Chapitre VI

Luttes ouvrières et succès de l'Opposition

L'industrialisation fit faire un bond en avant au pays. En quatre ans, le nombre d'ouvriers doubla, atteignant près de vingt-trois millions en 1932. D'après les statistiques officielles, la production de charbon et de fer doubla, la puissance des usines électriques quintupla. Les anciens centres industriels furent réorganisés, d'autres créés de toutes pièces. On construisit des usines en un temps record, telle celle de tracteurs de Stalingrad ou le combinat sidérurgique de Magnitogorsk dans l'Oural, longtemps la plus grande usine sidérurgique du monde. On aménagea de gigantesques barrages hydroélectriques, tels le Dnieprostroï, associé à une centrale hydroélectrique et relié aux gisements de charbon et de fer du bassin du Don. On entreprit la construction du Transsibérien, le percement et l'aménagement de grands canaux, etc.

L'industrie soviétique décolla, alors que l'économie des pays capitalistes s'enfonçait dans la crise surgie du krach d'octobre 1929, avec ses conséquences dramatiques : l'effondrement du niveau de vie de la population, la guerre de classe menée par la bourgeoisie contre le prolétariat, et une marche à la guerre qui allait replonger l'humanité dans la barbarie.

L'élan donné par la révolution d'Octobre, qui fit que de nombreux jeunes ingénieurs, techniciens et ouvriers se lancèrent avec

enthousiasme dans l'industrialisation, ne fit certes pas tout. La bureaucratie stalinienne imposa à la classe ouvrière soviétique des conditions de travail particulièrement difficiles, une productivité impossible à tenir sans s'épuiser, sacrifiant sans compter ses forces et exigeant d'elle une obéissance absolue. Le GPOu fut envoyé faire la police dans les usines. Il mobilisa des centaines de milliers de détenus pour percer le canal mer Blanche-Baltique, où des dizaines de milliers moururent à la tâche, tandis que les Gorki, Alekseï Tolstoï et autres écrivains chantaient le « *grand chantier* » avec enthousiasme. Pour construire le complexe sidérurgique de Magnitogorsk, on amena de force près du quart de la main-d'œuvre, pour beaucoup de jeunes ouvriers d'origine rurale. Pendant toutes ces années, les salaires restèrent misérables, les ouvriers logeaient dans des taudis, voire dans des *zemlianki* – des cabanes semi-enterrées –, la nourriture était de nouveau rationnée du fait des ravages engendrés par la collectivisation forcée. Dans ces conditions, les privilèges de la bureaucratie n'en paraissaient que plus choquants. Les scandales se multipliaient qui concernaient des responsables du parti ayant accordé des avantages financiers aux nepmen ou ayant reçu des pots-de-vin, sans compter leurs affaires de mœurs ; des abcès qualifiés dans la presse de « *pestilentiels*, *purulents* ».

Le mécontentement ouvrier, qui avait recommencé à s'exprimer dès 1926-1927, persistait. À partir de 1928 eurent lieu toutes sortes de mouvements de protestation dans la classe ouvrière. Des voix s'élevaient pour contester les autorités : ainsi, dans une entreprise textile d'Ivanovo-Voznessensk, une ouvrière dénonça en assemblée le licenciement de sa fille pour avoir critiqué la direction. Dans les ateliers de construction de wagons à Krementchoug, les ouvriers protestèrent contre une diminution de leur salaire. Ceux des ateliers de réparation des tramways de Dniepropetrovsk menacèrent

de faire grève suite à une décision de la direction de supprimer la gratuité des transports, acquise lors de la grève générale de 1905 ! Des grèves éclatèrent en maints endroits pour des hausses de salaires, des élections honnêtes aux comités d'usine, etc. Certaines rassemblèrent des milliers d'ouvriers comme celles qui eurent lieu à l'occasion des négociations sur les conventions collectives à Leningrad en 1928-1929.

Un ouvrier confiait à un oppositionnel : « *Tes paroles se sont réalisées : il n'y a pas de pain, on n'en donne qu'à la carte ; on fait partout la queue, on manque de tout. Notre situation est misérable, on martyrise les ouvriers et on les oblige à travailler pour trois.* [...] *Je m'en veux maintenant d'avoir été aussi aveugle. Je ne voyais pas et ne comprenais pas que tu nous disais la vérité et pourtant nous n'avons su ni vous défendre ni vous comprendre.* » Un cheminot de Moscou constatait, amer : « *Nous nous sommes battus comme des lions contre l'Opposition pour éliminer les traîtres, et voilà qu'il apparaît qu'elle avait raison en parlant de la paupérisation des ouvriers.* »

Des trotskystes prirent part aux luttes et surent en tirer parti. Les archives du GPOu mentionnent ainsi leur présence à l'usine Premier Mai, une fabrique de thé, ou dans une tannerie à Bogorodsk, près de Nijni-Novgorod, etc. On a retrouvé dans les archives de Trotsky un tract de l'Opposition au sujet d'un jeune ouvrier nommé Foutlik. Travaillant dans une cartoucherie, il avait été exclu du parti et arrêté pour avoir dénoncé les bas salaires, l'augmentation des prix et la pénurie des marchandises fournies par l'État. Le tract adressé à ses camarades de travail disait : « *Exigez la libération du camarade Foutlik ! Élisez-le aux prochaines élections du comité d'usine ! Votre résistance à la bureaucratie administrative, qui est obligée de s'abriter derrière le GPOu contre les travailleurs, constituera un avertissement. Cela montrera que les ouvriers ne supporteront*

plus les humiliations et la forceront à changer de politique pour aller vers une plus grande liberté et vers l'élévation du niveau de vie de la classe ouvrière. » Parmi les ouvriers qui, comme Foutlik, élevaient la voix, combien rejoignaient l'Opposition quand ils croisaient sa route à l'usine ou en prison ? Ils semblent avoir été nombreux, à en juger par ce qu'en disent les fiches détaillées de la police politique concernant chaque détenu trotskyste dont on a connaissance pour les années 1936-1937.

On ne connaît pas tous les détails de l'activité d'oppositionnels contraints à la clandestinité jusqu'à ce que des luttes éclatent. Mais les progrès de l'Opposition en déportation reflètent ses succès dans la classe ouvrière : elle recrutait essentiellement des ouvriers, en particulier de jeunes ouvriers. Et alors que le prolétariat croissait en nombre avec l'industrialisation, ce mouvement de revendications ouvrières se prolongea durant plusieurs années.

Dès février 1930, Dingelstedt écrivait à Sedov : « *Tu vois, bien des pionniers rompent. En revanche, des jeunes, beaucoup plus solides, prennent leur place.* » Perevertsev décrivait les nouveaux arrivés dans son lieu de relégation : « *Ce sont en majorité des ouvriers. Ils ont rejoint l'Opposition au cours des deux années précédentes et nous étaient tout à fait inconnus. Ils sont venus de façon indépendante et spontanée à nos idées. De leur propre initiative, souvent sans avoir aucun contact avec notre organisation, ils ont commencé un travail de fraction, sorti des tracts, etc. La jeunesse est actuellement un facteur d'importance en déportation. Combien sont-ils ? Mille, deux mille, plus ? C'est difficile pour moi de répondre, car mon horizon d'observateur est trop restreint ; en tout cas, ils sont nombreux.* »

L'Opposition en déportation avait chuté de quelque 8 000 membres à environ 800 à la fin de 1929, d'après les informations dont disposait Rakovsky. Un an plus tard, elle avait presque retrouvé

ses effectifs, avec plus de 7 000 trotskystes, regroupés dans les colonies et isolateurs politiques. Elle allait encore se renforcer.

En avril 1932, une grève de 15 000 ouvriers dans la région d'Ivanovo-Voznessensk dura plusieurs semaines. On arrêta l'un des meneurs, l'ouvrier Iourkine. Cela entraîna des manifestations au cours desquelles on rossa le chef du GPOu, le responsable des syndicats et celui des cadres du parti. La police tua un ouvrier, et un communiqué dénonça les manifestants comme des bandits. Des cortèges de 1 500, 2 500 ouvriers défilèrent alors en ville. Le 1er Mai approchant, des grévistes déclaraient : « *Il est impossible de fêter le 1er Mai quand les ouvriers ont faim.* » À l'usine Zinoviev, on s'indignait : « *Comment les ouvriers vont-ils pouvoir vivre avec des rations de famine ?* » Et toujours d'après le GPOu, certains allaient plus loin : « *Tous les travailleurs doivent s'unir et renverser ce pouvoir. Il faut chasser ce gouvernement.* » Sur un tract, collé sur la vitrine d'un magasin réservé aux cadres du parti, on pouvait lire : « *Au moment où les ouvriers se font tirer dessus parce qu'ils réclament du pain, ici, derrière les rideaux, s'engraissent responsables communistes et flics du GPOu.* »

Jusqu'au milieu de la décennie, les trotskystes allaient continuer à gagner de l'influence dans la classe ouvrière, malgré la chape de plomb du régime stalinien, la répression et les conditions de réclusion de plus en plus terribles infligées à ceux qu'il considérait comme ses pires adversaires.

Troisième partie

La naissance de la IVe Internationale Le spectre du trotskysme hante la bureaucratie

Chapitre Ier

La faillite du Komintern

Au début de l'année 1933, une catastrophe s'abattit sur le mouvement ouvrier allemand mais aussi mondial : l'arrivée au pouvoir d'Hitler. Ce ne fut pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. En effet, depuis 1929, l'Internationale communiste faisait mener à ses sections une politique ultragauchiste, dite « *classe contre classe* » – décalque de la politique intérieure du PC(b) qui venait de déclarer la « *guerre au koulak* » – qui les isolait de larges couches de la classe ouvrière en désignant les partis socialistes comme les « *frères jumeaux* » du fascisme. Le parti communiste allemand (KPD) mena ainsi une politique renvoyant dos à dos nazis et sociaux-démocrates, une politique sectaire et suicidaire, que Trotsky dénonça sans relâche. Peu soucieux d'attirer les ouvriers sociaux-démocrates, le KPD attaquait systématiquement leur parti, qualifié de « *social-traître* ». Il affirma même que la social-démocratie était le principal danger pour la classe ouvrière, au moment-où le nazisme réalisait une ascension fulgurante.

Or le nazisme menaçait l'existence même du mouvement ouvrier allemand, comme le fascisme l'avait déjà prouvé en Italie en éliminant partis ouvriers et syndicats. Confrontée à la crise, la bourgeoisie allemande hésita un moment entre ce que Trotsky appelait « *la médecine social-démocrate* » et « *le scalpel fasciste* ». Mais il s'agissait de briser le mouvement ouvrier le plus puissant d'Europe

pour pouvoir ensuite remettre en cause le partage du monde par la guerre ; la bourgeoisie finit par choisir Hitler.

Trotsky conseillait au KPD de mener une politique de front unique en direction de la social-démocratie, de lui proposer de lutter en commun contre le nazisme. Mais tandis que le parti social-démocrate en appelait à la légalité bourgeoise face aux nervis d'Hitler qui s'attaquaient aux organisations socialistes et communistes, le KPD aveuglait ses militants par son sectarisme. Tant et si bien que la classe ouvrière, égarée et divisée par ses chefs, ne put faire front. « *Quand Hitler se hissa en selle, c'était Staline, et personne d'autre, qui lui tenait l'étrier* », écrivit Trotsky.

Le KPD avait démontré qu'on ne pourrait le réformer. Trotsky en tira les conclusions : il engagea les oppositionnels d'Allemagne – qui militaient jusque-là dans le KPD ou en sa direction – à construire un nouveau parti, qui « *doit se placer entièrement sur le terrain de la nouvelle situation historique créée par la victoire du fascisme* [sans] *chercher à se cramponner aux anciennes formules, habituelles et commodes.* »

La faillite du KPD était au premier chef celle du stalinisme. Pourtant Trotsky ne renonça pas aussitôt à la perspective de redresser le Komintern. Il espérait encore que la victoire d'Hitler provoquerait un choc salutaire dans d'autres sections du Komintern qui demanderaient des comptes à sa direction. Le 12 mars 1933 il écrivait : « *La question n'est pas de construire la IV^e^ Internationale mais de sauver la III^e^.* [...] *L'écroulement du KPD diminue évidemment les chances de pouvoir régénérer l'Internationale communiste. Mais, par ailleurs, cette catastrophe peut précisément provoquer dans plusieurs sections des réactions saines. Nous devons être prêts à aider ce processus. La question n'a pas été réglée en ce qui concerne l'URSS pour laquelle il serait faux de lancer le mot d'ordre d'un second parti.* »

En avril 1933, le Komintern organisa un congrès mondial antifasciste à Paris, ouvert aux organisations communistes et sympathisantes, mais aussi à diverses personnalités – démocrates bourgeois, membres de la Ligue des droits de l'homme, etc. – pour peu qu'elles se disent antifascistes. Trotsky y vit l'occasion de s'adresser aux communistes du monde entier. Il espérait que des délégués oppositionnels pourraient y critiquer la politique stalinienne en Allemagne et dénoncer la prétention de ce rassemblement à combattre le fascisme en délaissant le terrain de la lutte des classes pour s'allier à des mouvements campant sur le terrain de la bourgeoisie. Mais Staline fit interdire l'accès du congrès aux oppositionnels.

Staline pouvait se permettre d'affirmer, sans risquer d'être contredit, que sa politique en Allemagne avait été juste de bout en bout. Et contre la guerre mondiale qui avançait à grands pas, le Komintern prônait la chimère d'un désarmement général, volontaire, des États impérialistes ! Cette internationale-là était définitivement perdue. « *Pas de congrès nationaux, pas de congrès international, pas de discussion dans les réunions du parti, pas de polémique dans la presse*, écrivait Trotsky. *Une organisation que n'a pas réveillée le tonnerre du fascisme et qui supporte humblement de tels outrages de la part de la bureaucratie démontre par là même qu'elle est morte et que rien ne la ressuscitera. Le dire ouvertement et à haute voix, c'est notre devoir immédiat vis-à-vis du prolétariat et de son avenir. Dans tout notre travail ultérieur, c'est de l'effondrement historique de l'Internationale communiste officielle que nous devrons partir.* »

Dix années de lutte n'avaient permis de sauver ni le PC(b) ni le Komintern de la dégénérescence. En juillet 1933, Trotsky se prononça donc pour la construction d'une IV^e^ Internationale, avec des sections partout, y compris en URSS. Il fallait relever le drapeau

autour duquel pourraient se regrouper et se battre les travailleurs conscients du monde entier.

En URSS, où la dictature écrasait la classe ouvrière et muselait la société, les trotskystes savaient que les travailleurs ne pourraient secouer le joug de la bureaucratie stalinienne que quand l'avant-garde du mouvement ouvrier se manifesterait à nouveau sur l'arène internationale comme une force de combat. Ils savaient qu'une tendance révolutionnaire ne peut remporter de victoires significatives dans un contexte où le prolétariat mondial subit les plus graves défaites. Mais ils savaient aussi que c'est dans les périodes de reflux que se forment des cadres trempés qui conduiront plus tard les masses dans de nouvelles batailles. Et ils tenaient.

« *L'Opposition de gauche cesse définitivement de se considérer comme une opposition et d'agir comme telle*, déclara Trotsky. *Elle devient une organisation indépendante qui se fraie sa voie par elle-même. Non seulement elle constitue ses propres fractions au sein de la social-démocratie et des partis staliniens, mais elle mène un travail autonome parmi les sans-parti et les ouvriers inorganisés. Elle se constitue des points d'appui à l'intérieur des syndicats, indépendamment de la politique syndicale de la bureaucratie stalinienne. Là et quand les élections sont favorables, elle participe aux élections sous son propre drapeau. Vis-à-vis des organisations réformistes et centristes (staliniens compris), elle s'oriente en fonction des principes généraux de la politique de front unique.* »

Chapitre II

La défense de l'URSS

Le tournant vers la nouvelle internationale imposa aux bolcheviks-léninistes de repréciser leur position par rapport à l'URSS. La rupture avec les organisations staliniennes impliquait-elle aussi une rupture avec l'État ouvrier dégénéré ? Devait-on considérer comme accomplie la contre-révolution politique, mais aussi sociale ? La classe ouvrière avait-elle encore des acquis à défendre en URSS, et lesquels ? Enfin, concrètement, avec la marche à la guerre, lors d'une confrontation militaire avec l'impérialisme, faudrait-il défendre l'URSS ? La question de la nature de l'État soviétique et de sa bureaucratie se trouvait au cœur des débats, avec ses implications dans la propagande et l'activité des bolcheviks-léninistes, et d'abord auprès des travailleurs soviétiques.

Dans les sections bolcheviques-léninistes des autres pays, on assista à des remises en cause de l'analyse trotskyste de l'URSS. Elles aboutissaient systématiquement à la conclusion que l'État soviétique était devenu indéfendable par des révolutionnaires, qu'il fallait le traiter comme un État bourgeois. En URSS, certains oppositionnels, notamment parmi les plus jeunes, inclinaient aussi à tourner définitivement le dos à cet État, né d'une révolution ouvrière mais qui usait de moyens de répression extraordinaires contre les révolutionnaires. Trotsky combattit vigoureusement cette

position. De leur côté, les principaux dirigeants de l'Opposition en URSS se refusèrent également à confondre les conquêtes socialistes de la révolution d'Octobre avec la dégénérescence bureaucratique, un danger mortel non seulement pour ces acquis, mais pour l'avenir de la révolution mondiale. Et l'on ne saurait dissocier l'élaboration de l'analyse de l'URSS que fit Trotsky, celle de *La Révolution trahie*, de cette confrontation d'idées et du combat des communistes internationalistes, en URSS comme ailleurs.

Trotsky argumentait : « *Tant que les formes de la propriété créées par le prolétariat d'Octobre ne seront pas renversées, le prolétariat restera la classe dominante.* » Comparant la bureaucratie soviétique à une tumeur se développant sur le corps de l'État ouvrier, il expliquait qu'une tumeur peut atteindre des dimensions énormes, et même étouffer l'organisme vivant sur lequel elle prospère, mais qu'elle ne peut jamais se changer en un organisme indépendant. Il n'était pas question de se déterminer uniquement par rapport à l'appareil stalinien et à sa politique – que personne ne critiquait avec autant de vigueur que les trotskystes – mais en fonction du rapport de force entre les classes sociales, à l'échelle de l'URSS et du monde.

« *La classe, pour un marxiste,* écrivait Trotsky, *représente une notion exceptionnellement importante et d'ailleurs scientifiquement définie. La classe se détermine non seulement par la participation dans la distribution du revenu national, mais aussi par un rôle indépendant dans la structure générale de l'économie, par des racines indépendantes dans les fondements économiques de la société. Chaque classe (féodaux, paysannerie, petite bourgeoisie, bourgeoisie capitaliste, prolétariat) élabore ses formes particulières de propriété. De tous ces traits sociaux, la bureaucratie est dépourvue. Elle n'a pas de place indépendante dans le processus de production et de répartition.*

Elle n'a pas de racines indépendantes de propriété. [...] *Quand la bureaucratie, pour parler simplement, vole le peuple (et c'est ce que, sous des formes diverses, fait toute bureaucratie), nous avons affaire non pas à une exploitation de classe, au sens scientifique du mot, mais à un parasitisme social, quoique sur une très grande échelle*. »

Autrement dit, le régime issu de la révolution d'Octobre avait sa dynamique propre, qui assurait le développement de l'économie planifiée et, dans une certaine mesure, la défense des conquêtes de la classe ouvrière. Même la bureaucratie, malgré son aveuglement politique et son comportement de caste parasitant les richesses du pays, avait été obligée de lutter contre les koulaks qui remettaient en cause le régime de la propriété issu d'Octobre.

Dans *La Révolution trahie*, volontairement et en s'en expliquant, Trotsky ne donna pas une définition achevée du caractère social de l'URSS. Il estimait en effet qu'on était face à un processus comportant des aspects contradictoires, dont l'évolution pourrait aboutir soit au socialisme, soit à un retour au capitalisme. Opposée à un quelconque dogmatisme, c'était une analyse dynamique, militante, en ce sens qu'elle devait servir aux révolutionnaires à définir leur politique, à commencer par les bolcheviks-léninistes soviétiques.

Voici comment Trotsky résumait son analyse de l'URSS, ironisant sur les esprits chagrins que la longueur de sa « définition » rebuterait : « *L'URSS est une société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, dans laquelle : a) les forces productives sont encore trop insuffisantes pour donner à la propriété d'État un caractère socialiste ; b) le penchant à l'accumulation primitive, né du besoin, se manifeste à travers tous les pores de l'économie planifiée ; c) les normes de répartition, de nature bourgeoise, sont à la base de la différenciation sociale ; d) le développement économique, tout en améliorant lentement la condition des travailleurs, contribue à former*

rapidement une couche de privilégiés ; e) la bureaucratie, exploitant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlée, étrangère au socialisme ; f) la révolution sociale, trahie par le parti gouvernant, vit encore dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs ; g) l'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme ; h) la contre-révolution en marche vers le capitalisme devra briser la résistance des ouvriers ; i) les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie. La question sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur les terrains national et international. »

Dans la guerre qui approchait, la IVe Internationale s'engageait à défendre inconditionnellement les conquêtes de l'URSS et l'État ouvrier contre toute tentative impérialiste d'accomplir une contre-révolution sociale. Le pire aurait été que le mouvement ouvrier, par rejet et par haine de la bureaucratie, permette que l'impérialisme renverse l'État ouvrier. Ce n'aurait pas été une avancée vers la révolution mondiale, mais un recul formidable, aggravant la démoralisation de la classe ouvrière dans le monde entier. En revanche, les bolcheviks-léninistes critiquaient sans faiblesse toutes les erreurs politiques de la bureaucratie, ses trahisons et ses crimes à l'égard du mouvement ouvrier. Ils les critiquaient précisément au nom de la défense des acquis d'Octobre, appelant la classe ouvrière soviétique à reprendre en main son État, donc à chasser la bureaucratie.

Chapitre III

Le « trotskysme partout »

L'ascension du nazisme et la victoire d'Hitler coïncidèrent avec une nouvelle vague d'arrestations en URSS. Elle avait pour particularité de frapper en premier lieu d'anciens oppositionnels ayant pourtant capitulé. La dictature de Staline devint d'autant plus féroce que les erreurs de sa politique – lors de la collectivisation et sur la scène internationale – étaient catastrophiques et flagrantes. Non seulement il fallait faire taire toute critique publique, mais briser toute velléité de le critiquer dans les coulisses du parti et de l'appareil d'État. Staline entendait-il de plus en plus l'écho de ceux qui se plaignaient de lui de façon sourde ? Sentait-il le sol instable sous ses pieds ? En tout cas, il franchit un pas de plus dans la répression.

À la surprise générale, Zinoviev et Kamenev furent exclus du parti une deuxième fois et déportés. On leur reprocha d'avoir eu connaissance sans en parler du projet d'un certain Rioutine : partisan actif de la politique de droite, parvenu à la conclusion que l'Opposition de gauche avait eu raison sur le régime du parti, il avait voulu regrouper les diverses oppositions communistes sur une plate-forme commune. Mais Rioutine ne servait que de prétexte : Staline s'attaquait à Zinoviev et Kamenev qui avaient refusé de lui faire allégeance personnellement. Il fallait désormais reconnaître l'infaillibilité du chef du parti pour avoir « *le droit de respirer*

politiquement », écrivait Trotsky. En capitulant, Zinoviev et Kamenev avaient cru pouvoir garder une marge d'indépendance. À tort.

Un correspondant du *Bulletin* témoignait : « *De bouche à oreille circule cette parole qu'on attribue à Zinoviev avant son départ pour l'exil :* "Notre plus grande erreur historique a été de quitter l'Opposition de gauche en 1927." *Et l'on raconte que Kamenev s'y est associé. Je n'ai pas le moyen de vérifier ce fait à sa source. Mais ce compte rendu en lui-même est caractéristique du milieu auquel sont liés Zinoviev et Kamenev.* » Mais ni l'un ni l'autre n'avaient la volonté de se battre et, pour obtenir leur réhabilitation, ils acceptèrent de s'humilier devant le « *génie* » de Staline. À cette nouvelle, Trotsky écrivit : « *Ils ont finalement fait le grand saut dans l'abîme. Si l'historien à venir veut démontrer à quel point les époques de grand bouleversement détruisent les hommes, il donnera l'exemple de Zinoviev et de Kamenev.* »

Cependant, on arrêtait de nouveau d'anciens militants et dirigeants de l'Opposition : I. Smirnov, Préobrajensky, Mratchkovsky, Oufimtsev, Ter-Vaganian, Lifshitz, Grünstein, Perevertsev... Selon le *Bulletin,* ces arrestations « *ont produit un effet terrible, non seulement parce qu'il s'agit de vétérans du parti, bien connus, mais surtout parce qu'il s'agit d'anciens oppositionnels ayant essayé de se réconcilier avec la bureaucratie stalinienne. Le lien politique entre ces arrestations et l'exil de Zinoviev et Kamenev est évident. Ces vieux révolutionnaires, politiciens éprouvés, ont essayé de trouver avec l'appareil un langage commun. L'expérience a duré quatre ans environ et s'est terminée par un échec.* »

Staline ne faisait aucune confiance aux révolutionnaires qui avaient cédé à une pression trop forte pour eux, mais sans être dupes ni de ses erreurs politiques aux conséquences tragiques, ni du caractère outrageux du culte de la personnalité.

D'ailleurs un correspondant moscovite du *Bulletin* rapportait : « *La sympathie pour l'Opposition de gauche a considérablement grandi, même dans les milieux de l'appareil, surtout chez les vieux du parti qui connaissent le passé et n'ont pas oublié.* "Les opposants de gauche ont un programme, de vrais militants, des caractères et des dirigeants." *Il arrive souvent d'entendre de telles remarques, parfois là où on s'y attend le moins. Cependant, chez les fonctionnaires de l'appareil qui ont été formés au cours de la dernière période, il existe une grande peur de l'Opposition de gauche ; si elle arrivait au pouvoir, elle serait sévère avec ceux qui ont en leur temps exécuté les représailles staliniennes. Il va sans dire que ces doutes et ces craintes sont soigneusement encouragés par en haut.* »

Certains vieux-bolcheviks avaient effectivement déjà repris contact avec l'Opposition, en particulier Ivan Smirnov, qui avait fait passer clandestinement à Sedov un article pour le *Bulletin*. Arrêté le 13 janvier 1933, on le condamna à dix ans de prison. L'écrivain oppositionnel de renommée mondiale Victor Serge, exclu du parti mais laissé libre jusque-là, fut déporté à Orenbourg, dans l'Oural. Trotsky lança alors une campagne internationale qui, ayant le soutien de nombreux écrivains et personnalités, aboutit – cas unique – à sa libération en 1936. On arrêta aussi un vétéran du mouvement révolutionnaire, David Riazanov, fondateur et directeur depuis 1921 de l'Institut Marx-Engels à Moscou, poste dont Staline l'avait démis en 1931.

Ces arrestations avaient un but : créer un climat de terreur et obtenir des ex-oppositionnels que, piétinant tout leur passé, ils accréditent des accusations monstrueuses. Pour parvenir à ses fins, Staline eut recours aux calomnies, au chantage, ses sbires de la Sécurité usant de pressions et de la torture pour arracher des « aveux ». En janvier 1934, Staline nomma Boukharine à la tête du

quotidien national *Izvestia*, où il dut avaliser la chasse aux sorcières trotskystes. Quant à Préobrajensky, il obtint de lui un reniement public : « *Mes ouvrages de théorie, y compris* La nouvelle économique, *ont servi d'arme pour lutter contre le parti, les événements ont complètement infirmé ce que j'avais affirmé.* »

Mais le plus grand succès de Staline fut d'obtenir la capitulation de Rakovsky, le 23 février 1934. Sosnovsky craqua lui aussi quelques jours plus tard. Malgré les pressions, Mouralov ne cédait pas, Solntsev non plus.

Après des années de déportation, Rakovsky était à bout physiquement et psychologiquement. Âgé, malade depuis longtemps, il se trouvait totalement coupé de ses camarades. Un correspondant en URSS du journal *Le Temps* nota que sa capitulation avait « *l'apparence d'un acte de solidarité plutôt que de soumission* ». Rakovsky déclarait se soumettre à la discipline du parti, ayant appris la victoire d'Hitler en Allemagne, l'écrasement du prolétariat autrichien par l'extrême droite, les menaces japonaises sur la Chine. Bref, à l'approche du prochain conflit mondial, il affirmait rejoindre les rangs du parti pour défendre l'État ouvrier.

Trotsky, tout en soulignant que Rakovsky, contrairement à Zinoviev, n'avait pas renié une seule des idées pour lesquelles il avait combattu, ni reconnu de prétendues fautes de l'Opposition, condamna sa capitulation, expression d'un « *pessimisme subjectif* » devant le triomphe de la réaction sur l'arène mondiale : « *Toute la politique du gouvernement depuis 1928 consiste en une application, bureaucratiquement déformée, des principes de l'Opposition de gauche. S'il en avait été autrement, d'ailleurs, il n'y aurait plus de pouvoir soviétique. Mais les problèmes économiques de l'URSS ne constituaient qu'une partie – et même une partie secondaire – de notre programme, dont le centre de gravité était la révolution mondiale.*

Et là, avec le prolétariat mondial, nous n'avons fait qu'essuyer des défaites au cours des onze dernières années : en 1923 en Bulgarie et en Allemagne, en 1924 en Estonie, en 1925-1927 en Chine, en 1926 en Angleterre et en Pologne. En 1928-1932 s'est achevée la dégénérescence bureaucratique du Komintern, en 1933 c'est la victoire des nazis en Allemagne, en 1934 la catastrophe autrichienne. L'analyse et le programme de l'Opposition de gauche se sont trouvés entièrement confirmés par tous ces événements et ces processus, mais ils l'ont malheureusement été de façon négative. »

De façon systématique, on taxait désormais les communistes arrêtés de « trotskysme ». Déclaré vaincu depuis 1928, le trotskysme ressurgissait dans tous les discours des staliniens, sous un déluge d'accusations allant du vol au complot terroriste. La bureaucratie désignait ainsi son ennemi le plus dangereux en dépit de sa faiblesse apparente. Malgré tous les obstacles dressés contre lui, Trotsky s'exprimait librement depuis l'étranger, critiquant la direction du PC(b) et de l'IC. Il était la hantise de Staline. En février 1934, le *Bulletin* publia ces *Notes d'un journaliste* : « *Le "trotskysme" ne laisse pas la bureaucratie en paix. On ne dit plus que* "le trotskysme est écrasé, enterré et ainsi de suite"*, la tendance est plutôt d'exagérer sa force. On retrouve le "trotskysme" dans tous les articles et entrefilets sur l'épuration et, en outre, sous deux aspects. D'une part, sont considérés comme "trotskystes" ceux des bureaucrates qui, étant les plus compromis, ne peuvent plus sauver leur peau et, d'autre part, on inclut dans la catégorie "trotskysme" toute critique du bureaucratisme.* »

La répression ne se limita pas au parti. On peut lire dans le *Bulletin* de février 1933 : « *Au cours des derniers mois, il y a eu dans les usines des arrestations à grande échelle. Plus d'une centaine d'ouvriers ont été arrêtés à l'usine Arno, où on avait distribué des circulaires de l'Opposition. Plusieurs dizaines d'ouvriers ont été*

arrêtés à Charkhopodchinik. Il y a eu aussi des arrestations à l'usine Calibre (30 à 40 ouvriers) et dans l'usine de la Baltique [chantiers navals léningradois]. » Les rapports du GPOu mentionnaient un état d'esprit contestataire, des incidents inquiétants, des ouvriers « *mornes, mécontents, irritables* ». Ainsi, dans une usine de production de freins, un portrait de Staline avait été transformé au cours de la nuit en portrait de Trotsky. En janvier 1933, à l'usine Travail prolétarien, l'éditorial du journal mural consacré à l'anniversaire de la mort de Lénine avait été intégralement composé d'extraits d'articles de Trotsky.

Une autre fois, on arrêta un groupe de komsomols parmi lesquels se trouvait le fils d'un bureaucrate, un certain Nemchenko, fonctionnaire des syndicats. Ils étaient accusés de « *conspiration en vue d'actes terroristes* ». Au cours de son interrogatoire, le fils Nemchenko déclara : « *On dit tout le temps à la maison que le Chef est en train de ruiner le pays.* »

Le *Bulletin* rapportait : « *Très souvent, les idées de l'Opposition se répandent par intuition. Les ouvriers viennent à nos mots d'ordre par des voies différentes. Les questions qui sont posées à présent avec le plus d'acuité sont celles qui touchent la répression, le despotisme bureaucratique et les intolérables conditions dans les usines et le parti.* »

Chapitre IV

Assassinat de Kirov et purges dans le parti

À l'automne 1934, un groupe se forma au sein du *politburo* qui aurait osé critiquer « le Chef », bien sûr dans les hautes sphères seulement. On y trouvait des staliniens de longue date : Kalinine, Vorochilov, Roudzoutak et surtout Kirov, le successeur de Zinoviev à la tête du parti à Leningrad, qu'on disait populaire au comité central. Ayant la possibilité de s'appuyer sur le mécontentement et la peur d'une partie de l'appareil soumis au régime mis en place par Staline, Kirov aurait-il voulu et pu lui ravir la première place ? En tout cas, il n'en eut pas l'occasion.

Le 1er décembre 1934, Nikolaïev, un jeune communiste, abattit Kirov. De vastes zones d'ombre entourent cet acte dont le GPOu aurait éventé le projet, mais sans arrêter celui qui le préparait. Si Staline ne commandita peut-être pas l'assassinat, il sut s'en servir. À peine quelques heures plus tard, il avait déjà signé un décret-loi, préparé à l'avance, qui privait les « terroristes » passibles de la peine de mort du droit de faire d'appel ou de demander leur grâce. Cette loi, en vertu de laquelle on arrêta aussitôt près de 1 650 communistes, allait servir à la mise en œuvre de la terreur dans le parti.

On présenta Nikolaïev comme l'instrument d'une gigantesque conspiration contre le gouvernement soviétique dirigée par Zinoviev en personne. Incroyable, l'accusation visait en fait l'Opposition

à travers Zinoviev. Nikolaïev se vit promettre la vie sauve s'il dénonçait ceux qu'on lui désignerait, tous d'ex-oppositionnels du komsomol léningradois. Il avoua. Ses co-accusés nièrent jusqu'au bout. Tous furent fusillés. D'après les comptes rendus d'interrogatoires, l'un d'eux aurait déclaré : « *Staline sacrifie les intérêts de la révolution mondiale à l'idée de la construction du socialisme dans un seul pays.* » N'ayant certainement pas conspiré contre le régime soviétique, ces anciens oppositionnels n'avaient sans doute jamais oublié les idées révolutionnaires de leur jeunesse, ni la période de la révolution. C'est pour l'idéal dont ils restaient porteurs que Staline s'attaqua à eux : ces anciens révolutionnaires encore dans la force de l'âge, avec leurs pareils nombreux dans le parti, représentaient une menace d'une toute autre nature que la petite clique de Kirov.

Trotsky écrivit : « *Le but de l'opération est tout à fait évident : terroriser définitivement ceux qui critiquent et les oppositionnels, cette fois-ci, non par l'exclusion du parti ou par la privation du gagne-pain, ni même par l'emprisonnement et par la déportation, mais par les exécutions. À l'acte terroriste de Nikolaïev, Staline répond par un redoublement de la terreur contre le parti.* »

Les accusations invraisemblables de Staline entraînèrent bien des protestations. D'après les archives du GPOu de Smolensk, un jeune ouvrier du komsomol s'écria en réunion : « *Assez de calomnies, foutez la paix à Zinoviev ; il a beaucoup fait pour la révolution.* » Des étudiants lacérèrent un portrait de Staline, écrivant dessus : « *Le parti rougit de tes mensonges.* » Un directeur d'école déclara : « *Lénine a écrit dans son testament que Staline ne pouvait pas diriger le parti* », et un enseignant : « *Staline a fait du parti la gendarmerie sur le peuple.* » Un ouvrier charpentier défendait pour sa part le droit d'expression de l'Opposition : « *Nous devons permettre l'existence de plusieurs partis politiques chez nous, comme dans les pays*

bourgeois ; ils seront ainsi plus capables de signaler les fautes du parti communiste. L'exploitation n'a pas été éliminée de chez nous : communistes et ingénieurs emploient et exploitent des domestiques. Les trotskystes Zinoviev et Kamenev ne seront de toute façon pas fusillés et ils ne doivent pas l'être, car ce sont de vieux-bolcheviks. »

Indirectement accusée d'avoir contribué à organiser l'assassinat de Kirov, l'Opposition, par la voix de Trotsky, dénonça l'attentat sans équivoque : « *Ce serait une erreur monstrueuse que de tenter de rapprocher le mécontentement des masses soviétiques de l'acte de Nikolaïev. L'ouvrier soviétique est mécontent, mais profondément attaché au régime. Il cherche la solution dans le cadre du régime soviétique, par la voie d'une réforme. Nikolaïev, à ses yeux, n'est rien d'autre qu'un ennemi de classe. Quant à notre position, il serait vain de répéter ici qu'elle ne saurait être que la condamnation absolue, la plus nette et la plus rigoureuse, de cet attentat comme de toute méthode terroriste en général, laquelle ne saurait servir qu'un unique objectif, frayer la voie au bonapartisme et au fascisme en URSS.* » Cette condamnation du terrorisme individuel était une évidence pour tous les sociaux-démocrates russes d'avant octobre 1917, eux qui avaient dû se définir politiquement face au terrorisme des populistes, puis des socialistes-révolutionnaires (SR).

Cependant il ne se passa pas un jour, dans les mois et les années qui suivirent, sans qu'une presse aux ordres ne parle de la « *découverte* » de trotskystes préparant des actes terroristes, ou du « *libéralisme pourri* » de la part de responsables du parti à leur égard. Les articles réclamant des exécutions accompagnaient le travail de la police politique. Une circulaire du 17 février 1935 demanda aux sections du NKVD[17] d'établir des rapports sur le nombre de

[17] Le NKVD succéda au GPOu en 1934.

« *communistes démasqués comme zinoviévistes, trotskystes, éléments à double face et étrangers.* »

Parmi les ex-oppositionnels arrêtés alors, on retrouve, entre autres, Peterson, ancien cheminot et commandant du train blindé de Trotsky pendant la guerre civile, nommé à la garde du Kremlin en 1920. Smilga, benjamin du comité central du temps de Lénine, fut, malgré sa soumission en 1928, arrêté une seconde fois et condamné à cinq ans d'isolateur à Verkhnéouralsk. On raconte qu'il se déclara l'ennemi de ceux qui venaient l'arrêter. Smilga se retrouva en cellule avec Slepkov, l'un des premiers rédacteurs de la *Komsomolskaïa Pravda*, journal du komsomol fondé en 1925, et Pankratov, marin à Cronstadt en 1917, tchékiste[18] pendant la guerre civile, oppositionnel de gauche en 1923. Pevzner, oppositionnel arrêté en 1927 dans l'affaire qui avait servi de prétexte à l'exclusion de l'Opposition, venait de sortir de l'isolateur de Verkhnéouralsk où il avait passé quatre ans : on l'envoya dans celui de Tcheliabinsk pour cinq ans supplémentaires. Iakovine, l'ancien dirigeant du centre clandestin de l'Opposition à Moscou, après avoir purgé cinq ans en Asie centrale, avait été assigné à résidence à Stalinabad, au Tadjikistan : de nouveau arrêté après l'assassinat de Kirov, on l'envoya en isolateur à Vorkouta. Le déciste Vladimir Smirnov, qui se trouvait déjà en déportation, fut condamné à cinq ans d'isolateur, Sapronov, chef de file des décistes, à trois ans.

Et ainsi de suite... Khrouchtchev, alors chef de l'organisation moscovite du parti, la plus importante et la plus nombreuse, rapporta le 30 décembre 1935 qu'on avait exclu comme trotskystes et zinoviévistes 9 975 membres du parti dans la seule capitale. Et

[18] Membre de la Tchéka, « Commission extraordinaire panrusse pour la répression de la contre-révolution et du sabotage », créée par les bolcheviks en décembre 1917 pour « *dompter la violence des contre-révolutionnaires* » (Lénine).

d'après un compte rendu de son compère Jdanov, 7 274 connurent le même sort à Leningrad.

Victor Serge écrivit : « *Après la mort de Kirov, on a arrêté ou déporté tous les oppositionnels qui avaient capitulé depuis longtemps. Cela représente des milliers de gens. Certains d'entre eux sympathisent avec nous de toute évidence, bien qu'ils craignent de le dire ouvertement. Quand on les soupçonne de cela, ils se retrouvent dans un camp de concentration.* »

Quatrième partie

Le dernier combat des bolcheviks-léninistes en URSS

Chapitre I^er

Le massacre de la vieille garde bolchevique

Au milieu des années 1930, après le choc de la crise mondiale, on assista à une remontée de la combativité ouvrière en Amérique et en Europe.

Aux États-Unis, entre 1934 et 1937, un puissant mouvement de grève et d'organisation des travailleurs dans les syndicats se développa, culminant avec la grève de General Motors, qui entraîna dans son sillage la sidérurgie et d'autres branches d'industrie. Le parti communiste américain, lui, allait se ranger derrière Roosevelt, en qui Staline voyait un allié potentiel contre Hitler.

À partir de 1934, tournant le dos à la politique « classe contre classe » de la période précédente, le Komintern opéra un virage à 180 degrés pour s'engager dans la collaboration avec des partis bourgeois, au nom de la lutte contre le fascisme. Staline escomptait ainsi gagner les bonnes grâces des États impérialistes rivaux de l'Allemagne dont il attendait un soutien militaire contre celle-ci. Sa nouvelle politique de Front populaire faisait des PC le flanc gauche de regroupements bourgeois, électoraux, voire gouvernementaux, où les intérêts de la classe ouvrière n'avaient aucune place. Les fronts populaires allaient permettre de dévoyer et stériliser les luttes de la classe ouvrière, éloignant – en France et surtout en Espagne

– le danger d'une nouvelle vague révolutionnaire : Staline s'offrit en sauveur de la bourgeoisie dans les pays dits démocratiques.

En France, le Front populaire regroupa communistes et socialistes, derrière Léon Blum, avec le parti radical, pivot de la vie politique bourgeoise sous la III^e^ République. Lorsque la grève de juin 1936 éclata, avec l'occupation des usines, le PCF mit tout son poids dans la balance pour que le mouvement ne débouche pas sur une remise en cause de la propriété privée : « *Il faut savoir terminer une grève, dès que satisfaction a été obtenue* », proclama Thorez au lendemain de la signature des accords de Matignon.

Quelques semaines plus tard en Espagne, en réplique au pronunciamento de Franco, la classe ouvrière prit les armes, la paysannerie pauvre aussi : la révolution commençait et la bourgeoisie espagnole semblait impuissante à l'endiguer. Les staliniens allaient s'en charger. Restaurateurs de l'État bourgeois dans le camp républicain, ils soumirent, puis balayèrent les organes de pouvoir indépendants que les classes laborieuses avaient spontanément mis en place contre Franco. Exécuteurs des basses œuvres de la bourgeoisie, les staliniens se chargèrent de liquider dans le sang l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière espagnole. L'élan révolutionnaire des masses ayant été brisé, c'en était fini des espoirs d'une victoire du prolétariat en Espagne. Il n'y avait plus qu'un affrontement militaire entre deux camps représentant, chacun à sa façon, les intérêts de la bourgeoisie. Sur ce terrain-là, Franco était le plus fort : il avait le soutien d'Hitler et de Mussolini, alors que les démocraties bourgeoises, et d'abord le gouvernement socialiste de Léon Blum, refusaient d'envoyer des armes aux antifranquistes.

Staline avait aidé Blum, Hitler et Franco à étrangler la révolution en Espagne. La voie était libre pour une nouvelle guerre mondiale.

En URSS, la seconde moitié de la décennie vit les progrès de l'industrialisation. Mais cela ne se traduisit pas par une amélioration de la condition ouvrière. Le poids de la bureaucratie sur les travailleurs n'avait cessé de croître. La discipline, la répression sur les lieux de travail s'intensifiaient. En 1932, le régime avait instauré la peine de mort pour vol de la propriété collective[19], le licenciement en cas d'absence au travail. Puis, pour mieux contrôler les travailleurs, il avait restauré le livret de travail, invention du tsarisme qu'avaient supprimée les bolcheviks. En août 1935, on lança le mouvement stakhanoviste, censé incarner « l'émulation socialiste au travail », mais destiné à forcer les travailleurs à dépasser les rendements imposés.

Cette période fut celle d'un renforcement effroyable de la dictature. Staline, qui redoutait des troubles sociaux à la tête desquels auraient naturellement pris place des milliers de communistes et d'anciens révolutionnaires, entreprit de liquider physiquement le parti bolchevique, qu'il avait déjà détruit politiquement. En quelques mois il allait faire massacrer la vieille garde bolchevique, y compris ceux de ses membres ayant renoncé à le combattre.

Concentrés dans des camps où, ils le savaient, Staline s'apprêtait à les faire fusiller en masse, les trotskystes allaient résister jusqu'au bout.

[19] Y compris le petit chapardage, largement répandu sur les lieux de travail, du fait notamment des bas salaires et des pénuries en tout genre.

Chapitre II

Appel au prolétariat mondial - Grève de la faim à Verkhnéouralsk

Tarov était le pseudonyme d'un bolchevik-léniniste d'origine arménienne, né en 1892, ancien officier de l'Armée rouge. Le 30 juin 1934, cas rarissime, il réussit à s'évader et à rejoindre la France au terme d'un périple à travers l'Inde et l'Iran. Il se trouvait en Iran quand il adressa son *Appel personnel au prolétariat mondial*, publié dans le *Bulletin* en septembre 1935.

Tarov lançait un cri d'alarme : « *Que le prolétariat mondial sache que le pays des Soviets, comme tel, est en train de périr imperceptiblement, car le pouvoir soviétique sans communistes actifs et indépendants est impossible.* » Son texte est un témoignage édifiant et poignant.

Il dénonçait les tortures physiques et morales infligées aux détenus pour leur arracher des aveux. « *Après l'interrogatoire, le juge d'instruction, avant de lire le verdict, te propose de renoncer à tes opinions et, s'il reçoit comme réponse un refus catégorique, tu entends dans le verdict les paroles les plus effrayantes :* "Pour un travail antisoviétique, anticommuniste, contre-révolutionnaire"*, etc.* » Disant ne pouvoir décrire en détails « *toutes les saloperies qui ont lieu sous le régime des usurpateurs dans les prisons soviétiques* », Tarov citait un exemple qui l'avait particulièrement heurté : « *Dans la prison de Petropavlovsk, dans une petite cellule de 25 m² sont enfermées*

35 femmes dont 8 avec des nourrissons. L'air pénètre dans la cellule par le judas. Oh, je n'oublierai jamais ces enfants, petits et maigres ; je les ai vus par le judas de notre propre cellule. Ils ont fait la queue dans les bras de leurs mères devant le judas pour avoir une misérable ration d'air frais. Que le prolétariat mondial voie cette tache honteuse sur les figures des gardes-chiourmes du régime. »

Les 485 communistes emprisonnés à l'isolateur de Verkhnéouralsk, où on avait interné Tarov, avaient fait deux grèves de la faim : de dix-huit jours à l'automne de 1932, puis de quinze jours en décembre 1933. « *On nous frappait souvent, on nous guettait, la garde tirait dans les fenêtres, à la suite de quoi un de nos camarades, Iesaïan, fut blessé à la poitrine.* » Après des plaintes répétées « *contre le traitement bestial de l'administration* », une commission censée « *adoucir la situation matérielle* » des détenus arriva de Moscou. En guise d'amélioration, elle prolongea de deux ans la peine de 103 des détenus, pour la seule raison qu'ils s'étaient plaints. Alors les détenus déclarèrent la grève de la faim. Ils ne furent bientôt plus que 150, leurs camarades ayant été dispersés dans d'autres isolateurs.

L'année suivante, arriva une nouvelle commission, qui prolongea encore les peines. C'est pour protester « *contre cette injustice inouïe* » qu'éclata la seconde grève de la faim. « *Nous commençâmes la grève le 11 décembre 1933.* [...]*Puis on commença à nous alimenter de force. Ce fut un spectacle inoubliable ; de vraies batailles eurent lieu entre les grévistes et les gardes-chiourmes.* [...] *Les tourments furent inouïs, on nous introduisit dans la gorge de gros tuyaux en caoutchouc, on traîna les grévistes comme des chiens crevés dans la "cellule d'alimentation". Personne ne capitula séparément. Le 15e jour de la grève, notre comité de grève décida de la terminer à midi car*

beaucoup de grévistes avaient essayé de se suicider. [...] *La décision du comité de grève fut acceptée par tous les grévistes à l'unanimité.* »

Tarov se retrouva ensuite sous les verrous à Tachkent. En avril 1934, il fit une offre au comité central (CC), se disant prêt à cesser son activité d'oppositionnel et à remplir les tâches du parti dans la défense des conquêtes d'Octobre. « *Ma renonciation à la lute oppositionnelle était honnête. Et encore aujourd'hui, j'ai le même point de vue. Depuis 1933, après la victoire du fascisme en Allemagne, j'avais le point de vue de l'union à tout prix de toutes les forces communistes et révolutionnaires du prolétariat mondial contre la réaction fasciste, sans prêter attention aux divergences intérieures des organisations prolétariennes, indépendamment de leur importance.* [...] *Mais à aucun prix je ne voulais me solidariser avec la bureaucratie, comme je l'ai souligné dans ma lettre au CC d'avril 1934. Je suis resté toujours et je reste sur la position d'une lutte dure et sans merci contre la bureaucratie insolente, qui usurpa les droits de notre parti.* »

Affirmant être resté communiste en prison, en déportation et à l'étranger, Tarov concluait son appel en se disant prêt à lutter jusqu'à la dernière minute de sa vie pour le régime prolétarien et pour le pays des Soviets, sa patrie, « *dans le sens socialiste du mot* ».

Dans le *Bulletin*, Trotsky commenta son appel en s'arrêtant sur la question de la lutte antifasciste : « *Tarov s'engageait à abandonner son activité d'oppositionnel, en échange de quoi, il aurait le droit de revenir dans les rangs du parti en tant que soldat discipliné et d'y mener le combat contre le danger fasciste. Il n'est pas difficile de comprendre les raisons psychologiques de cette initiative prise par Tarov. Il n'est pas, pour un révolutionnaire, pire position que de rester pieds et poings liés pendant que la réaction impérialiste enlève une tranchée prolétarienne après l'autre. Mais, sur le plan politique, cette proposition de Tarov était doublement irréaliste. Premièrement,*

soutenir de façon non critique la "lutte" de Staline contre le fascisme, c'est en dernière analyse aider le fascisme – toute l'histoire des douze dernières années l'a démontré de façon irréfutable ; deuxièmement la proposition de Tarov n'a pas été acceptée et ne pouvait pas être acceptée par la bureaucratie. Le fait qu'un seul léniniste remplisse avec désintéressement et courage les tâches qu'on lui assigne, aux yeux de tous, sans renier ses opinions, aurait constitué une réfutation muette de la légende du "trotskysme en tant que détachement d'avant-garde de la contre-révolution bourgeoise". Cette légende stupide repose sur des bases branlantes qui doivent être quotidiennement étayées. En outre, l'exemple de Tarov, en cas de succès, aurait inévitablement suscité des émules. »

Trotsky soulignait que le destin de l'URSS ne se réduirait pas à la lutte contre le fascisme : « *Seuls des succès du prolétariat international peuvent rendre au prolétariat soviétique sa confiance en soi. La condition fondamentale de la victoire de la révolution est l'unification de l'avant-garde prolétarienne mondiale autour du drapeau de la IV^e^ Internationale.* »

Chapitre III

Grande Terreur et liquidation des trotskystes

Le 25 mars 1936, le chef du NKVD, Iagoda, exposa à Staline un plan pour arrêter tous les trotskystes exilés à travers le pays et les regrouper dans les isolateurs de Vorkouta et de la Kolyma – les plus durs et les plus éloignés, devenus d'immenses camps de concentration –, pour y expédier tous les exclus du parti pour « *trotskysme* » et pour y fusiller ceux qui avaient eu « *une activité terroriste* ». Devant le comité central, Staline aurait évalué les trotskystes à 30 000 militants, dont 18 000 déjà arrêtés : « *Ainsi, il reste peut-être une dizaine de milliers de vieux cadres*, conclut-il, *que nous fusillerons bientôt.* » Le 31 mars, une circulaire de Iagoda ordonna au NKVD de démasquer et liquider « *toutes les forces trotskystes, leurs liaisons et leurs centres organisationnels, et de dévoiler, démasquer et réprimer tous les trotskystes à double-face* ».

On arrêta Mouralov, qui avait résisté à toutes les tentatives d'intimidation ; en mai, Solntsev mourut en déportation durant une grève de la faim ; la veuve de Ioffé, dont l'enfant avait péri en déportation, en prit pour trois ans supplémentaires en Sibérie : elle avait envoyé des colis à une camarade qui vivait encore plus mal qu'elle... Le 23 avril, Sedov relatait à son père les échos qui lui parvenaient d'URSS : « *Le nombre de déportés a grandi impitoyablement. À Orenbourg, quand Serge est arrivé, il y en avait quinze. Il y*

en a maintenant *deux cents. La plupart de Leningrad. Selon lui, près de cent mille personnes ont été expulsées de Leningrad. Tous ceux qui sont exclus du parti sont déportés. La colonie des déportés bolcheviks-léninistes à Tara a été arrêtée, etc.* »

Les arrestations débordaient largement les rangs des oppositionnels et démoralisaient tout le parti. D'après les informateurs de Sedov, un alcoolisme effroyable se développait dans le pays, « *sans aucune comparaison avec les pires moments d'autrefois. Tout le monde boit, la jeunesse et le GPOu, tous...* » Lazourkina, militante bolchevique depuis 1902, décrivait dans ses souvenirs le climat qui régnait désormais : « *Le grand mal causé par Staline n'était pas seulement dans le fait que beaucoup des meilleurs d'entre nous ont péri, que l'arbitraire régnait, que des innocents étaient jetés en prison... la peur régnait. On se calomniait les uns les autres, on n'avait pas confiance, on allait jusqu'à se calomnier soi-même. On nous frappait pour nous faire calomnier. On nous donnait des listes, on nous forçait à les signer, on promettait de nous relâcher, on nous menaçait.* »

Et tandis qu'on arrêtait des centaines de milliers de gens, qu'on envoyait les trotskystes dans les camps pour y être exterminés, on présentait la nouvelle Constitution soviétique, publiée le 12 juin 1936, comme « *la plus démocratique du monde*, *monument de la sagesse stalinienne* ». En Occident, notamment en France, nombre d'intellectuels « amis de l'URSS », tels Romain Rolland, Aragon, etc., la saluèrent, en fermant les yeux sur les crimes de Staline.

En URSS, les années 1936-1938 furent celles de la Grande Terreur. On y associa le nom du successeur de Iagoda à la tête du NKVD en 1937, Iejov, qui fit fusiller des centaines de milliers de personnes et en envoya plusieurs millions au *goulag*[20]. Ce fut la *iejovchtchina*.

[20] Abréviation russe de Direction générale des camps et, par extension, système concentrationnaire stalinien.

On inculpait ces prétendus « *ennemis du peuple* » de sabotage économique, d'entente avec des agents étrangers et, bien entendu, de trotskysme. À partir de 1937, les organismes de l'État furent tous épurés, notamment l'Armée rouge, dont nombre de cadres avaient connu la guerre civile et la révolution. La hiérarchie militaire formait un pan important de la bureaucratie, mais ce corps, fort de centaines de milliers de membres et ayant la maîtrise des armes, ne pouvait rester à l'abri des coups de la police et des bourreaux du dictateur.

Parmi tous ceux qui avaient connu 1917, quels étaient les plus susceptibles, en cas de nouvelle agitation révolutionnaire et sous l'aiguillon d'un prolétariat en lutte, de se retourner contre le régime stalinien ? Staline ne prit aucun risque : de même qu'il élimina la vieille garde bolchevique, qui avait connu le parti du temps de Lénine, il n'épargna pas les cadres de l'Armée rouge, quitte à décapiter celle-ci à la veille de la guerre.

Victor Serge, alors déporté à Orenbourg, réussit à transmettre au *Bulletin* le récit d'un oppositionnel qui arrivait de Verkhnéouralsk, Iakov Biélinsky : « *D'après ce qu'il dit, il s'est formé dans l'isolateur une génération entièrement nouvelle d'oppositionnels "sans chefs", c'est-à-dire ne reconnaissant l'autorité de personne, les vétérans étant définitivement déconsidérés après la capitulation de Rakovsky. Il reste peu de "vieux", c'est la génération d'oppositionnels de 1930-1932 qui domine dans les isolateurs. En revanche, des jeunes, que nous ne nommerons pas, sont apparus. Ils ne font confiance qu'à Trotsky. Ils mènent un grand travail théorique, ils étudient, ils se divisent en courants. Il s'est formé une petite aile de* [...] *partisans de la théorie du "capitalisme d'État" comme caractérisation de l'URSS. Ce groupe est peu nombreux, mais il exerce une influence incontestable. Ayant apparemment compris que les isolateurs deviennent des universités*

oppositionnelles, le pouvoir s'est mis à envoyer les camarades dans des camps de concentration. Souvent se déclenchent des luttes, au moyen de grèves de la faim, etc., pour l'isolateur. Les dirigeants du GPOu ont plus d'une fois déclaré dans des cas semblables : "Nous ne mettrons plus personne dans les isolateurs ; les isolateurs, c'est terminé." [...] *Je pense que nous devons tenter de populariser les noms des camarades les plus fidèles et les plus forts : V. Eltsine, Pankratov, Dingelstedt, Iakovine, Pevzner, A.L. Bronstein* [Aleksandra Sokolovksaïa, révolutionnaire depuis 1890 et première épouse de Trotsky], *Maria Ioffé.* »

Chapitre IV

Les procès de Moscou

Le 14 août 1936 s'ouvrit à Moscou le procès de seize vieux-bolcheviks, parmi lesquels Zinoviev, Kamenev, Ter-Vaganian, Mratchkosvky et Ivan Smirnov. On les accusait d'avoir créé un « *centre trotskyste antisoviétique* » projetant d'assassiner des dirigeants et de rétablir le régime capitaliste en URSS ! Visant des révolutionnaires dont la vie se confondait avec la lutte contre le tsarisme, la révolution d'Octobre, la construction de l'État soviétique et la création d'une internationale ayant pour but de renverser le capitalisme à l'échelle mondiale, l'accusation stupéfia tout le monde.

Plus sidérant encore, dans une mise en scène soigneusement huilée, les inculpés s'accusèrent eux-mêmes et les uns les autres. Préobrajensky accabla Zinoviev, Smirnov avoua avoir participé à l'assassinat de Kirov, alors qu'il se trouvait déjà en prison à ce moment-là, etc. Le procureur Andreï Vychinski était un ancien menchevik qui avait ordonné l'arrestation de Lénine au nom du gouvernement provisoire en 1917. Comme nombre de ses pareils, il avait rallié le régime à la fin de la guerre civile, une fois sa victoire assurée. Et il mettait d'autant plus de zèle à servir Staline que ce dernier, qui connaissait bien sûr tout de son passé, s'en prenait à des révolutionnaires que lui-même avait combattus en tant que menchevik.

Il requit bien sûr la mort : « *J'exige, camarades juges, que ces chiens enragés soient fusillés du premier au dernier.* » On les exécuta tous le 25 août.

Pour obtenir de ces révolutionnaires qu'ils renient publiquement toute leur vie, il fallut des semaines de pressions, intimidations et tortures. Mratchkovsky, membre du parti depuis 1905, qui avait commandé un corps de volontaires contre les armées blanches et avait dirigé le centre clandestin de l'Opposition en 1927, avait, dit-on, subi un interrogatoire de quatre-vingt-dix heures d'affilée. Battu, injurié, il traita ses tortionnaires de « *gendarmes du tsar* » et cracha à la figure de Molotov. Quand les inculpés étaient à bout, on faisait appel à leur fidélité envers l'URSS : on leur disait que charger Trotsky et Zinoviev, instigateurs désignés du prétendu complot, c'était faire front avec le parti, renforcer l'unité des travailleurs de l'URSS alors que la guerre approchait.

Un article signé par Piatakov dans la *Pravda* approuva l'exécution de Zinoviev et Kamenev, traitant leurs opinions et celles de Trotsky d'antiléninistes. Il y rendait hommage « *à notre grand Staline, continuateur et créateur du nouveau développement de la ligne générale tracée par Lénine.* » Encore quelques jours et le NKVD, que Piatakov venait de féliciter d'avoir « *anéanti la charogne* », vint l'arrêter. Rakovsky aussi dut mettre sa signature au bas d'un article qu'on lui dicta : « *Un sentiment de profonde indignation, de colère contre ces assassins ignobles, méprisables, voilà ce qu'éprouve chacun de nous. À ce sentiment général s'est ajouté pour moi un sentiment de honte aiguë pour mon ancienne adhésion à une opposition dont les chefs se sont transformés en contre-révolutionnaires criminels et assassins.* »

En janvier 1937, Piatakov fut le principal accusé du deuxième procès de Moscou, dit du « *centre trotskyste antisoviétique de*

réserve », aux côtés de Radek, Serebriakov, Sololnikov, Drobnis et Mouralov. Ce dernier, brisé, fut contraint de s'humilier : « *Si je m'étais entêté, je servirais, en quelque sorte, de drapeau aux éléments contre-révolutionnaires, qui malheureusement existent encore sur le territoire de la république soviétique. Je n'ai pas voulu être la graine qui donnerait non pas le blé bienfaisant mais l'ivraie.* »

Radek déclara au cours du procès : « *Quand N.I. Mouralov, l'homme le plus proche de Trotsky, que je croyais prêt à mourir en prison sans proférer un mot, quand cet homme a fait ses déclarations et les a justifiées en disant qu'il ne voulait pas mourir avec l'idée que son nom puisse devenir le drapeau de toute la racaille contre-révolutionnaire, eh bien, c'est là le résultat le plus profond de ce procès.* »

Les treize accusés furent exécutés le lendemain du verdict. Drobnis supplia en vain : « *Si vous trouvez la moindre possibilité de me laisser mourir autrement que d'une mort infâmante et de me permettre, après toutes mes grandes épreuves, de rejoindre les rangs de la classe dont je suis issu, je considérerai comme un grand devoir sacré de justifier entièrement ce don du peuple travailleur et de le servir jusqu'à ma mort.* »

Préobrajensky aurait dû se trouver sur le banc des accusés, mais il n'y figurait pas. Après avoir accablé Zinoviev au premier procès, peut-être en échange de la promesse qu'on épargnerait les « coupables », a-t-il refusé de livrer les « aveux » nécessaires à la sanglante parodie de justice de Staline ? On ne sait ce qu'il devint de lui. Certains témoignages disent qu'on l'aurait fusillé en 1937, comme Sosnovsky, le 5 juillet 1937 sur simple décision administrative, ou encore Smilga, le 10 janvier 1938.

Nombre de trotskystes furent passés par les armes sans avoir eu de procès public, soit qu'ils aient refusé tout aveu, soit qu'ils n'aient plus été présentables après leurs interrogatoires, tel le

vieux-bolchevik letton Gaven, fusillé sur un brancard le 4 octobre 1936.

Entre le deuxième et le troisième procès de Moscou, un communiqué annonça l'exécution de 83 trotskystes en Extrême-Orient, dont le fils cadet de Trotsky, Serge Sedov, un ingénieur de 28 ans. Étranger à toute activité politique, on l'avait accusé d'avoir « *organisé un empoisonnement massif, au gaz* » des ouvriers de l'usine où il travaillait à Krasnoïarsk. Au même moment, en mai 1937, à Barcelone, les staliniens assassinaient des centaines de militants révolutionnaires qui luttaient contre Franco.

Le troisième procès s'ouvrit en mars 1938. Aux côtés des ex-droitiers Boukharine et Rykov, parmi les accusés se trouvaient Rakovsky, Krestinsky, et l'ex-chef du NKVD Iagoda, qui en connaissait trop sur la façon dont Staline avait, avec son aide, orchestré l'extermination des bolcheviks.

On accusa ce « *bloc des droitiers et des trotskystes* », inventé par l'accusation, d'avoir voulu renverser le régime, d'espionnage au profit de la Gestapo, de tentatives d'empoisonnement, etc. Alors que Staline annonçait l'avènement prochain du communisme, donc le règne de l'abondance, le procès dresse un tableau effrayant des pénuries en URSS : de pain, de beurre, de saucisson, de cahiers d'écolier, etc. Des pénuries dont le responsable serait, non pas Staline et l'impossible construction du socialisme dans un seul pays, mais Trotsky du fond de son exil. Car c'est lui que les « aveux » incriminaient directement. Les inculpés, que le stalinien français Georges Cogniot, correspondant de *l'Humanité* au procès, accusait de s'être donné « *pour tâche de saper le monde radieux du socialisme* »[21], prétendaient avoir rencontré Trotsky à diverses reprises pour prendre

[21] *L'Humanité* du 12 mars 1938.

ses « directives », y compris à des dates où lui et eux se trouvaient ailleurs.

En octobre 1936, le *Bulletin* avait titré en première page : « *Les procès de Moscou, c'est la révolution d'Octobre en procès* », avec, sous-titrant une photo de Lénine et Trotsky côte-à-côte : « *Les véritables accusés* ». À l'issue des trois procès, Staline avait assassiné tous les membres du comité central bolchevique d'octobre 1917 encore en vie : ne restaient plus que lui et, en sursis, Trotsky.

Étant accusé sans pouvoir se défendre, Trotsky contre-attaqua. Il réclama une commission d'enquête indépendante, composée de personnalités neutres et de probité reconnue, à laquelle il acceptait d'avance de répondre et de soumettre ses archives, pour qu'elle examine et juge les charges portées contre lui. La commission fut constituée sous la direction d'un universitaire américain connu, John Dewey : Trotsky répondit à ses questions pendant plus d'une semaine d'affilée. En juillet 1938, après deux ans d'enquête, elle rendit un verdict de non-culpabilité, reconnaissant les accusations du Kremlin comme mensongères et montées de toutes pièces.

Dans une adresse transmise par téléphone pour le meeting d'inauguration de la commission qui se tint à l'hippodrome de New-York, le 9 février 1937, Trotsky déclara : « *Les procès de Moscou ne déshonorent pas la révolution, car ils sont les fruits de la réaction. Ils ne déshonorent pas la vieille génération bolchevique ; ils attestent seulement que les bolcheviks sont faits de chair et de sang et qu'ils ne tiennent pas indéfiniment sous menace de mort. Les procès de Moscou déshonorent le régime qui les a engendrés : un bonapartisme sans conscience ni scrupule ! Les fusillés sont tombés en le maudissant. Que ceux qui en ont envie déplorent, les larmes aux yeux, la démarche hésitante de l'histoire : deux pas en avant, un pas en arrière.*

Les larmes ne serviront à rien. Nous devons, selon le mot de Spinoza, comprendre et non rire ou pleurer. Essayons de comprendre ! »

Chapitre V

Convois vers la Kolyma

Sur le chemin des camps d'Extrême-Orient, des bolcheviks-léninistes tentèrent de se faire entendre au passage des villes que leurs convois traversaient. Ils étaient déterminés à ne pas se laisser exterminer en silence.

D'après les rapports du NKVD, on sait qu'ils organisèrent notamment une manifestation en gare de Krasnoïarsk, « *avec des chants contre-révolutionnaires* [ceux du mouvement ouvrier !] *et des affiches accrochées aux fenêtres des wagons sur lesquels était écrit :* "Vive la révolution mondiale et son chef Trotsky ! À bas la bureaucratie et l'autocrate Staline !" » Les prisonniers interpellèrent les gens dans la gare : « *Camarades ouvriers, vous avez devant vous des prisonniers politiques du régime de Staline, des trotskystes bolcheviks-léninistes emmenés à la Kolyma pour y être éliminés. Les meilleurs éléments du prolétariat croupissent dans les prisons staliniennes, alors qu'on a au pouvoir un tas de fonctionnaires et de bureaucrates dirigés par Staline.* » Ils s'adressèrent aussi aux voyageurs en provenance de Chine, dans lesquels se trouvaient des étrangers susceptibles de transmettre leur appel au-delà des frontières.

Le 30 juin 1937, un autre convoi à destination de la Kolyma arriva à Vladivostok. Le 2 juillet, une réunion se tint dans un baraquement du camp de transit où les trotskystes étaient parqués : on organisa une manifestation pour toucher la population lors du transfert

vers le port d'embarquement. Le rapport de mouchards introduits parmi les détenus déclare : « *Sur le pont, ils ont organisé une manifestation et chanté des chants révolutionnaires, la* Marseillaise*, le refrain "*Nous haïssons les palais de Staline*", la* Varsovienne*, etc. Un navire étranger mouillait dans le port. Erchov, Girchik, Saïansky se sont frayés un chemin jusqu'à l'extrémité de la colonne de prisonniers et ont déployé une inscription : "*À bas Staline, vive Trotsky, révolutionnaire génial ! Dans un pays libre où l'on écrit qu'il n'y en a pas, on envoie des prisonniers politiques dans les camps à coups de matraque. Ouvriers ! Regardez, nous sommes des communistes, des bolcheviks-léninistes, pris dans le convoi du fascisme !*"* »

Les prisonniers s'étaient organisés. Ils se répartissaient en groupes de dix dont les chefs, élus en assemblée générale, collectaient signatures et déclarations, et expliquaient les actions à mener. En cas de besoin, on élisait ceux qu'on chargeait de missions particulières.

Les dirigeants du comité de lutte sont peu connus : Baranovsky était un vieux-bolchevik qui travaillait dans le domaine de la culture, c'est tout ce qu'on sait de lui ; David Maïdenberg, 30 ans, ouvrier des chemins de fer, avait adhéré au komsomol à l'âge de 14 ans ; il avait capitulé en 1927, puis été de nouveau arrêté à la suite de la grève des ateliers de Krementchoug ; Samouil Krol avait dirigé le syndicat de l'alimentation en 1917 et participé à la construction de l'Internationale syndicale rouge ; on l'avait exclu du parti et déporté en 1929, libéré puis arrêté de nouveau en 1936.

Au lendemain de l'embarquement du convoi pour la Kolyma, le comité lança sur le bateau une grève de la faim, réclamant le régime politique, moins rigoureux que celui des prisonniers de droit commun. La grève fut dure, les plus déterminés ayant la volonté de forger le moral de tous pour les épreuves à venir. Le comité rédigea un

message destiné aux travailleurs et aux peuples du monde entier, dénonçant le caractère du régime stalinien. Les rapports du NKVD évoquent l'envoi d'une bouteille à la mer dans le détroit de La Pérouse. Peu avant d'arriver à destination, le comité, qui n'avait pas obtenu le régime politique, proposa de poursuivre la grève de la faim au centre de tri de Magadan, d'où on envoyait les détenus dans les camps de la Kolyma.

Gorodetsky, médecin trotskyste déporté, garant de la santé des grévistes, déclara : « *Moi, médecin, je constate que les conditions de travail et de vie des prisonniers dans la Kolyma conduisent à l'épuisement physique. Le régime politique est une question d'honneur pour les révolutionnaires prolétariens. Le combat pour son obtention est un acte d'autoconservation et exige des sacrifices.* » Le comité élabora un règlement de la grève : les grévistes feraient une déclaration personnelle, puis devraient respecter les conditions du comité, à savoir ne pas sortir du baraquement ni avoir de contact avec les gens de l'administration du NKVD s'ils pénétraient dans les baraques. On ne pourrait interrompre la grève de la faim que sur décision écrite du comité, une commission médicale contrôlant l'aptitude des détenus à y participer.

La grève débuta le 12 juillet. Le 30, le NKVD tenta de transporter de force les grévistes qui refusaient de sortir de leurs baraquements. Une rescapée, Nina Gagen-Torn, écrivit dans ses mémoires : « *Le 15e jour, on commença à les nourrir de force. Ils refusèrent. Le 19e jour, l'administration promit de satisfaire leurs revendications. Ils annoncèrent la fin de la grève de la faim. On les transféra dans des endroits différents et les chefs du camp leur promirent qu'ils y trouveraient les conditions qu'ils voulaient. Mais peu à peu on les ramena à Magadan et à la terrible prison, la "maison de Vasska", une des pires du monde. On ouvrit contre eux une enquête. Ils savaient qu'ils allaient être*

fusillés, mais ne plièrent pas, car c'étaient des gens courageux. Tous ont probablement péri, mais en conservant leur conviction de la nécessité de combattre pour le communisme tel qu'ils le comprenaient. »

Quanrante-sept grévistes furent condamnés à mort et fusillés les 26, 27 octobre et 4 novembre 1937.

Chapitre VI

Vorkouta : les trotskystes fusillés

D'autres trotskystes furent regroupés dans les camps de concentration de la région de Vorkouta, dans le Grand Nord.

D'après un témoignage, on y avait réuni plusieurs dizaines de milliers d'internés ayant milité ou sympathisé avec l'Opposition à un moment ou à un autre. Parmi eux, il restait près de 500 oppositionnels n'ayant pas abjuré qui travaillaient à la mine de Vorkouta, près d'un millier dans le camp d'Oukhto-Petchora, certainement plusieurs milliers en tout dans l'ensemble du bassin minier de la Petchora.

Arrivés à l'été 1936, ceux de la mine vivaient ensemble, massés dans deux grandes baraques. Ils refusaient de descendre au fond des puits et ne travaillaient qu'en surface, huit heures par jour et pas dix ou douze heures comme le voulait le règlement. « *Ils le faisaient de leur propre autorité, d'une manière organisée, et ignoraient ouvertement les règlements du camp*[22]*. Dans leur ensemble, il y avait déjà près de dix ans qu'ils étaient déportés. Au début, ils furent envoyés dans des isolateurs politiques, puis exilés aux îles Solovki* [dans le Grand Nord] *; enfin ils arrivaient à Vorkouta. Les trotskystes formaient l'unique groupe des internés politiques qui critiquaient*

[22] Témoignage d'un rescapé publié bien après, en 1961, dans *Le Messager socialiste*, journal menchevique paraissant dans l'émigration.

ouvertement la "ligne générale" stalinienne et offraient une résistance organisée aux geôliers. »

Parmi les dirigeants que les trotskystes déportés s'étaient donnés, on trouve Guevorkian, Ivanov, Melnaïs, Kossior ou Poznansky, ancien collaborateur de Trotsky durant la guerre civile. Socrate Guevorkian, Arménien d'origine âgé d'une quarantaine d'années, avait travaillé à l'Institut des sciences humaines. V. Ivanov, à cinquante ans, ancien membre du comité central, avait eu la responsabilité du chemin de fer sino-oriental jusqu'à son arrestation. Déciste, il avait quitté les rangs de l'Opposition bolchevique-léniniste en 1928 : on l'avait arrêté après l'assassinat de Kirov. Au camp, il avait la charge du chemin de fer reliant la mine à la rivière Oussa. Avant d'être arrêté, V. Kossior travaillait à la Direction des pétroles, mais au camp, il travaillait à la chaufferie, transportant avec une brouette le charbon pour alimenter les chaudières.

Ayant eu connaissance du procès de Moscou en juillet 1936, les trotskystes se réunirent. Guevorkian dit : « *Aucun Cavaignac n'a fait couler autant de sang des classes laborieuses que ne le fait Staline.* [...] *Demeurant jusqu'au bout des révolutionnaires prolétariens, nous ne devons nous nourrir d'aucune illusion en ce qui concerne le sort qui nous attend. Mais avant de nous anéantir, Staline cherchera à nous humilier le plus qu'il pourra. En mettant les internés politiques au même régime que les droit commun, il s'efforce de nous disperser parmi les criminels et de dresser ceux-ci contre nous. Il ne nous reste qu'un unique moyen de lutte dans ce combat inégal, la grève de la faim.* »

Les revendications et la grève furent adoptées à l'unanimité. Les grévistes exigèrent l'abrogation de la décision du NKVD de transférer tous les trotskystes des camps administratifs dans les camps de concentration. Les affaires relatives à l'opposition politique au

régime ne devaient plus être jugées par les tribunaux spéciaux du NKVD mais dans des assemblées de justice publiques. La journée de travail au camp ne devait pas dépasser huit heures. L'alimentation des détenus ne devait plus dépendre de leur rendement. Le travail devait être rémunéré. Les grévistes exigèrent enfin la séparation des politiques d'avec les condamnés de droit commun, tant au travail que dans les baraquements. Les invalides, vieillards et femmes (qui exigeaient de participer à la grève) devaient être transférés dans des camps au climat moins rigoureux. On informa tous les groupes disséminés sur le bassin minier et, le 27 octobre 1936, la grève démarra. Elle dura jusqu'en mars 1937.

En représailles, on déplaça aussitôt près de 600 grévistes dans des baraques isolées, à quarante kilomètres de la mine. « *Les détenus n'eurent plus le droit de correspondre avec leurs familles, les employés salariés du camp se virent supprimer leurs congés et leur droit de déplacement. Des tentatives furent faites de dresser les autres détenus contre les grévistes. À la mine, il n'y avait plus de réserves de vivres, plus de quoi nourrir ceux qui travaillent aux puits ; l'administration du camp soutint qu'elle avait dû dépenser de grandes réserves de graisse et de sucre, stockées pour les travailleurs de fond, pour l'alimentation artificielle des trotskystes.* » Il y eut quatre morts au cours des 132 jours de grève. Finalement, un message de Moscou annonça : « *Faites savoir aux grévistes de la faim détenus dans les mines de Vorkouta que satisfaction sera donnée à toutes leurs revendications.* »

C'était évidemment une victoire provisoire. Fin juin 1937, de nouveaux détenus arrivèrent à Vorkouta. Avec l'hiver, le régime du camp empira brusquement : « *Les brigadiers et chargés de l'ordre, des droit commun, ayant reçu de nouvelles directives de la direction du camp, s'armèrent de gourdins et matraquèrent impitoyablement les détenus. Les gardiens, des miradors à proximité des baraques,*

narguaient les détenus et se moquaient d'eux. La nuit, pour s'amuser, ils tiraient sur ceux qui se rendaient aux toilettes. Ou bien, ordonnant "couché"*, ils obligeaient les détenus à rester allongés, déshabillés, des heures sur la neige. Et puis, bientôt, ce furent des arrestations massives. Presque chaque nuit, les agents du GPOu se présentaient dans les baraques, procédaient à l'appel de certains noms et emmenaient les appelés.* »

On concentra environ 1 200 détenus des différents chantiers du bassin minier, dont une moitié de trotskystes, dans une ancienne briqueterie. Ils logeaient dans quatre grandes baraques, entourées de barbelés. On les affamait, leur ration quotidienne étant de 100 grammes de pain. Une centaine de gardiens les surveillait avec des armes automatiques.

En mars 1938, trois officiers du NKVD arrivèrent, dirigés par un certain Kachketine. Par fournée de trente à quarante par jour, les prisonniers subissaient un interrogatoire sommaire de quelques minutes chacun, ponctué d'injures et de coups. Kachketine porta lui-même plusieurs coups à Virab Virabov, un vieux-bolchevik ayant appartenu au comité central du parti en Arménie.

Fin mars, parut une liste de 25 détenus, parmi lesquels Guevorkian et Virabov. Chacun reçut un kilo de pain, avec ordre de se préparer pour un nouveau convoi. Dans ses mémoires, l'ex-trotskyste Boïartchikov écrit : « *Après de chaleureux adieux avec leurs amis, les appelés quittèrent les baraques et, après l'appel, le convoi quitta l'enceinte. Au bout de 15-20 minutes, pas loin de là, à un demi-kilomètre, sur la rive escarpée de la petite rivière Verkhniaïa Vorkouta, une brusque salve retentit, suivie de coups de feu isolés et désordonnés : puis tout s'apaisa de nouveau. Bientôt, auprès des baraques, repassa l'escorte du convoi. Et il fut clair pour tous dans quelle sorte de convoi avaient été envoyés les détenus.* »

L'exécution des trotskystes dura tout le mois d'avril et une partie de mai. Tous les deux ou trois jours, on emmenait de trente à quarante détenus, politiques et droit commun mêlés. Dans tout le bassin, on retransmettait des listes de fusillés par radio à l'adresse des prisonniers rassemblés tout exprès : « *Pour agitation contre-révolutionnaire, sabotage, banditisme dans les camps, refus de travail, tentatives d'évasion, ont été fusillés...* »

Une fois, c'est un groupe de près de cent détenus de la briqueterie qu'on emmena, essentiellement des trotskystes. S'éloignant des baraques, les condamnés chantaient l'*Internationale*, soutenus par la voix de ceux restés au camp. Début mai, un groupe de femmes fut emmené, parmi lesquelles les compagnes d'I. Smirnov, de Kossior, de Melnaïs, etc. On menottait les récalcitrants ; ceux qui, affaiblis, ne pouvaient plus marcher, étaient portés. On abandonnait les cadavres à même le sol, en attendant que la neige les recouvre.

En mai, alors qu'il subsistait à peine plus de cent détenus, les exécutions cessèrent.

Chapitre VII

Miagkova, Reiss, Sedov, Trotsky...

Des milliers de trotskystes furent exécutés dans différents camps[23]. On ne connaît toujours pas tous les détails de ce massacre systématique, dont seuls de très rares rescapés ont pu témoigner.

Mais l'on sait qu'à Magadan il y eut près de six mille bolcheviks-léninistes massacrés en 1937. L'une d'entre eux, Tatiana Miagkova, dont le dossier a été étudié par un archiviste soviétique en 1990, avait adhéré au parti bolchevique en 1919 et participé à la guerre civile. Installée à Kharkov, en Ukraine, elle rallia l'Opposition unifiée en 1926, fut exclue du parti en 1927 et déportée à Astrakhan. Elle y devint la secrétaire de Rakovsky, avant d'être déplacée au Kazakhstan pour avoir rédigé et diffusé un tract. Convaincue par son mari de renoncer à ses activités, elle put rentrer à Moscou. Mais elle ne renonça pas à exprimer ses opinions, ce qui lui valut une seconde arrestation en 1933 et une condamnation à trois ans d'isolateur à Verkhnéouralsk. Un an plus tard, on arrêta son mari. Peu après l'expiration de sa peine, Tatiana Miagkova subit une ultime condamnation à cinq ans de camp dans la région de Magadan. Le 17 novembre 1937, on l'y condamna à mort comme « *trotskyste qui n'a pas désarmé* », pour avoir fait la grève de la faim et pour s'être

[23] Juste après l'attaque de l'URSS par l'armée allemande, le 22 juin 1941, Staline et Béria firent fusiller des centaines d'opposants emprisonnés, parmi lesquels l'ancien dirigeant de l'Opposition de gauche au côté de Trotsky, Christian Rakovsky, Olga Bronstein-Kameneva (sœur de Trotsky), les dirigeantes trotskystes Varsenika Kasparova, Varvara Iakovleva...

rebellée contre un garde qui l'empêchait de s'adresser à un autre prisonnier.

De même qu'il avait entrepris d'exterminer les bolcheviks-léninistes en URSS, Staline avait envoyé ses tueurs aux trousses des trotskystes à l'étranger, refermant peu à peu l'étau autour de Trotsky lui-même.

Une figure marquante, parmi ses victimes, fut celle d'Ignace Reiss. Né en 1899, ce communiste polonais d'origine juive était devenu l'un des chefs des services secrets soviétiques à l'étranger. Resté éloigné des luttes politiques en URSS, il mit longtemps à mesurer le niveau de dégénérescence atteint par le pouvoir soviétique. Mais son retournement d'attitude envers ce dernier illustre ce que Staline craignait, y compris de la part d'hommes de l'appareil n'ayant jamais appartenu à l'Opposition. En juillet 1937, Reiss adressa une lettre au comité central dans laquelle il dénonçait le massacre des bolcheviks : « *La lettre que je vous écris aujourd'hui, j'aurais dû vous l'écrire depuis longtemps déjà, le jour où les "Seize" furent massacrés dans les caves de la Loubianka, sur l'ordre du "Père des Peuples".* »

Il affirmait : « *Celui qui se tait aujourd'hui se fait complice de Staline et trahit la cause de la classe ouvrière et du socialisme ! Je me bats pour le socialisme depuis l'âge de vingt ans. Sur le seuil de la quarantaine, je ne veux pas vivre des faveurs d'Ejov. J'ai derrière moi seize années de travail clandestin. C'est quelque chose, mais il me reste assez de forces pour tout recommencer. Car il s'agit bien de "tout recommencer", de sauver le socialisme. La lutte s'est engagée depuis longtemps déjà. Je veux y reprendre ma place.* » Il dénonçait la politique du Komintern, des Comités pour la paix aux Fronts populaires, en particulier dans la révolution espagnole en cours. Reiss avait résolu de rejoindre l'Opposition : « *J'entends consacrer*

mes modestes forces à la cause de Lénine : je veux combattre, car seule notre victoire *– la victoire de la révolution prolétarienne – libérera l'humanité du capitalisme et l'Union soviétique du stalinisme ! En avant vers de nouveaux combats pour le socialisme et la révolution prolétarienne ! Pour la construction de la IVe Internationale !* »

Enfin, jointe à son courrier, il renvoya la médaille de l'Ordre du Drapeau rouge dont on l'avait décoré, expliquant refuser de la porter « *en même temps que les bourreaux des meilleurs représentants de la classe ouvrière russe. Les* Izvestia *ont publié au cours des deux dernières semaines des listes de nouveaux décorés dont les fonctions sont passées pudiquement sous silence : ce sont les exécutants des peines de mort.* » Reiss eut l'imprudence d'envoyer sa lettre avant de se mettre à l'abri : en septembre 1937, des tueurs du NKVD l'assassinèrent en Suisse.

Le 16 février 1938, Léon Sedov, âgé de 32 ans, décéda à la suite d'une opération de l'appendicite dans une clinique parisienne tenue par des Russes blancs, un milieu infiltré par les agents de Staline. Dans un texte poignant, *Le fils, l'ami, le militant*, Trotsky rendit hommage au jeune dirigeant de l'Opposition qui avait rejoint son combat en 1923, alors qu'il avait à peine 17 ans. Léguant sa mémoire à la jeune génération, Trotsky écrivait : « *Jeunesse révolutionnaire de tous les pays, prends-nous le souvenir de notre Léon, adopte-le, il le mérite et que, désormais, il participe invisible à tes luttes, puisque le sort lui a refusé le bonheur de prendre part à la victoire finale.* »

Parmi les nombreuses victimes des tueurs staliniens hors d'URSS, citons encore Irwin Wolff, secrétaire de Trotsky assassiné en Espagne en 1937, Rudolf Klement, secrétaire de la IVe Internationale, enlevé et exécuté par un commando en juillet 1938.

Enfin Trotsky lui-même, réfugié au Mexique, vécut assez longtemps pour voir ses camarades éliminés les uns après les autres. Il

ne se faisait aucune illusion sur le sort que Staline lui réservait. La nuit du 23 mai 1940, un commando emmené par le peintre stalinien Siqueiros pénétra dans sa villa, mitrailla sa chambre et lança des grenades incendiaires. Trotsky en réchappa par miracle. C'est un autre agent de Staline, Ramon Mercader, qui réussit à s'introduire dans son entourage pour lui porter un coup de piolet fatal, le 20 août 1940.

Après vingt ans de réclusion, le tueur put rentrer en URSS. On l'y décora pour services rendus, quatre ans après la prétendue dénonciation des crimes staliniens par Khrouchtchev.

Conclusion

Le trotskysme en URSS ne fut pas un courant marginal, comme pourrait le laisser penser l'oubli dans lequel l'ont plongé, volontairement et depuis longtemps, les staliniens et les anticommunistes. Et cela pour des raisons plus proches qu'il n'y paraît au premier abord, les uns comme les autres combattant farouchement le communisme révolutionnaire et la filiation avec le léninisme que l'Opposition incarnait.

À ceux qui affirmaient que la révolution d'Octobre n'aurait pas pu conduire à autre chose qu'à la dictature stalinienne, Trotsky répondait déjà que le stalinisme n'était pas issu du bolchevisme « *comme son affirmation révolutionnaire, mais comme sa négation thermidorienne*. »

Les militants de l'Opposition de gauche incarnaient la tradition internationaliste, ouvrière et révolutionnaire du parti bolchevique. En fait, ils étaient ce parti après la mort de Lénine. Avec eux, c'est le parti bolchevique qui poursuivait son combat, avec ses cadres dirigeants qui avaient lutté contre le tsarisme, participé aux révolutions de 1905 et 1917, mené la classe ouvrière à la conquête du pouvoir et à la victoire dans la guerre civile, entrepris enfin la fondation de la III^e^ Internationale destinée à devenir le parti de la révolution mondiale. Même une fois exclue des rangs du PC(b), et malgré les conditions terribles qu'on lui imposait, l'Opposition agissait en parti communiste révolutionnaire, capable de toucher la classe ouvrière, de rallier sans cesse de nouveaux militants, des travailleurs et en particulier des jeunes, qui ne rejetaient pas la révolution

d'Octobre mais, au contraire, voulaient renverser la bureaucratie au nom des conquêtes de 1917.

Minoritaire, ce courant n'en compta pas moins, pratiquement tout au long de sa quinzaine d'années de lutte, quelques dizaines de milliers de militants et sympathisants, entre 20 000 et 30 000 au moins. On a vu plusieurs fois Staline lui-même donner un tel ordre de grandeur. Même en 1936, à la veille des procès de Moscou, l'Opposition connut un nouvel afflux de militants. Un article daté du 11 janvier 1936, publié dans le *Bulletin*, démontrait ainsi que le trotskysme était bien vivant, en s'appuyant sur les données officielles et les rapports publiés par les représentants régionaux de Staline dans la *Pravda*, concernant les dernières purges.

En six mois, pas moins de 200 000 membres du parti venaient d'en être exclus. Dans les catégories que la police politique utilisait pour désigner les « *ennemis* » du parti, à côté des bandits, saboteurs, koulaks et gardes blancs, les trotskystes figuraient toujours au premier rang par leur nombre ; un nombre tel que le NKVD avait même créé des sous-classifications pour les désigner : de gauche, de droite, intransigeants, repentis, ex-capitulards, etc. Les mencheviks, bundistes, SR, anarchistes, zinoviévistes, décistes, en tant que courants politiques, étaient sur le déclin, tandis que le trotskysme regagnait du terrain, prouvant que la principale opposition au stalinisme venait de ceux qui se plaçaient sous le drapeau de la défense de la révolution d'Octobre.

En 1936, les chiffres provenant des différentes régions du pays, même en prenant en compte les estimations les plus basses, donnaient au minimum 20 000 « *trotskystes* » récemment exclus. Avec les estimations les plus hautes, on atteignait 40 000. Et ces chiffres ne prenaient pas en compte les organisations du komsomol avec leurs millions de jeunes. Or ce n'est pas la vieille génération des

participants de l'Opposition des années 1923-1928 qui constituait l'essentiel de cette nouvelle vague de déportés. Le *Bulletin*, retenant ne serait-ce qu'entre 10 000 et 20 000 militants exclus, concluait : le courant révolutionnaire en URSS continue d'exister, « *si ce n'est comme doctrine, du moins comme état d'esprit, comme tradition, comme drapeau, notre courant en URSS a un caractère de masse et attire clairement à lui des forces nouvelles et fraîches*. [...] *On peut dire avec certitude que, malgré treize ans d'intimidation, de calomnies, de pogromes, sans précédents par leur infamie et leur dureté, malgré les capitulations et les trahisons, plus dangereuses encore que les persécutions, la IVe Internationale a déjà en URSS sa section la plus forte, la plus nombreuse et la mieux trempée. Non, nous n'avons pas la moindre raison de nous laisser aller au découragement. La route du progrès n'est pas en ligne droite. La lutte des opprimés exige de nombreuses victimes. Mais l'avenir est à nous.* »

C'est pour rompre le lien unissant le courant communiste révolutionnaire à la classe ouvrière soviétique que Staline s'acharna contre les trotskystes. C'est aussi pour empêcher la transmission de ce capital politique aux bolcheviks-léninistes des autres pays qu'il traqua Trotsky et ses camarades dans le monde entier.

Dans la dernière partie de sa biographie de Trotsky, *Le prophète hors-la-loi*, publiée en 1963, l'historien anglo-polonais Isaac Deutscher, qu'on ne peut soupçonner d'exagérer l'importance du trotskysme avec lequel il avait rompu près de trente ans auparavant, écrivait qu'en URSS, « *dès 1934, il semblait bien que le trotskysme eût été définitivement rayé de la carte. Et cependant, deux ou trois années plus tard, Staline le craignait plus que jamais. Paradoxalement, les grandes purges et les déportations massives, qui avaient suivi l'assassinat de Kirov, donnèrent une vie nouvelle au trotskysme. Les trotskystes, avec autour d'eux des dizaines et même des centaines*

de milliers de gens récemment bannis, ne se sentirent plus désormais isolés. Ils furent rejoints par la masse des capitulards, qui songeaient lugubrement que les choses n'en seraient jamais venues à ce point s'ils avaient tenu bon aux côtés des trotskystes. Oppositionnels, appartenant à des groupes d'âge plus jeune, membres du komsomol, qui s'étaient pour la première fois opposés au stalinisme bien longtemps après la défaite du trotskysme, déviationnistes en tous genres, simples travailleurs déportés pour des peccadilles contre la discipline du travail, mécontents et rouspéteurs qui ne commençaient à penser en termes politiques que lorsqu'ils se trouvaient derrière les barbelés, tous ces gens formaient un nouveau public immense pour les vétérans trotskystes. [...] *Une fois de plus, les camps devenaient des écoles et des champs de manœuvre de l'Opposition et les trotskystes des moniteurs sans égal. Ils furent à la tête des déportés dans presque toutes les grèves et grèves de la faim ; ils revendiquaient auprès de l'administration des améliorations relatives aux conditions dans les camps ; et par leur conduite téméraire, souvent héroïque, ils insufflèrent à d'autres la volonté de tenir. Fermement organisés, pratiquant l'autodiscipline, et politiquement bien informés, ils constituaient la véritable élite de cette énorme fraction de la nation qui avait été rejetée derrière les barbelés.* »

L'Opposition avait un programme, qu'elle opposait point par point à la politique de la bureaucratie stalinienne, tant sur le plan national que sur l'arène internationale. Elle avait en Trotsky un dirigeant capable de rallier à lui des fractions du mouvement communiste dans le monde entier. Elle avait en URSS des cadres compétents et des militants, même jeunes, trempés par des années de lutte, disposant d'une expérience et d'un capital militants comme jamais jusqu'alors aucun parti n'en avait eu. Elle avait de l'écho, des soutiens dans la classe ouvrière, et elle avait construit

une organisation capable d'acheminer clandestinement des lettres, des documents politiques oppositionnels et même le *Bulletin*, édité à l'étranger, jusque dans les colonies les plus éloignées, au moins jusqu'en 1934 ; une organisation qui ne baissait pas les bras même dans les camps.

L'anéantissement de toute une génération de révolutionnaires – en fait de ce que plusieurs générations avaient produit de meilleur – eut des conséquences terribles pour le mouvement communiste et ouvrier mondial. Cela se traduisit par la rupture du fil de la transmission entre les générations de révolutionnaires, ce qu'aucune répression, aussi terrible fût-elle, n'avait produit auparavant. Cela signifia la perte de tout un capital humain et militant, avec sa compréhension de la lutte révolutionnaire et son expérience de toute une époque historique. La sanglante répression stalinienne toucha d'abord les bolcheviks-léninistes (trotskystes), les zinoviévistes, les boukhariniens, avant de s'en prendre à tous les vieux-bolcheviks, même ceux qui n'avaient jamais été des oppositionnels ; aux cadres du parti et même aux sans-parti qui, formés pendant la guerre civile, avaient entrepris la construction de l'économie soviétique ; aux cadres de l'armée aussi, près de trente mille officiers fusillés, déportés à la veille de la guerre. Les jeunesses communistes, les komsomols, ne furent pas épargnées. Et après avoir dénoncé tous les compagnons de Lénine comme agents d'Hitler, après avoir démantelé le parti et décapité l'armée, en accusant ses chefs d'être à la solde de la Gestapo et du Mikado, Staline, à la veille de la guerre, réalisa lui-même une alliance avec l'Allemagne nazie, scellant ce pacte contre nature de 1939 par le dépeçage de la Pologne.

De nos jours, le courant révolutionnaire et le lien l'unissant à la classe ouvrière sont en grande partie à reconstruire. Le combat des bolcheviks-léninistes a abouti à une défaite due, fondamentalement,

aux échecs du mouvement ouvrier international dans les années 1920 et 1930, au rapport de force défavorable à la classe ouvrière en URSS et dans le monde. Mais ce combat n'aura pas été vain, si les trotskystes d'aujourd'hui, si les révolutionnaires de demain savent s'en inspirer. En 1938, malgré le scepticisme, sinon l'opposition de nombre de ses partisans, surtout en France, Trotsky a fondé la IVe Internationale, en lui laissant l'ensemble de ses écrits et un programme, le *Programme de Transition*, qui restent irremplaçables pour ceux qui veulent reconstruire des partis révolutionnaires et donner corps et vie à une internationale communiste digne de ce nom. Le combat des bolcheviks-léninistes soviétiques doit aussi retrouver la place qui est la sienne dans la mémoire du mouvement ouvrier ; le courant trotskyste, qui n'aurait pas existé sans eux, doit s'en inspirer.

En 1918, en pleine révolution allemande, Rosa Luxembourg, évoquant les défaites passées du mouvement ouvrier – la révolte des canuts, le mouvement chartiste en Angleterre, Juin 1848 et la Commune de Paris – écrivit : « *Où en serions-nous aujourd'hui sans toutes ces "défaites", où nous avons puisé notre expérience, nos connaissances, la force et l'idéalisme qui nous animent ? Aujourd'hui que nous sommes tout juste parvenus à la veille du combat final de la lutte prolétarienne, nous sommes campés sur ces défaites et nous ne pouvons renoncer à une seule d'entre elles, car de chacune nous tirons une portion de notre force, une partie de notre lucidité.* » De nos jours, beaucoup de ceux qui prétendent changer la société tournent le dos au communisme révolutionnaire. Du fait de l'horreur du stalinisme, ils rejettent en bloc l'ex-URSS et le communisme, la révolution de 1917 et le léninisme, ignorant pour la plupart le combat mené par les bolcheviks-léninistes. Le mouvement ouvrier

révolutionnaire aura pourtant besoin de se réapproprier ce combat, dont il peut être fier.

Les trotskystes, même quand ils ont su que la mort les attendait, ne renoncèrent pas : ils savaient que l'avenir « *leur appartenait* ». Trotsky l'exprima en leur nom avec force dans son adresse, déjà citée, au meeting de New York, début 1937 : « *Les procès de Moscou ont lieu sous l'égide du socialisme. Nous n'abandonnerons pas le drapeau du socialisme aux maîtres faussaires ! Si notre génération s'est révélée trop faible pour bâtir le socialisme sur la terre, nous passerons du moins à nos enfants un drapeau sans taches. La lutte qui se prépare dépasse de loin l'importance des individus, des factions et des partis. C'est la lutte pour l'avenir de toute l'humanité. Elle sera dure. Elle sera longue. Que ceux qui recherchent le calme et le confort s'écartent de nous. Aux époques de réaction, il est certes plus commode de s'entendre avec la bureaucratie que de rechercher la vérité. Mais à ceux pour qui le socialisme n'est pas un vain mot, pour qui c'est le contenu de leur vie morale, en avant ! Ni les menaces, ni les persécutions, ni les violences ne nous arrêteront. Ce sera peut-être sur nos ossements, mais la vérité l'emportera. Nous lui ouvrirons un chemin. Elle vaincra. Et sous les coups implacables du sort, je me sentirais heureux comme aux meilleurs jours de ma jeunesse, si je contribuais au triomphe de la vérité. Car le plus haut bonheur humain n'est point dans l'exploitation du présent, mais dans la préparation de l'avenir.* »

Bibliographie succinte

Axionov (Vassili), *Une saga moscovite*, 2 tomes, Folio, 1998

Broué (Pierre), *Le parti bolchevique*, Éditions de Minuit, 1963

Les procès de Moscou, Julliard, 1964

Communistes contre Staline. Massacre d'une génération, Fayard, 2003

Rakovsky ou la Révolution dans tous les pays, Fayard*, 1996*

Communistes contre Staline. Massacre d'une génération, Fayard, 1996

Cahiers Léon Trotsky, n[os] 6-8, *Les trotskystes en Union soviétique,* 1980-1981

Cahiers du Mouvement ouvrier (notamment) n[os] 34, 35, 48, 51, 52, 53, 60

Chalamov (Varlam), *Récits de la Kolyma,* Éditions Verdier, 2003

Cholokhov (Mikhaïl) - *Terres défrichées,* Gallimard, 1964

Ilf et Petrov, *Kolokolamsk - Une personnalité lumineuse,* Parangon, 2003

Marie (Jean-Jacques), *Trotsky,* Payot, 2006

Le fils oublié de Trotsky, Seuil, 2012

Beria, le bourreau politique de Staline, Tallandier, 2013

Poretski (Elizabeth), *Les nôtres, vie et mort d'un agent soviétique*, Actes Sud, 1997

Rakovsky (Christian), *Les dangers professionnels du pouvoir*, Lutte ouvrière, 1996

Scott (John), *Au-delà de l'Oural*, Les bons caractères, 2010

Serge (Victor), *S'il est minuit dans le siècle*, Grasset, 2009
L'affaire Toulaev, La Découverte, 2009
Mémoires d'un révolutionnaire, Laffont-Bouquins, 2001
Trotsky (Léon), *La Révolution trahie*, Éditions de Minuit, 1999
Ma vie, Folio, 1973
Staline, Laville, 2011
L'Internationale communiste après Lénine, PUF, 1969
Léon Sedov, le fils, l'ami, le militant, Lutte ouvrière, 2011
Programme de transition, Les bons caractères, 2013
Défense du marxisme, EDI, 1972

Table des matières

Introduction 3

Première partie
L'Opposition exclue du parti : arrestations, déportations et lutte clandestine

I. Déportation massive d'oppositionnels 11
II. Les colonies de déportés 15
III. À Moscou et Leningrad 19
IV. Dans l'Oural 25
V. Trotsky banni – Le *Bulletin de l'Opposition* 31
VI. Élargir le combat à l'Internationale 37

Deuxième partie
« Tournant à gauche » du Kremlin et crise de l'Opposition

I. Industrialisation, collectivisation et guerre civile dans les campagnes 43
II. Capitulations en série 49
III. L'Opposition se redresse 55
IV. Les rigueurs de la répression 59
V. La lutte politique dans les colonies et les isolateurs 65
VI. Luttes ouvrières et succès de l'Opposition 71

Troisième partie
La naissance de la IVe Internationale – Le spectre du trotskysme hante la bureaucratie

I. La faillite du Komintern 79

II. La défense de l'URSS 83

III. Le « trotskysme partout » 87

IV. Assassinat de Kirov et purges dans le parti 93

Quatrième partie
Le dernier combat des bolcheviks-léninistes en URSS

I. Le massacre de la vieille garde bolchevique 101

II. Appel au prolétariat mondial - Grève de la faim à Verkhnéouralsk 105

III. Grande Terreur et liquidation des trotskystes 109

IV. Les procès de Moscou 113

V. Convois vers la Kolyma 119

VI. Vorkouta : les trotskystes fusillés 123

VII. Miagkova, Reiss, Sedov, Trotsky... 129

Conclusion 133

Dans la collection Éclairage

1 - Proche-Orient 1914-2010, les origines du conflit israélo-palestinien

2 - La Première Guerre mondiale, dix millions de morts pour un repartage du monde

3 - Histoire de la mondialisation capitaliste, tome I, 1492-1914

4 - Italie 1919-1920, les deux années rouges

5 - Histoire de la mondialisation capitaliste, tome II, 1914-2010

6 - La Russie avant 1917 – De l'abolition du servage à la veille de la révolution

7 - Le cerveau et la pensée

8 - La question coloniale dans le mouvement ouvrier en France

9 - La civilsation arabe du VIII^{e} au XIII^{e} siècle

10 - Les philosophes des Lumières

11 - L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes. Tome I : 1923-1927